

Des élections générales auront lieu en Argentine en 1983

LIRE PAGE 40

Le Monde

Fondateur : Hubert Bouve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,90 kr. ; Espagne, 80 pes. ; États-Unis, 6-8 c. ; Grèce, 55 dr. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1 000 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 fr. ; Norvège, 6,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Roumanie, 225 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 fr. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 19
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 69572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La « filière bulgare »

Un vice-ministre des affaires étrangères bulgare a convoqué, mardi 30 novembre, pour la seconde fois en quatre jours, l'ambassadeur d'Italie à Sofia pour élever une nouvelle protestation à l'occasion de ce qu'il a appelé « la crise la plus grave survenue entre deux pays amis depuis la seconde guerre mondiale ».

Le gouvernement de Sofia a-t-il suggéré au cours de cet entretien un échange entre deux ressortissants italiens détenus en Bulgarie et le représentant adjoint de sa compagnie aérienne à Rome, M. Antonov, arrêté le 25 novembre en liaison avec l'attentat perpétré contre Jean-Paul II, le 13 mai 1981, par le terroriste turc Ali Agca ? C'est ce qu'on veut entendre les autorités italiennes, en indiquant que le diplomate bulgare a soulevé le cas de ces deux Italiens et souhaité que l'affaire soit transférée du niveau judiciaire au niveau politique.

Officiellement, la Bulgarie se contente de dénoncer « l'acte provocateur » de la police italienne, assurant que le terrorisme est « organiquement étranger » à sa politique et à son idéologie. Sa démarche ne constitue donc pas l'« aveu » que certains ont voulu y voir. Mais l'on constate que les deux touristes italiens arrêtés le 25 août à la frontière bulgaro-turque sont un prétexte facile ont été inculpés d'espionnage le 12 septembre, le jour même où l'agence bulgare B.T.A. affirmait dans une dépêche curieusement prémonitrice : « Nous ne serions pas étonnés si un jour, sur la suggestion de quelqu'un et en échange d'une compensation, Ali Agca finissait par « confesser » que les Bulgares lui avaient confié la mission d'assassiner le pape. » On relève aussi une ressemblance frappante entre M. Antonov et un homme tué à la foule de la place Saint-Pierre le jour de l'attentat, tel qu'il apparaît sur une photographie publiée au début de l'année dans un recueil officiel et reproduite mardi par toute la presse italienne.

La police romaine est évidemment plus prudente que les commentateurs, mais ce n'est un secret pour personne qu'elle a pris au sérieux, dès le début, la « filière orientale » — ce que n'ont pas démenti les enquêtes fort documentées de certains médias américains. La révélation des séjours d'Ali Agca en Bulgarie — où il aurait reçu, de son propre aveu, l'arme qui a servi à l'attentat — avait à nouveau attiré l'attention sur ce pays, voisin d'une Turquie ravagée pendant des années par le terrorisme et pointée avancée du « camp socialiste » vers le Proche-Orient et les bases de Beyrouth. Et il n'était pas besoin d'être fin politicien pour imaginer que la présence à Rome d'un pape polonais actif et prestigieux pesait bien lourdement sur une crise polonaise déjà inextricable.

Il revient à la justice d'établir le degré de vérité qu'il y a dans cette conjecture, mais des questions plus politiques peuvent être posées à ce stade. Pour quelles raisons la « filière bulgare », autrement dit soviétique, reprend-elle une nouvelle vigueur aujourd'hui, après dix-huit mois d'enquête ? L'accession à la tête du parti soviétique de M. Andropov, patron du K.G.B. au moment des faits, doit-elle être considérée comme tout à fait étrangère à l'affaire ? Si « campagne » il y a, comme on l'affirme à Sofia, ses initiateurs sont-ils tous là où on les attend, dans les « officines de propagande occidentale » ? A l'heure où une apparente lutte pour le pouvoir empêche la désignation d'un chef d'État à Moscou, ces questions ne sont peut-être pas innocentes.

• ESPAGNE

M. Felipe Gonzalez dénonce les « obstacles » à l'entrée de Madrid dans le Marché commun

M. Felipe Gonzalez, dirigeant du parti socialiste ouvrier, a été investi par le Congrès des députés de Madrid comme chef du nouveau gouvernement espagnol, ce jeudi 2 décembre. M. Gonzalez a confirmé qu'il demanderait le « gel » des négociations actuellement en cours sur l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN. Membre de l'Alliance atlantique, l'Espagne ne souhaiterait pas faire partie de l'organisation militaire intégrée : un statut « à la française ». Il a ajouté qu'il organiserait un référendum sur cette question, mais sans en préciser la date.

Le chef du nouveau gouvernement a également critiqué les obstacles apportés à l'adhésion de son pays au Marché commun.

De notre correspondant

Madrid. — Le secrétaire général du P.S.O.E. (parti socialiste ouvrier espagnol), M. Felipe Gonzalez, a été investi, dans la nuit du mercredi 1^{er} au jeudi 2 décembre, président du gouvernement par le Congrès des députés, par 207 voix contre 116 et 21 abstentions. Outre les votes de sa propre formation, qui dispose d'une simple majorité absolue, il a reçu l'appui des quatre députés communistes, des deux représentants du Centre démocratique et social de M. Suarez et de l'unique élu de Euzkadi Euzkera (gauche basque). La principale formation d'opposition, l'Alliance populaire ainsi que le parti du gouvernement sortant U.C.D. (Union du centre démocratique) ont voté contre, tandis que les nationalistes basques et catalans se sont abstenus.

Les huit heures de débats qui ont précédé le vote ont permis à

M. Gonzalez, accusé la veille par l'opposition d'imprécision dans son discours-programme, de préciser davantage ses intentions, particulièrement en politique étrangère. « N'allez-vous pas adopter la même attitude que le gouvernement d'Athènes à propos de l'OTAN, a demandé le représentant du P.N.B. (parti nationaliste basque), M. Marcos Vizaia, c'est-à-dire être radical en parole et repousser aux calendes grecques le référendum promis avant les élections ? » M. Gonzalez a répondu que le cas de l'Espagne était différent. Elle ne fait pas encore partie de l'organisation militaire intégrée, et que son statut dans l'alliance serait « gelé » à son niveau actuel.

THIERRY MALINAK.

(Lire la suite page 3.)

• BRÉSIL

Le président Reagan annonce l'octroi d'un prêt de plus de 1 milliard de dollars

Poursuivant sa tournée en Amérique latine, M. Ronald Reagan était attendu vendredi en Colombie après une visite de quarante-huit heures au Brésil.

Le président américain a cherché par ses propos à rassurer les banquiers internationaux sur la solvabilité du Brésil, un des pays les plus endettés du monde et a, en particulier, annoncé l'octroi d'un prêt d'urgence de 1,23 milliard de dollars à ce pays.

De notre envoyé spécial

Brasilia. — Les États-Unis et le Brésil ont inauguré un nouveau type de rapports — plus étroits et moins conflictuels. Tel était le résultat, mercredi 1^{er} décembre au soir, des premiers entretiens entre M. Ronald Reagan et le général Figueiredo. Les deux chefs d'État ne se sont pas contentés de faire du cheval ensemble et d'échanger des amabilités autour d'un barbecue. Le ton et la substance de leurs discours officiels exprimaient une volonté de mettre une sourdine aux divergences persistantes sur le commerce, l'Amérique centrale et les rapports internationaux pour parer au plus pressé : la crise économique.

M. Reagan a annoncé deux mesures de soutien à l'économie brésilienne : un prêt à court terme de 1,23 milliard de dollars et un assouplissement des restrictions sur les importations de sucre aux États-Unis. Également significative est la décision des deux gouvernements d'entreprendre des études communes en vue d'une coopération militaire et nucléaire.

Les responsables américains évitent de présenter leur geste comme une opération de sauvetage. L'objectif n'est-il pas de rassurer les banques privées et de les inciter à prendre la relève ? Ne faut-il pas aussi ménager la fierté des Brésiliens ? « Il s'agit d'un arrangement bancaire, non d'une aide », a affirmé M. Reagan.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 6.)

Le retour de la comète de Halley est confirmé

Ce « fou », ce « blasphémateur » d'Edmund Halley aura encore raison le 9 février 1986. Son « astre mystérieux », son « astre vagabond », comme l'écrivait Camille Flammarion, répondra une fois de plus à son appel. Si une partie de la communauté scientifique a pu, un court moment, céder à l'inquiétude, la voici aujourd'hui rassurée. Après plus de soixante-dix ans de voyage aux confins du système solaire, la comète de Halley rôlera le Soleil avec seulement quatre heures de retard sur l'horaire prévu.

Une absence

de soixante-seize ans

La date et l'heure sont pratiquement officielles, après confirmation de sa découverte sur les plaques photographiques prises le 16, puis les 18 et 20 octobre, par des équipes d'astronomes américains opérant depuis les observatoires du mont Palomar et de Kitt-Peak. Découverte difficile, que les Français, qui observaient à peu près à la même époque avec le télescope franco-canadien d'Hawaii, n'ont pas eu la chance de faire.

La nouvelle en soi serait de peu d'importance, s'il n'y avait derrière tout cela plusieurs centaines de millions de francs en jeu. Bien avant que l'on sache si la comète serait au rendez-vous, la plupart des puissances spatiales ont, en effet, lancé, tant pour des raisons d'ordre strictement scientifique que pour d'autres de caractère plus politique, de coûteux programmes d'étude de la comète de Halley.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(Lire la suite page 10.)

Point de vue

La crise mondiale est d'abord politique

Après avoir décrit « les problèmes généralisés de forte inflation, de faible croissance et de chômage » et les efforts d'« ajustement des balances de paiement » tentés ici et là, le récent rapport du Fonds monétaire international conclut en ces termes : « L'examen de l'évolution de l'économie mondiale démontre que les gouvernements des pays membres sont toujours aux prises avec des problèmes économiques difficiles ».

par MICHEL DEBRÉ (*)

Nous pouvons créditer le gouvernement actuel d'un résultat psychologique : avec l'ardeur du néophyte qui découvre une réalité longtemps refusée, il a fait comprendre à l'opinion que nous vivions en « crise ».

Cependant, qu'il s'agisse des propos du Fonds monétaire international ou de ceux de nos dirigeants, (*) Ancien premier ministre.

un doute subsiste. L'analyse de ces « problèmes généralisés » est-elle suffisante ? A cette question, la réponse est négative. L'analyse demeure économique et les remèdes envisagés sont avant tout d'ordre budgétaire, monétaire, salarial. Loin de moi l'idée de contester la valeur des efforts entrepris, ici et là, contre l'inflation. Leur nécessité est évidente. Cependant, fussent-ils réussis, comme on se doit de le vouloir, leur insuffisance éclate, ne serait-ce qu'au regard de ce fléau qui a nom chômage.

A la réflexion, les mesures préconisées par le Fonds monétaire international sont toutes nécessaires et toutes insuffisantes. Le politique doit donc aller plus loin dans l'analyse. C'est alors qu'il découvre que l'économie mondiale est gravement affectée par de nombreux phénomènes politiques et sociaux, dont les principaux sont le surarmement des grandes puissances, le vieillissement des nations occidentales et les stratégies de pays extérieurs au monde occidental. A ces phénomènes, les nécessaires réponses économiques ne peuvent être suffisantes ni satisfaisantes.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

Casse-tête

C'est pourtant simple, à la minute où nous écrivons. Si vous voulez partir en préretraité par démission ou licenciement, vous devez avoir au moins soixante ans. Si vous voulez bénéficier d'un contrat de solidarité, il est bien tard : votre employeur aurait dû déposer le dossier avant le 1^{er} décembre. Idem pour les contrats du Fonds national de l'emploi, sauf qu'ils ne peuvent s'appliquer qu'à ceux qui auront, en 1983, entre cinquante-six ans et deux mois et soixante ans.

Ces dispositions restent valables tant qu'elles ne sont pas annulées. Et à condition, bien sûr, qu'aucun des ministres intéressés ne parte en préretraité avant vous.

BRUNO FRAPPAT.



Dictionnaire général du surréalisme et de ses environs
Sous la direction de Adam Biro et René Passeron
L'amour fou, la poésie, la liberté en 1350 écrits, artistes, expositions, films, tableaux, manifestes, revues, tracts, scandales.
Collection « Grands dictionnaires » 488 pages - 350 F.

LES LIVRES DES PUF QUI ÉTONNENT LE MONDE

LES NOUVEAUX IMMIGRÉS

A l'approche des élections prud'homales, on a constaté, ces dernières semaines, une nouvelle détérioration du climat dans les usines d'automobiles, où travaillent de nombreux étrangers. Les grands conflits du prêt-à-porter et de l'automobile, dans ce secteur, avaient révélé l'unité du problème des ouvriers spécialisés, inquiets des conséquences de la crise et des bouleversements technologiques.

Les travailleurs étrangers seront-ils les laissés-pour-compte du progrès technique, qui exige une meilleure formation des salariés ? Jean Benoit montre, dans l'enquête dont nous publions la première partie, que ces immigrés ont changé. Malgré la crise, malgré le chômage, ils revendiquent, eux aussi, des droits nouveaux.

(Lire page 37.)

LA TRADUCTION INTÉGRALE DE « FINNEGANS WAKE »

Joyce, mode d'emploi

Œuvre rebelle, œuvre phare, œuvre monstrueuse, difficile à appréhender en anglais, réputée intraduisible dans d'autres langues, *Finnegans Wake*, de James Joyce, vient de paraître en français, pour la première fois dans sa version intégrale, chez Gallimard. Un gros volume de 650 pages serrées qui a demandé près de deux décennies de travail et de nuits blanches (sans compter les années d'imprégnation) à un inconnu dans le monde des traducteurs, un ingénieur de quarante-sept ans, qui, seul, s'est consacré à cette tâche gigantesque. Son nom : Philippe Lavergne.

Une fois n'est pas coutume, car c'est le traducteur qui fait figure de vedette, de héros, dans cette entreprise. Il ne va pas manquer de détracteurs, de loudateurs et d'experts savants pour glosier sur ce texte. Philippe Lavergne, dans son introduction, s'explique sur le sens de son travail : nous donnerons prochainement l'avis de spécialistes sur la valeur de cette traduction. Mais fallait-il traduire *Finnegans Wake*, se demanderont aussi certains esprits, tellement amoureux du texte de Joyce qu'ils auraient préféré continuer à se délecter, entre eux, de cette œuvre verbale, qu'on ne peut que trahir ?

Finnegans Wake, la dernière œuvre de James Joyce — publiée en 1939 — à laquelle il travailla pendant dix-sept ans, fait revivre à son héros l'histoire tout entière depuis ses origines, dans une nuit de sommeil. « C'est une excursion extravagante dans un territoire interdit », disait l'auteur, qui a utilisé là ce qu'il appelait, dans ses notes, « un anglais pour Européens », en un brassage de langues et de dialectes pour un polyglotte qui n'existerait pas, mêlant le chinois, le ruthène, le basque, le gallois, l'espéranto ou le volapük...

Il existait déjà une traduction italienne, polonaise, espagnole : de nombreux ouvrages ont été écrits à propos du livre et de ses clés : des extraits de traduction partielle avaient déjà paru par André du Bouchet et par Samuel Beckett, Philippe Soupault, Ivan Goll, puis par Philippe Sollers : des extraits du travail de Philippe Lavergne étaient publiés dans *Tel quel* en 1967, dans *Change* en 1968. Mais c'est un formidable cadeau que Joyce reçoit pour ses cent ans !

(Lire page 21 dans « Le Monde des livres », l'interview du traducteur : « Joyce, mode d'emploi ».)

La crise mondiale est d'abord politique

(Suite de la première page.)

Désordre économique

Michel Debré estime que la réponse à la crise est politique, car elle doit englober des paramètres tels que le surarmement, le vieillissement des pays occidentaux et la stratégie des nations non occidentales. Pour Alfred Grosser, le chômage ne doit plus être regardé globalement, mais sous toutes les facettes des catégories qu'il frappe. De son côté, Jacques Rozner pense que le non-emploi des hommes qui résultera du plein emploi des technologies nouvelles devra changer de nature et devenir « temps libre », c'est-à-dire loisir, ce qui posera d'autres problèmes, sans doute moins dramatiques.

Surarmement : la part de la production américaine et russe consacrée à l'effort militaire dépasse les limites de la raison. Voilà certes qui crée des activités industrielles et des emplois, mais qui entraîne une conséquence disproportionnée à son bénéfice économique : le travail humain pour des produits qui ne sont pas destinés à la vente et à la consommation crée une part de pouvoir d'achat artificiel, insupportable sur une large échelle. En raison du caractère dominant des deux économies intéressées, on constate, en régime socialiste, une cause supplémentaire de bas niveau de vie et, en Occident, une forte inflation.

Vieillesse des pays occidentaux : le non-renouvellement continu des générations dépasse également les limites de la raison. Voilà qui est vrai par comparaison avec l'explosion démographique ailleurs. Voilà qui est vrai en soi. Aux conséquences politiques externes, l'insécurité, aux conséquences sociales internes, le déséquilibre entre vieux et jeunes, s'ajoutent des conséquences économiques. La consommation et la production sont freinées par une diminution d'enfants, puis d'adultes que ne compense pas l'allongement de la vie humaine. La diminution prochaine de la population active marquera d'autant plus durement notre production qu'elle est accrue par les erreurs d'éducation qui détournent les jeunes de certains métiers de base.

Stratégies des pays non occidentaux : leur diversité est grande, mais elles s'additionnent. Stratégie de conquête de marchés, dont l'exemple le plus sensationnel est celui du Japon. Stratégie d'attraction des investissements et des technologies par l'appât d'une main-d'œuvre à la fois habile, productive et médiocrement rémunérée : les exemples sont

multiples, notamment en Extrême-Orient. Stratégie de monopole, dont les pays producteurs de pétrole, de l'Amérique du Sud à l'Arabie, sont, depuis dix ans, l'exemple le plus net. Stratégie d'expansion à tout va, et sans espérance de remboursement, dont on trouve des exemples typiques sur tous les continents.

D'une vue d'ensemble de ces trois phénomènes, une conclusion doit être tirée : les causes des « problèmes généralisés d'inflation, de faible croissance et de chômage », pour reprendre les termes du rapport présenté par le Fonds monétaire international, sont des causes politiques et sociales. Et le moins que l'on puisse dire c'est qu'elles sont durables.

Un message insuffisant

Alors, il ne suffit plus de faire comprendre aux Français qu'ils vivent une crise économique. Le message est insuffisant. Il ne suffit même pas de réclamer un nouvel ordre monétaire, car l'anarchie des monnaies, avant d'être une cause, est une conséquence. Il faut constater et expliquer que cette « crise » est la conséquence de faits politiques et sociaux d'une extrême gravité et qui ne disparaîtront pas d'eux-mêmes, ni prochainement. Les faits exigent de chaque nation la prise de conscience d'une nouvelle époque marquée par la vivacité d'une compétition à caractère belliqueux, donc impitoyable. On comprend la timidité de nos dirigeants, car cette prise de conscience qu'ils hésitent à formuler, comme leurs prédécesseurs hésitant déjà à le faire, obligerait à une révision déclinant des idées communément admises.

Il s'agit, non de prolonger les loisirs, mais de mettre la nation au tra-

vail, non d'alourdir la production par un excès de charges, mais de la soulager, non d'augmenter artificiellement la consommation, mais de favoriser la modernisation de l'outil de travail et de production, non pas de décourager l'esprit d'entreprise, mais de reconnaître la valeur sociale des ambitions individuelles, non pas d'abaissier écoles, professeurs et programmes, mais de relever le niveau de notre enseignement, sans craindre l'indispensable sélection, non de pénaliser la mère de famille, mais de la favoriser. Au-dessus de ces orientations déterminantes, non pas prôner la lutte de classes, soit par conservatisme, soit par subversion, mais affirmer la foi de la nation en son unité et en sa force.

D'où la question la plus actuelle, la vraie et grave question : la démocratie, dans le déroulement habituel de ses règles, et des influences qui s'exercent d'une manière déterminante sur le pouvoir, est-elle en mesure de donner priorité à la puissance nationale, facteur essentiel de succès ? Que répondront à cette question les démocraties et notamment la nôtre, alors qu'il est clair que le renouveau national est une condition pour agir sur le plan international, par l'exemple, la parole et l'action ?

Présentement, les bonnes réponses sont peu nombreuses. Et nous ne figurons pas dans la liste.

Dans un monde qui bute sans cesse sur des conflits militaires et des attentats terroristes, sur des heurts idéologiques et raciaux, sur des coups durs financiers et monétaires, le fait de ne pas analyser ni expliquer les causes politiques des difficultés de notre temps nous conduit par refus de redressement national à la crise première, celle de la démocratie et de la République.

MICHEL DEBRÉ.

Les vécus du chômage

par ALFRED GROSSER

« CHACUN a le droit d'obtenir un emploi (...) Tout être humain qui, en raison de (...) la situation économique, se trouve dans l'impossibilité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence. » Le Conseil constitutionnel osera-t-il un jour proclamer d'application obligatoire ces affirmations du Préambule de 1946, validé en 1958, comme il le fait de plus en plus souvent pour d'autres passages de ce texte essentiel ? La crise de l'UNEDIC fait en tout cas apparaître leur caractère dérisoire, en même temps qu'elle sert de révélateur au caractère dramatique de la réalité présente et à venir. Enfin des millions de non-chômeurs vont découvrir que le chômage n'est pas un phénomène marginal qu'on pouvait ne pas trop regarder puisqu'il existait un mécanisme bien rodé dispensateur d'allocations !

Certes, il existe des allocataires travaillant au noir et des emplois manuels qui demeurent vacants. Certes, la réalité du chômage n'est pas la même pour tous les chômeurs. La meilleure analyse d'ensemble du phénomène (1) distingue fort justement entre des vécus fort différents, notamment en fonction des catégories socio-culturelles. Mais déjà le « chômage inversé » - celui qui est vécu par quelques-uns comme une occasion de substituer au travail salarié fastidieux des occupations gratifiantes - recule de plus en plus d'angoisse à mesure qu'il se prolonge, et le « chômage différé », du cadre entre deux emplois tend à devenir « chômage total » dès lors que le nouvel emploi devient introuvable.

Un récent sondage posait la question : « Que fonderait-on en cas de faire à votre avis, pour arriver à diminuer le nombre de chômeurs ? ». La réponse qui venait de loin en tête était : « Faire la chasse aux faux chômeurs ». Elle traduisait beaucoup d'ignorance et de bonne conscience. Les faux chômeurs ne constituent qu'un phénomène marginal qui ne doit pas cacher les ravages que le mal commence à exercer dans le tissu social. De plus en plus, on voit des localités socialement menacées de destruction par l'onde de choc provoquée par la fermeture d'une entreprise. Et le Secours catholique ne cesse de signaler qu'il voit affluer, à la recherche de l'aide élémentaire (qu'est l'aide alimentaire), des hommes et des femmes qui n'avaient jamais demandé assistance auparavant. Les deux phénomènes confirment une réalité que la querelle de l'UNEDIC met elle aussi en évidence : s'il faut lutter contre le chômage, notamment par la politique économique, il y a aussi lieu de s'interroger d'urgence sur les meilleures façons de lutter contre les effets de ce chômage. Et on n'y parviendra pas si on continue à les pratiquer restrictives, entre les besoins reconnus - même dans l'intérêt de la collectivité française - et les ressources minimales non disponibles (par exemple pour la formation professionnelle), quelle politique définir et quels soutiens accorder à une population de non-électeurs ?

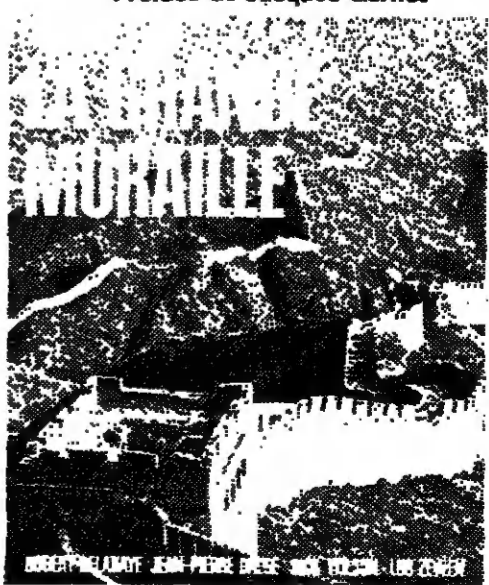
Chômage des étrangers, qu'il s'agisse des travailleurs actuels ou de leurs grands enfants demandeurs d'emploi : entre les proclamations généreuses et les pratiques restrictives, entre les besoins reconnus - même dans l'intérêt de la collectivité française - et les ressources minimales non disponibles (par exemple pour la formation professionnelle), quelle politique définir et quels soutiens accorder à une population de non-électeurs ?

Chômage renforcé et particulièrement dramatique des plus déshérités, des pauvres de naissance et par destination : ils ne pouvaient déjà accéder qu'à des emplois peu gratifiants et précaires ; les voici menacés même dans ces emplois-là par la paupérisation nouvelle.

(1) Dominique Schnapper : *L'Épreuve du chômage*. Gallimard, coll. « Idées », 1981, 222 pages.

HUBERT DELAHAYE • JEAN-PIERRE DREGE
DICK WILSON • LUO ZEWEN

Préface de Jacques Garnet



Un volume format 21,5 x 28 cm, 122 pages, très nombreuses illustrations couleurs, 260 F

Étalé sur 23 siècles, un portrait saisissant de cette colossale fortification de 6.000 km de long. Cet album constitue une merveilleuse introduction à la connaissance de la civilisation chinoise.

ARMAND COLIN

103 BD ST-MICHEL - 75005 PARIS

Vers l'implosion 2000 !

par JACQUES ROZNER (*)

Plusieurs reprises (1), je me suis efforcé de démontrer que le vrai problème de notre temps réside dans l'explosion scientifique-technologique. Les régimes totalitaires centralisés apparaîtront dérisoires lorsqu'on pourra implanter un million de transistors sur une pastille de silicium de quelques millimètres carrés, et que se trouveront réunies les conditions d'une décentralisation des centres de décision.

De son côté, la robotique va bouleverser toutes les données industrielles et tous les équilibres sociaux.

Les perspectives ouvertes dans l'espace par les navettes et les satellites industriels, ces usines de l'avenir où s'élaboreront de nouveaux métaux et de nouveaux produits, l'exploration de l'énergie solaire transmise à des antennes terrestres, comme celle des matières premières recueillies par la lune et les astéroïdes, constitueront l'un des aspects les plus spectaculaires de la plus grande révolution de l'histoire, auquel s'ajoutera la domination des immenses richesses des fonds marins et l'art de « faire pousser le blé ou les tomates dans les déserts » (2).

Alors que le président de la République avait, à Versailles, évoqué la dynamique de la fin de siècle placée sous le signe des progrès technologiques, M. Chevènement se soucie de lancer la France dans la robotisation de l'industrie, ce qui suppose des moyens appropriés.

Robots évolués, informatique industrielle, ingénierie de systèmes, lasers de puissance en mécanique, bio-industrie, etc., impliquent qu'en soient appréciées en temps utile les retombées, non pas seulement techniques et financières, mais sociologiques.

Car il ne faudrait pas sous-estimer le caractère implosif de cette immense transformation. Elle débouche sur une mutation totale dans les structures mentales comme dans les organisations.

Les emplois qui seront créés pour fabriquer les nouveaux instruments de la production, de la communication et de la distribution n'absorberont que des hommes de haute compétence technique, doués du sens de l'organisation et d'esprit de synthèse. C'est la loi de l'intellectualisation de l'effort qui prévaudra. La formation de tels hommes exclura la masse de ceux dont le quotient intellectuel ne permettra pas les difficiles adaptations obligées.

C'est donc vers un rejet d'un grand nombre d'individus tant des circuits de la production que de ceux du tertiaire que nous nous achèverons.

Ce n'est même plus en termes de semaine de 39, 35 ou de 30 heures -

pas plus qu'en appels à la solidarité - qu'il faut raisonner, mais en fonction d'une notion nouvelle : imaginer l'accomplissement, durant X... années de la vie d'adulte, d'une sorte de service civil, comme s'accomplissait aujourd'hui durant un temps limité un service militaire.

Cette projection vers l'avenir submerge un jour les notions de classe sociale, de classe salariale notamment.

Les faits vont nous éloigner de la conception d'un socialisme de redistribution des richesses et des revenus qui avait son sens aux temps de pénurie. Nous nous dirigeons vers un monde d'abondance qui sera produit par des esclaves d'acier mais électroniquement, animés par une énergie extra-humaine et communiquant automatiquement entre eux.

Ce n'est pas l'austérité mais une sorte d'âge d'or qui est devant nous à condition que le niveau moral et l'intelligence politique des hommes soient capables de se hisser au niveau scientifique du génie des chercheurs et des découvreurs.

Le non-emploi des hommes qui résultera du plein-emploi des techniques devra changer de nature et devenir « temps libre », c'est-à-dire « loisir ». C'est en ce domaine que résideront les grands et difficiles problèmes de l'avenir.

Domination et libération

Ce qui s'annonce, ce n'est plus l'exploitation dure ou adoucie de l'homme par l'homme, mais l'exploitation de la matière par l'homme.

C'est la domination de l'homme sur des travailleurs d'acier. La volonté de domination qui est au cœur de la nature humaine va subir un transfert sans précédent. C'est, par là même, la libération de l'homme des servitudes d'une forme ancestrale de travail (le travail étant pris dans son sens latin « tripalium »), qui désignait un instrument de torture (3). Aristote disait déjà que « si navette et ciseau pouvaient fonctionner seuls, l'esclavage ne serait plus nécessaire ».

Cette libération n'apparaît-elle pas, dès à présent, dans l'accroissement du temps libre, dont l'une des composantes réside dans le chômage, qui est la phase douloureuse de cet accouchement ?

Alors, quelles conclusions dégager ? La donnée essentielle à retenir est que l'humanité a trouvé le moyen de capter l'énergie dans la nature inanimée et de substituer à l'outil les automatismes.

Les possibilités de production sont en voie de devenir pratiquement illimitées.

La révolution scientifique-technologique engendrera dès lors une révolution sociale : une société de classes perd son sens quand il est possible de trouver, dans l'énergie naturelle, mille fois plus de puissance qu'en asservissant les hommes et en conquérant des territoires, alors que des esclaves d'acier peuvent travailler vingt-quatre heures sur vingt-quatre en obéissant à la programmation informatique issue de l'intelligence et de la volonté des hommes.

Le principe juridique de l'économie de demain ne reposera plus sur le travail fourni par l'individu. Il se fondera sur la qualité reconnue à chaque être humain de cohérent dans l'indivision de l'appareil de production et de distribution.

Tout être humain reçoit, du même coup, l'obligation d'être co-gérant de ces moyens de production et, en outre, de fournir un temps déterminé de service nécessaire à leur mise en œuvre, avec tout ce que cela comporte d'obligations équivalentes en aval (ternaire).

Le service civil que l'homme sera amené à fournir évoluera dans la logique propre le versant d'une sorte de dividende social. Durant la partie de sa vie où l'individu ne fournira plus de prestations, ce dividende social continuera de lui être versé en sa qualité de cohérent de l'appareil de production et de distribution.

Mais par qui serait assurée l'exploitation collective de l'économie ? Par les consommateurs ?

C'est sous le commandement du besoin, incarné par l'usage de l'économie, que pourrait être, par exemple, assurée la gestion de la production et de la distribution. Ce serait le processus le plus naturel si la collectivité des consommateurs prenait sa source dans ce qui est la cellule sociale de base par excellence : la commune.

Resteraient à élaborer les articulations institutionnelles de ce processus. Ce qui exigerait un effort d'imagination sans précédent à l'heure où la décentralisation des centres de décision sera l'expression démocratique d'un progrès technique révolutionnaire.

Les grands axes ainsi évoqués constituent une hypothèse de réflexion qui soulève bien d'autres questions.

Comment, par exemple, cette nouvelle société fondée sur une nouvelle économie pourrait-elle s'insérer

(*) Administrateur de sociétés.

dans le contexte international ? Où sont les dénominateurs communs capables de dégager un consensus international pour harmoniser dans leur progressivité de tels bouleversements ?

De même, il est difficile d'anticiper sur la concrétisation de certaines perspectives : si les applications de telles ou telles découvertes se traduisent dans les faits plus vite que prévu, il en va différemment pour d'autres. La fusion thermonucléaire, que l'on prévoyait pour l'an 2000 en 1950, semble plus lointaine en 1982.

Résurgence de mystiques

Et il faut compter également, pour freiner, voire casser les évolutions prévisibles, sur les résurgences de mystiques issues du fond des siècles. La réapparition des intégrismes religieux, politiques ou doctrinaux aux approches du XXI^e siècle occulte la grande révolution des sciences et des techniques et est capable d'aboutir à de formidables conflits humains. Il se peut donc que, telle l'aventure de Sisyphe et de son rocher, les civilisations soient condamnées aux mêmes retombées.

Einstein, à qui l'on demandait ce que serait l'arme du XXI^e siècle, avait répondu : « Le lance-pierres ».

Mais, en toutes hypothèses, l'impératif technologique va conditionner notre avenir. Selon l'interprétation qui en sera faite et les applications qui en résulteront, il nous fera basculer aussi bien dans un âge d'or que dans l'âge des cavernes. C'est plutôt ce dernier qui nous menacerait si le monde restait ce que Michel Albert appelle « un conglomerat schizophrénique de sous-ensembles paranoïaques ».

C'est à s'en dégarer que les hommes d'Etat et les citoyens devraient s'employer de toutes parts. Pour cela, il faut commencer par le commencement en changeant la nature, le sens et le plan du discours politique des hommes d'Etat : aux visions étiérées mais souvent obligées de l'heure, il est temps de faire succéder de vastes réflexions sur le devenir des hommes et des sociétés, sur ce que pourrait être le grand siècle qui s'annonce.

Et ce siècle, trois pays principaux possèdent le moyen de l'aborder victorieusement parce qu'ils détiennent l'arme absolue : la matière grise. Ce sont les Etats-Unis, le Japon et la France.

(1) *Le Monde* 3 juin 1981 et la *Revue des Deux-Mondes* de janvier 1982.

(2) Déclarations du vice-président de l'IPRI (International Plan Research Institute de Californie).

(3) Comme le rappelle Michel Albert dans le *Parl français*, Ed. du Seuil.

Le Monde

étranger

EUROPE

R.F.A.

Le projet d'élections anticipées place le président Carstens dans une situation délicate

De notre correspondant

Bonn. — Le président de la République, M. Karl Carstens, a reçu, le mercredi 1^{er} décembre, le président du groupe parlementaire social-démocrate, M. Herbert Wehner, pour s'entretenir avec lui du projet d'élections générales et de la procédure à suivre pour dissoudre l'actuel Bundestag, dont la législature, sans intervention présidentielle, devrait s'achever seulement à l'automne 1984. M. Carstens a déjà beaucoup consulté à ce sujet. Il en a parlé, entre autres, avec le ministre de la justice, M. Engelhardt, et il en parlera lundi avec M. Franz Josef Strauss, avant de recevoir pour la seconde fois le chancelier Helmut Kohl.

Toutes ces conversations sont entourées de la plus grande discrétion, mais le fait qu'elles aient lieu, que le président de la République semble chercher conseil sur une matière qui fait pourtant l'assimilation des partis — tous souhaitent qu'on vote le 6 mars — prouve qu'il se sent dans une situation délicate.

Son prédécesseur, M. Walter Scheel, a causé une certaine émotion en déclarant au public que, la place de M. Carstens, il refuserait de dissoudre le Bundestag, puisque le chancelier en fonctions y dispose d'une nette majorité. Il faudra, en effet, un article de procédure pour que cette majorité se voie elle-même et rejette la motion de confiance que déposera M. Kohl afin d'ouvrir la voie à la dissolution du Parlement par le président de la République. Cette contorsion suscite des réserves. Huit membres du Bundestag ont l'intention d'en saisir le tribunal constitutionnel de Karlsruhe et d'y introduire une instance en référé.

Cette démarche a-t-elle la moindre chance d'aboutir ? Il faudrait pour en juger savoir s'il y a ou non un « droit » au mandat de quatre ans, droit que léseraient des élections anticipées décidées sur un coup de tête. C'est peut-être beaucoup dire que de qualifier ainsi la résolution de tenir des élections le 6 mars prochain, mais, deux mois et demi après qu'elle a été annoncée, on en est encore à lui chercher une justification rationnelle. Il est vrai que dans le brouhaha qui suit la crise déclenchée le 15 septembre par la démission des ministres libéraux du gouvernement qu'ils formaient avec les sociaux-démocrates, l'urgence

d'élections immédiates formulée par ces derniers eut un retentissement certain, qu'amplifièrent quelques jours plus tard les chrétiens-sociaux de Bavière. Il y eut comme un effet de choc : tout à coup, de nouvelles élections s'imposaient.

Une épreuve pour les libéraux

Le transfert d'allégeance du F.D.P. qui passa d'une coalition avec les sociaux-démocrates à une coalition avec les chrétiens-sociaux, ne les rendait nécessaires que si un soupçon d'illicégitimité pesait sur ce « changement ». Comme le prouve abondamment les divisions du parti libéral, il y avait bien plus qu'un problème de conscience dans cette infidélité. Une question de morale politique se posait, et c'est bien en termes de morale que les libéraux dissidents — qu'ils aient ou non rejoint le nouveau parti qui vient de se fonder à Bochum — considéraient et considèrent encore leur sécession au cours suivi par M. Hans Dietrich Genscher.

Les élections qui devraient avoir lieu le 6 mars sont censées apporter la confirmation populaire au nouvel gouvernement. Mais il se peut aussi qu'elles désavouent la « trahison » du F.D.P. officiel en lui donnant moins de 5 % des voix, seuil en deçà duquel un parti n'est plus représenté au Bundestag. Il n'est donc pas étonnant que quatre des huit députés qui veulent faire entrer en action la cour suprême de Karlsruhe appartiennent au F.D.P.

Le président Carstens se tient sur la réserve et a seulement fait savoir qu'il se trancherait la question de nouvelles élections que « lorsqu'elle se présentera ». Deux hypothèses se présentent en conséquence : ou bien le chancelier Kohl déposera sa motion de confiance avant les fêtes de Noël — on avance la date du 17 décembre, parce qu'à ce moment le budget aura été voté, — ou bien il le fera à la rentrée de janvier — et là on parle du 10 janvier. Le scénario accorde au président un délai de vingt et un jours pour dissoudre le Bundestag sans fois la confiance refusée au chancelier, mais il est plus que probable que le président se sera fait une opinion avant qu'il ne soit scellé.

ALAIN CLEMENT.

Danemark

Le gouvernement de M. Schlüter pourrait être renversé par une majorité hostile aux projets de l'OTAN

De notre correspondant

Copenhague. — Le gouvernement minoritaire de centre droit formé le 10 septembre par M. Paul Schlüter (conservateur) se trouve sciemment plongé dans la plus grave des crises — déjà nombreuses — qu'il ait eu à affronter au cours de sa brève existence. Cette fois, il n'est pas menacé d'être renversé pour des motifs internes, c'est-à-dire sur l'un ou l'autre des volets de son plan de redressement et de réforme, mais sur une question susceptible de mettre sérieusement en jeu l'avenir de la politique de défense et de sécurité du royaume, et sa propre crédibilité.

Depuis trente-trois ans, c'est-à-dire depuis la signature du traité atlantique, un consensus avait régné à Copenhague entre les partis représentés au Parlement (extrême gauche exceptée) pour tout ce qui touchait à ce domaine. Les formations « bourgeoises » et les sociaux-démocrates étaient tombés d'accord, dès le début, pour s'entendre à tout prix quand un dossier s'y rapportait était examiné dans l'hémicycle.

Or les sociaux-démocrates, maintenant qu'ils sont dans l'opposition, ont commencé à amorcer sur ce plan un changement complet d'attitude. Les hostilités ont éclaté le 22 novembre. Alors que le premier ministre était en voyage à Londres et à Paris, son ministre des affaires étrangères était également absent de Copenhague, l'ancien premier ministre social-démocrate, M. Anker Jørgensen, enjoignit à son successeur de désolidariser des autres pays membres de l'OTAN, à l'occasion d'un vote de l'Assemblée des Nations unies recommandant le gel des arsenaux nucléaires. « Autrement,

disait M. Jørgensen, nous renverserons le gouvernement ».

Pris de court, M. Schlüter cédait, à la dernière minute, à la délégation danoise à New-York de s'abstenir au cours de ce scrutin, où tous les membres de l'OTAN se sont prononcés contre. Il expliquait ensuite à qui voulait l'entendre que cette démarche, au fond, n'avait que très peu d'importance puisqu'elle ne pouvait avoir aucun effet concret. L'émotion, cependant, fut très vive à Copenhague. D'autant plus que, conforté par ce premier succès, M. Jørgensen devait bientôt récidiver, exigeant que le gouvernement Schlüter suspendît le versement de sa contribution à la construction des rampes de lancement des euro-missiles. Et le surlendemain, un débat parlementaire révélait qu'il y avait sur ce point une majorité contre le cabinet Schlüter.

Les deux partis situés à gauche de la social-démocratie ont fait savoir qu'ils poseraient la question de confiance le 7 décembre, et en ont publié le texte mercredi 1^{er} décembre. Que feront les sociaux-démocrates et aussi les radicaux, toujours tentés par le neutralisme ? Ironie jusqu'à provoquer une nouvelle crise avant Noël ? D'ores et déjà, les milieux d'affaires s'affolent : pour eux, un nouveau changement de gouvernement ne pourrait qu'avoir des répercussions catastrophiques sur une économie plus que bancal. Une économie sur laquelle il serait, à leurs yeux, préférable que l'ensemble de la classe politique concentre leurs efforts.

CAMILLE OLSEN.

Italie

Fondé sur une majorité fragile

Le cinquième cabinet Fanfani n'est pas assuré de durer au-delà du printemps

De notre correspondant

les politiques démocrate-chrétiennes et socialistes, — la première prônant la rigueur, et l'autre une plus grande justice sociale — apparaissant de plus en plus divergentes. Le président Spadolini s'est trouvé dans l'incapacité d'arriver à un compromis.

Le nouveau gouvernement Fanfani réussira-t-il à trouver des solutions alors que se posent à l'Italie de très graves problèmes économiques (déficit des finances publiques, recul de la production industrielle, chômage, détérioration des équilibres extérieurs) ? M. Fanfani aurait souhaité que de grands experts économiques comme M. Baffi et Carli (anciens gouverneurs de la Banque d'Italie) participent au gouvernement. Ils ont décliné son offre. De même M. Andreotti a refusé un portefeuille.

Aux Finances, le parti socialiste a délégué, en la personne de M. Francesco Forte, l'un de ses experts en économie. Le trésor revient à un jeune démocrate-chrétien, M. Giovanni Goria, dont c'est le premier portefeuille, mais qui fait partie depuis de nombreuses années de la commission des finances de la Chambre des députés et dirige les affaires économiques de la D.C. Dans le dosage des postes, il est à noter que le Budget, qui avait été attribué, dans le précédent gouvernement, à M. Giorgio La Malfa (républicain), revient cette fois à un démocrate-chrétien, M. Guido Bodrato. L'industrie, poste-clé en raison des conflits ouverts entre patronat et syndicats, sur l'échelle mobile des salaires, a été attribuée à un technicien : M. Filippo Pandolfi, ancien ministre du Trésor.

Alors que certains postes-clés, comme les Affaires étrangères, la Défense, l'Intérieur et la Justice restent entre les mains de leurs titulaires dans le précédent gouvernement, les plus importants changements concernent les portefeuilles économiques. C'est notamment à cause du désaccord entre les ministres du Trésor et des Finances que le cabinet Spadolini est tombé. Outre les questions de tempérament qui opposent Adreata et Forica, des problèmes de fond se sont posés,

terme de la législature, tandis que la D.C. prônait un « gouvernement qui gouverne ».

En fait, la grande échéance sur laquelle se jugera le cabinet Fanfani est fin janvier : c'est-à-dire au moment où prendra fin l'accord sur l'échelle mobile des salaires intervenu entre patronat et syndicats, et que le premier a dénoncé avec un préavis de quelques mois au printemps dernier. Une trêve s'ouvre jusqu'à cette date : les syndicats, rassurés par les ambiguïtés du programme Fanfani, obtenues par les socialistes, semblent moins agressifs. Même si les communistes estiment que le nouveau cabinet n'offre aucune crédibilité et « fera du cabotage » au milieu d'un océan de difficultés : « Un gouvernement décadent, ou prévalent, les visées électorales », souligne, jeudi, l'Unità.

Quand au P.S., il attend son heure — et il est vraisemblable que l'échéance de janvier n'a pas été pour rien dans sa décision de ne pas demander des élections anticipées — pour lancer une offensive s'il sent le moment opportun. Alors, fort de l'échec du cabinet Fanfani, il pourrait obtenir ce qu'il souhaite depuis des années : le recours aux urnes. Le fait que M. Martelli, secrétaire adjoint du P.S.I., n'ait pas jugé bon de prendre le portefeuille des P.T.T. — qui lui assurait un contrôle sur la radio et la télévision d'Etat, — laisse penser que pour les socialistes le gouvernement Fanfani ne durera qu'un hiver. Un gouvernement de série B » titre jeudi Repubblica.

PHILIPPE PONS.

Espagne

M. Gonzalez dénonce les « obstacles » à l'entrée de Madrid dans le Marché commun

(Suite de la première page)

Il a répété qu'il consulterait le peuple espagnol sur cette question, mais, malgré l'insistance des communistes, il s'est refusé à préciser à quelle date. « Nous ne voulons pas agir sur une question tellement délicate d'une manière aussi précipitée que le gouvernement qui nous a précédé », a-t-il affirmé.

M. Gonzalez a, par ailleurs, annoncé qu'il présenterait « pour des raisons humanitaires » la proposition d'ouvrir la grille qui sépare, depuis 1969, Gibraltar du reste du continent. Concernant la demande d'adhésion de l'Espagne à la C.E.E., il s'est montré plus incisif que la veille. « On ne peut pas éternellement opposer des obstacles à notre entrée. Les difficultés économiques intérieures que connaissent des pays comme la France ou l'Allemagne frappent aussi l'Espagne, et de manière plus grave parce que notre structure économique est moins solide. On peut difficilement parler de nouvel ordre économique international entre les hémisphères nord et sud si l'on n'est pas à même de progresser dans la voie d'un dialogue moins difficile entre le nord et le sud de l'Europe ».

L'opposition estime que le projet économique du nouveau gouvernement est en fait un plan de stabilisation. « On ne peut pas parler de stabilisation », a répondu M. Gonzalez, alors que nous prévoyons pour l'an prochain un taux de croissance du P.N.B. de 2,5 %. Et que nous préconisons une politique salariale de concertation et une réduction progressive et non brusquée du déficit du budget de l'Etat ».

Les régions

En matière de politique régionale, M. Gonzalez a proposé un accord pour négocier la « deuxième étape » du processus de régionalisation. Il a lancé un appel à la solidarité de toutes les régions du pays en rappelant, en une claire allusion au Pays basque et à la Catalogne, que « ceux qui se plaignent, avec raison d'ailleurs, de la crise industrielle ne doivent pas oublier que certaines régions d'Espagne ne connaissent pas de crise industrielle parce qu'elles n'ont même pas d'industrie ».

Il a renouvelé l'offre formulée à Saint-Sébastien durant la campagne électorale : rechercher avec toutes les forces politiques de la région un « dénominateur commun » qui permette de trouver une solution pacifique au problème basque. « Le résultat électoral du 28 octobre, a-t-il ajouté, est important car il peut permettre de dissuader d'abord, et de

démarquer ensuite, les partisans de la violence. Une expression aussi claire de la volonté populaire ne peut être ignorée par aucun groupe, pour irrationnel qu'il soit ».

Les nationalistes basques et catalans ont manifesté des réserves. « On nous demande de dialoguer sur la deuxième étape de la politique de régionalisation, alors que nous constatons la manière dont s'est déroulée la première qui la conditionnera », ont-ils affirmé, en reprochant à M. Gonzalez de n'avoir fait « aucun geste » sur la « loi d'harmonisation des autonomies », qui est vivement contestée à Barcelone et à Bilbao. Tout en annonçant un projet de loi instituant l'habas corpus, M. Gonzalez a, en revanche, repoussé l'abrogation de la législation « antiterroriste », demandée par les nationalistes basques, jusqu'à la révision du code pénal prévue pour 1984.

THIERRY MALINIAK.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Vice-président : M. Alfonso Guerra.
Affaires étrangères : M. Fernando Moran.
Défense : M. Narcis Serra.
Intérieur : M. José Barriomuev.
Economie, finances et commerce : M. Miguel Boyer.
Justice : M. Fernando Ledesma.
Culture : M. Javier Solana.
Travail et sécurité sociale : M. Joaquín Almunia.
Agriculture, pêche et alimentation : M. Carlos Romero.
Industrie et énergie : M. Carlos Solchaga.
Santé : M. Ernest Lluch.
Administration territoriale : M. Tomas de la Cudra.
Fonction publique : M. Javier Moscoso.
Éducation et science : M. José Mariavall.
Travaux publics et urbanisme : M. Julian Campo.
Transports et communications : M. Enrique Baron.

LE MONDE

est chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LA MAISON que vous recherchez

Ils sont contre...

Jean-François Kahn
LA GUERRE CIVILE

Seuil

Jean-François Kahn continue à astiquer ses vieilles idées fausses. Il vient même d'en faire un livre brillant et nuisible. La voie qu'il nous propose est périlleuse : c'est celle du rêve face à la réalité, c'est la voie qui conduit à la décadence. PATRICK WAJSMAN (Le Figaro)

Kahn ce n'est pas sérieux ! Vous feriez mieux de prendre une douche froide, pas chaude : vous économiserez l'argent ! Et mettez-vous bien sous la pomme, au centre, pour que cette bonne douche vous fasse tout l'excellent effet que je vous souhaite. JEAN CAU

Les idées de Kahn sont l'une des variantes de l'idéologie totalitaire qui, sous sa forme vulgaire, s'exprime par PCF-SS. Maintenant, on nous dit stalinisme de gauche, stalinisme de droite, c'est la même chose. Je crois que cela renvoie à deux réalités qui sont totalement antagonistes. ARNAUD SPIRE (Journaliste à L'Humanité)

Un extrémisme du centre dogmatique et intolérant. MICHEL PONIATOWSKI

Jean-François Kahn, impunément, peut écrire n'importe quoi. Je le propose pour le Prix Nobel de la désinformation. ALAIN GRIOTTERAY (Le Quotidien de Paris)

Ce que dit Jean-François Kahn de sa manière toujours brillante et provocante me paraît faux. ALAIN DUHAMEL

Dans les Nouvelles littéraires
SEUIL
mais vous ?

AMÉRIQUES

Etats-Unis

New-York est menacée d'une nouvelle crise financière

New-York. - La récession économique risque de plonger New-York dans une crise financière qui n'est pas sans rappeler celle de 1975. Pour l'année fiscale 1983, avec un budget de 15 milliards 600 millions de dollars, le déficit prévu est estimé à 341 millions de dollars. Il dépasserait très largement le milliard en 1984.

Le maire, M. Edward Koch, avait été l'un des principaux artisans de la renaissance de la ville, grâce à sa politique fiscale favorable aux entreprises et aux promoteurs immobiliers. Cette attitude lui avait valu l'hostilité de la partie la moins favorisée de la population, en particulier des Noirs, et a joué un rôle important dans l'échec du maire aux élections de novembre pour le poste de gouverneur de l'Etat de New-York.

Inquiétudes dans les milieux d'affaires

La politique économique de la municipalité avait réussi pendant la période de prospérité de la fin des années 70. Elle se heurte aujourd'hui à de nouvelles réalités : la récession et le chômage ont réduit considérablement les rentrées fiscales que M. Koch avait surestimées de quelque 100 millions de dollars. La crise se fait particulièrement sentir en ce qui concerne le tourisme : New-York avait accueilli en 1981 près de trois millions de visiteurs étrangers. Le taux du dollar a tari une bonne partie de cette manne. Malgré la multiplication des soldes, le commerce de détail, l'une des principales sources de revenus de la ville, reste languissant. Si on construit toujours, les promoteurs ont de grandes difficultés à vendre des programmes conçus à une époque plus faste. Les prix des bureaux et des appartements ont d'ailleurs atteint, à Manhattan, des sommets : 1 800 dollars de loyer pour deux grandes pièces, couramment 200 000 à 300 000 dollars pour l'achat d'un « condominium » (appartement en copropriété), avec des charges mensuelles de 6 ou 7 %.

Le déficit de la municipalité a aussi été aggravé par les augmentations de salaires qu'elle a été obligée d'accorder aux syndicats des employés de la ville sous menace de grève illimitée. La situation est d'autant plus inquiétante que, contrairement à ce qui s'était passé en 1975,

De notre correspondante

la ville ne peut guère compter sur un secours de l'Etat de New-York, lui-même déficitaire, ni sur Washington, l'administration Reagan ayant, au nom du « nouveau fédéralisme », considérablement réduit sa participation aux dépenses des pouvoirs locaux.

M. Koch a mis au point un plan de secours en trois volets : 1) des réductions d'impôts qui affecteront surtout la police, la voirie et les transports publics ; 2) une augmentation des impôts sur la propriété et les bénéfices des entreprises, ainsi que de nouvelles taxes sur les billets de spectacles, les cigarettes, l'essence et les transports de banlieue ; M. Koch espère ainsi faire rentrer 22 millions de dollars supplémentaires cette année, 200 millions l'année prochaine ; 3) diverses mesures comptables permettant de repousser certaines échéances.

Mais le maire risque de rencontrer de sérieuses difficultés pour

faire approuver son plan : les milieux d'affaires et le puissant lobby des promoteurs tentent de faire échouer le projet d'augmentation d'impôts. Les organisations de consommateurs s'inquiètent du sort réservé aux transports en commun (pour la plupart vieillies et désorganisées), à la réfection des chaussées (truffées de nids-de-poule), à la lutte contre la criminalité (M. Koch hésite à engager les sept cents nouveaux policiers qu'il avait promis à ses concitoyens), et à l'enseignement public (dans une situation déjà pitoyable).

Réélu maire triomphalement l'année dernière, M. Koch avait vu sa popularité sérieusement écornée par sa décision de se porter candidat au poste de gouverneur. Le 15 septembre dernier, pendant sa campagne électorale, il avait déclaré qu'il « n'envisageait certes pas d'augmenter les impôts ».

NICOLE BERNHEIM.

Argentine

LES SÉQUELLES DE LA GUERRE DES MALOUINES

La marine et l'armée de terre sont mises en cause par les aviateurs

Correspondance

Buenos-Aires. - La publication, le 24 novembre, par le journal *Clarín*, d'un document confidentiel dans lequel le général Horacio Crespo, commandant des forces aériennes du Sud durant la guerre des Malouines, juge très sévèrement l'action de la marine et de l'armée de terre a provoqué un profond malaise au sein des forces armées.

La marine est en effet accusée d'avoir poursuivi des objectifs de politique intérieure et de n'avoir fait que le strict minimum durant le conflit des Malouines. Le général Crespo soutient d'autre part que le *General Belgrano* a été exposé inutilement et s'étonne que le sous-marin *Santa-Fé*, coulé lors de la reprise de l'archipel de Géorgie-du-Sud par les forces britanniques, ait été surpris « en plein jour, dans un port et sans défense ». Il affirme également que les officiers de marine chargés de la liaison avec les forces aériennes

avaient estimé que le débarquement dans la baie de San-Carlos était « une attaque secondaire », ce qui a retardé considérablement l'intervention de l'aviation. Autre révélation intéressante : l'aéronavale a refusé d'utiliser les Super-Etendard pour guider les chasseurs-bombardiers de l'armée de l'air et a préféré les mettre à l'abri après qu'ils eurent tiré leur dernier Exocet.

Les critiques adressées à l'armée de terre ne sont pas moins dures : manque de combativité d'un commandement avant tout soucieux de son confort matériel, absence de communication avec la troupe, manque d'entraînement des unités envoyées aux Malouines, méconnaissance totale des services que peut rendre l'aviation. Selon le général Crespo, ces carences tiennent au fait que

l'armée de terre s'est consacrée presque exclusivement à la politique.

Le commandement en chef de l'armée de l'air a affirmé dans un communiqué qu'il ignorait l'existence de ce document : il estime qu'il fait partie d'une campagne visant à « rompre l'unité des forces armées et à entraver le processus de démocratisation ». Le général Crespo a, de son côté, nié en être l'auteur. Le texte divulgué par *Clarín* reflète pourtant l'état d'esprit des officiers de l'aviation. Ceux-ci se montrent en privé très critiques à l'égard des « terriens » et des marins, qu'ils rendent en grande partie responsables de la défaite. L'un d'entre eux nous a même déclaré : « Nous sommes d'accord pour repartir au combat, mais avec la marine brésilienne et l'armée de terre chilienne. »

JACQUES DESPRÉS.

14^e SALON des ANTIQUAIRES
26 NOVEMBRE - 6 DÉCEMBRE 1982
pavillon spodex
PLACE DE LA BASTILLE
ts les jrs de 11 h à 20 h
mardi et jeudi jusqu'à 23 h
samedi et dimanche de 10 h à 20 h

la magie du TIBET
EXTREME-ORIENT CHINE TIBET
Design Style Art Déco
Rétro 1925
REMISE 20 %
Les Lisses de France
98 bd haussmann Paris 8^e
tél. 522 88 25
VELIZY 2 tél. 946 28 36

VOIR AU BUREAU
READY MADE
SPÉCIALISTE DE L'ÉCLAIRAGE
38 et 40, rue Jacob - 75006
PARIS. Tél. 261.84.25

Pour la Saint-Nicolas, du 1^{er} au 6 Décembre.

- 20% sur trois vins fins à partir du 1^{er} décembre : Château Les Moulins 1979, Premières Côtes de Blaye a.o.c. 100 000 bouteilles*
Château Mauvesin 1979, Haut-Médoc a.o.c. 50 000 bouteilles*
Mercury 1980, a.o.c. 50 000 bouteilles*

NICOLAS

DIPLOMATIE

Le comité militaire de l'OTAN « se rallie entièrement aux vues du général Rogers »

Bruxelles. — Les ministres de la défense de l'OTAN (sauf celui de la France, qui ne participe pas à l'organisation militaire intégrée) ont approuvé, mercredi 1^{er} décembre, les nouveaux plans de l'alliance atlantique pour la défense de l'Europe.

En même temps, les ministres ont, pour la première fois, engagé un débat sur ce qu'on refuse désormais d'appeler la « nouvelle stratégie » bien qu'il s'agisse de modifier d'une façon progressive mais profonde, les méthodes de dissuasion de l'alliance.

Les ministres ont été satisfaits d'entendre leur collègue américain, M. Weinberger, réitérer la volonté des Etats-Unis de renforcer la défense de l'Europe. Pourtant le plan approuvé à Bruxelles n'est peut-être pas aussi spectaculaire qu'on voudrait le faire croire. Les renforts américains en cas de péril s'élèveraient à six divisions s'ajoutant aux quatre divisions déjà stationnées en R.F.A. Il y a plusieurs mois déjà le gouvernement de Bonn a promis de mettre en place l'infrastructure indispensable à ces renforts. Au surplus, les commentateurs officiels ou officieux ne cachent pas que les projets américains comportent nécessairement une certaine « flexibilité ».

Quant à la stratégie, depuis des mois, le général Rogers, commandant suprême allié en Europe, mène campagne en faveur d'un recours à des armes classiques beaucoup plus perfectionnées. Le but serait de relever ainsi le seuil à partir duquel l'alliance serait contrainte d'utiliser ses armes nucléaires.

Au cours de la discussion de Bruxelles, les idées du général Rogers ont provoqué quelques réactions sinon divergentes, du moins un peu équivoques. L'amiral (canadien) Falls, président du comité militaire de l'OTAN, après avoir vigoureusement affirmé qu'on ne saurait concevoir d'autre stratégie que la « riposte graduée » actuelle-

De notre correspondant

ment en vigueur, a estimé qu'il ne serait pas possible d'ignorer « les efforts considérables de la technologie moderne ». C'est pourquoi le comité militaire de l'OTAN « se rallie entièrement aux vues du général Rogers ». Tout en ne parlant que d'une adaptation des « tactiques », l'amiral Falls reconnaît, de façon implicite, qu'il s'agit d'une évolution plus profonde.

Il n'empêche que les membres européens de l'alliance posent quelques questions fondamentales (1). La mise en service d'armements conventionnels du type le plus perfectionné (par exemple, des missiles de croisière à charge non nucléaire) ouvre le champ à une vaste activité industrielle. Les Européens devraient donc accroître substantiellement leurs dépenses militaires afin d'acheter des matériels américains. Avant d'aller plus loin, il conviendrait donc, selon le ministre ouest-allemand de la défense, M. Wörner — qui n'est pas seul de cet avis — d'aboutir à un partage équitable du travail afin que les industriels européens jouent un rôle dans ce développement technologique.

L'affrontement gréco-turc

L'accord intervenu à l'OTAN porte, semble-t-il, sur trois domaines essentiels. Il s'agit : 1^{er} de mettre au point des moyens beaucoup plus efficaces de reconnaissance des territoires adverses et d'exploitation informatique des renseignements recueillis ; 2^e de produire les armes guidées dont la précision pourrait aujourd'hui être quasi parfaite ; 3^e de produire des munitions bien plus perfectionnées, notamment des charges multiples dont tous les éléments pourraient être dirigés sur un objectif distinct.

Les ministres de la défense n'ont pu éviter mercredi matin un affrontement gréco-turc à la fois prévu et redouté. Avant de quitter Athènes, le premier ministre grec, M. Papandréou, qui détient aussi le portefeuille de la défense, n'avait pas caché son intention de faire un éclat. Il a résolu pris l'offensive non pas seulement contre le gouvernement turc, mais aussi contre les responsables de l'OTAN.

M. Papandréou n'est pas du tout d'accord avec le général Rogers lorsqu'il propose d'établir un commandement allié à Larissa dans le nord de la Grèce. Selon lui, il s'agit de définir tout d'abord les compétences de ce commandement et le territoire précis sur lequel s'exercerait son autorité. Le premier ministre a d'autre part réitéré ses critiques contre le refus de l'OTAN d'inclure l'île grecque de Limnos dans le champ des manœuvres alliées qui devraient avoir lieu ce mois-ci. Ce refus vient en fait d'Athènes, qui conteste au gouvernement d'Athènes le droit de remilitariser l'île, proche des Dardanelles. Enfin, M. Papandréou a fait grand cas des violations de l'espace aérien de son pays dont les forces turques se seraient rendues coupables.

Le ministre turc de la défense, après avoir repoussé les accusations de M. Papandréou, a souligné que, pour sa part, il était toujours prêt à reprendre les négociations avec la Grèce sur les problèmes de la région. Les autres ministres de la défense ne pouvaient que l'approuver.

JEAN WETZ.

(1) Mardi 30 novembre, M. Harnu, ministre de la défense, s'est inquiété devant l'Assemblée de l'U.E.O. des « incertitudes » de la stratégie du général Rogers. Il reproche au commandement atlantique non de vouloir moderniser les armements classiques, mais de faire le silence sur la dissuasion nucléaire. (Le Monde du 2 décembre).

■ Manifestation. — Quelque quatre mille personnes, en majorité des étudiants, ont manifesté mercredi soir à Sao-Paulo contre la visite de M. Reagan. La manifestation, organisée par deux mouvements étudiants, a été interrompue par la police. Les manifestants ont été dispersés, s'est déroulée dans le calme. — (A.F.P.)

Protectionnisme, élargissement de la Communauté, pêche Trois sujets difficiles pour le conseil européen de Copenhague

Le vingt et unième conseil européen — sommet triennal de l'Europe des Dix — qui se réunit vendredi 3 et samedi 4 décembre, à Copenhague, sera principalement consacré aux problèmes économiques.

Il débitera, selon l'usage, par un exposé du vice-président de la Commission européenne, M. Ortoli, sur la situation économique et sociale de la Communauté. Les discussions, espère-t-on à Paris, devraient dépasser les questions de principe sur les objectifs à atteindre et aborder les mesures pratiques, tant sur le plan financier (investissements) que sur le plan social (emploi des jeunes notamment).

La politique commerciale, après la réunion ministérielle du GATT à Genève, devrait occuper une place importante. Si les mesures prises par la France sont attaquées, M. Mitterrand répondra qu'il est prêt à un réexamen d'ensemble de tous les aspects du problème, y compris bien entendu les protections non douanières et les détournements de trafic qui dénaturent la notion même de Communauté. Il est vraisemblable que les Dix décideront de renforcer leur coopération technologique : au sommet de Versailles (4 et 5 juin), les sept plus grands pays industrialisés avaient désigné un groupe de travail qui doit remettre son rapport prochainement. L'intérêt des Dix (au nombre desquels figurent quatre membres de la Communauté) pour la technologie devrait, espèrent les Français, inciter l'ensemble de la Communauté européenne à suivre leur exemple.

Le dîner et la soirée de vendredi seront consacrés à une discussion des grands problèmes internationaux, essentiellement les relations Est-Ouest après la mort de Brejnev et après la tension euro-américaine qu'avait provoquée les sanctions de M. Reagan sur le gazoduc. La France et ses partenaires européens sont disposés à la « prudence » dans leurs relations commerciales avec l'U.R.S.S., mais non à une guerre économique. Les Dix feront le point des grandes affaires mondiales, à propos desquelles ils ont d'ailleurs des vues très voisines : Proche-Orient et Liban ; Pologne et Afghanistan, etc.

C'est sans doute samedi matin que seront discutées quelques grandes questions communautaires d'actualité, comme l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal.

Le conseil européen devra aussi prendre une décision sur la politique de la pêche. L'accord étant conclu entre tous les membres de la Communauté, à l'exception du Danemark, sur la politique à mettre en œuvre à partir du 1^{er} janvier, la question qui se pose maintenant est de décider si, faute d'un ralliement des Danois, la politique de la pêche peut débiter à neuf.

Il est enfin vraisemblable que M^{me} Thatcher soulèvera l'éternelle question d'une ristourne budgétaire à la Grande-Bretagne pour l'année 1983, mais ses partenaires sont peu disposés à en discuter à fond.

MAURICE DELARUE.

M. Reagan annonce l'octroi d'un prêt de plus d'un milliard de dollars au Brésil

(Suite de la première page.)

Les Etats-Unis sont, en fait, directement intéressés à la santé et à la stabilité de ce voisin, pour des raisons à la fois économiques, politiques et stratégiques. Ce pays est de plus vaste et le plus peuplé d'Amérique latine, mais aussi le plus fort militairement et, potentiellement, le plus riche. Aux yeux de M. Reagan, un Brésil en défaut de paiement ne ferait pas qu'exporter sa faillite sur le reste du continent : il se rendrait — et rendrait toute la région avec lui — perméable à la « subversion marxiste ».

Le Brésil doit 16 milliards de dollars à des banques américaines (près du quart de sa dette extérieure). Il compte 5,8 milliards d'investissements américains (près du quart de l'ensemble des avoirs étrangers sur son territoire). Et c'est aux Etats-Unis qu'il achète un bon tiers de ses exportations non pétrolières, les Etats-Unis restant son premier partenaire commercial et son premier marché.

Le général Figueiredo tient les Etats-Unis pour responsables d'une bonne partie des difficultés économiques de son pays. N'ont-ils pas étranglé le crédit et accentué la récession mondiale par des taux d'intérêt élevés, avant de renchérir les importations de pétrole par la hausse de leur dollar ? Aux yeux des Brésiliens, Washington doit réparer les dégâts qu'il a causés, sans rien demander en échange.

Le Brésil s'est donné ces dernières années une diplomatie plus indépendante, fondée sur ses intérêts économiques. Du temps de M. Carter, il n'avait accepté de s'associer ni à l'embargo sur les céréales ni au boycott des Jeux olympiques de Moscou. M. Reagan n'a pas réussi à l'entraîner dans son offensive antimarxiste en Amérique centrale. Contrairement à Washington, le

Brésil ne voit pas de menaces extérieures sur le continent. Il ne remettra pas en cause ses bonnes relations avec des clients du tiers-monde — y compris l'Angola — pour faire plaisir à M. Reagan.

Sur l'Amérique centrale, le contraste entre les deux présidents était frappant. Le général Figueiredo s'est contenté de dire : « Nous croyons fermement que dans cette région, et ailleurs, le droit des peuples et la souveraineté des Etats doivent être respectés, sans interférences ou pressions extérieures ». M. Reagan, en revanche, n'a pas mâché ses mots, dénonçant « les révolutionnaires contrefaits qui minent des gouvernements légitimes et détruisent les sources du progrès économique, les insurgés qui sont armés à grands frais par le délégué d'une puissance très lointaine, puissance qui épouse une philosophie étrangère aux Amériques, et dont le but est de déstabiliser nos gouvernements et nos économies par une agression pure et simple ».

Le général Figueiredo a souligné à deux reprises, devant M. Reagan, que le Brésil et les Etats-Unis n'avaient ni la même puissance ni les mêmes responsabilités internationales. Les relations interaméricaines, a-t-il dit, doivent tenir compte d'une « pluralité de perceptions et d'intérêts ». Il faut que les Etats-Unis et les pays latino-américains cherchent à harmoniser leurs vues. Mais, a ajouté le général Figueiredo, il est fondamental que chacun de nous préserve sa propre authenticité [...] hors de toute contrainte ».

ROBERT SOLÉ.

■ M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, a quitté Paris ce jeudi 2 décembre en fin de matinée pour Berlin, où il doit passer deux jours avant de se rendre au Conseil européen de Copenhague.

PLUS QUE QUELQUES JOURS POUR VOTRE AGENDA DE L'EXPANSION 1983.

Vite, c'est maintenant qu'il faut commander votre prestigieux Agenda de l'Expansion, avec son guide pratique de l'homme d'affaires, et son guide des restaurants en France et dans le Monde.

Si vous voulez le recevoir pour le 20 décembre, et si vous souhaitez que vos initiales soient gravées à l'or fin gratuitement, appelez dès aujourd'hui, à nos frais et à toute heure, le 16.05.05.25.11.

L'AGENDA DE L'EXPANSION.

Israël

Après la visite
de M. Shamir à Kinshasa

JÉRUSALEM ACCROÎTRAIT SON ASSISTANCE MILITAIRE AU ZAÏRE

De notre correspondant

Jérusalem. — A son retour d'une visite officielle de trois jours au Zaïre, le ministre des affaires étrangères israélien, M. Itzhak Shamir, s'est montré assez discret sur la nature des « accords de coopération » conclus durant son séjour (le Monde du 1^{er} décembre). Il a seulement précisé que ceux-ci avaient « notamment » trait au développement agricole. On sait cependant à Jérusalem que les conversations de Kinshasa ont porté également sur un renforcement de l'assistance militaire israélienne, puisque des représentants du ministère de la défense qui accompagnaient M. Shamir avaient préparé un plan de réorganisation de la défense zaïroise (des militaires israéliens assurent déjà l'entraînement de l'instruction de la garde présidentielle). Mais la radio israélienne a annoncé le 2 décembre que le président Mobutu n'aurait pas arrêté pour l'instant ses projets et aurait refusé la proposition faite par Israël de livrer d'importantes quantités d'armes et de munitions — pour la plupart de fabrication soviétique, saisie par l'armée israélienne dans les arsenaux palestiniens au début de l'invasion du Liban. Plusieurs journaux israéliens avaient indiqué, les jours précédents, qu'une partie de cet armement avait déjà été fournie au Zaïre.

Dans les autres domaines, plusieurs projets de coopération dépendraient d'un financement par des pays tiers, plus particulièrement les Etats-Unis, car les Israéliens ont fait valoir que le resserrement des liens entre leur pays et le Zaïre aurait principalement pour effet d'améliorer les relations entre ce pays et les Etats-Unis. Cela pourrait permettre à Jérusalem de plaider la cause de Kinshasa auprès de Washington, afin d'attirer au Zaïre des capitaux privés, américains et même une aide gouvernementale que, récemment, au président Mobutu avait sollicitée, puis rejetée parce qu'il la jugeait insuffisante. Cet argument israélien aurait été déterminant pour convaincre au printemps dernier le gouvernement zaïrois de renouer des rapports avec Israël.

F.C.

■ L'O.L.P. constitue, dans la situation actuelle, la seule organisation susceptible de parler au nom du peuple palestinien », déclare notamment une résolution adoptée mercredi 1^{er} décembre par l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (Allemagne fédérale, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas). La résolution, consacrée à la situation dans le Sud-Ouest asiatique, exprime également la « conviction que la question des réfugiés palestiniens ne peut être résolue par leur dispersion, mais seulement par l'établissement prochain d'une patrie palestinienne ».

ASIE

LA MONGOLIE SOUHAITE
UNE AMÉLIORATION
DES RELATIONS
ENTRE MOSCOU
ET PÉKIN

La Mongolie est favorable à une normalisation des relations entre la Chine et l'U.R.S.S., a déclaré, mercredi 1^{er} décembre, M. Jambalyan Banzar, vice-ministre des affaires étrangères de la République populaire mongole, de passage à Paris à l'occasion de la conférence générale de l'Unesco.

M. Banzar, qui répondait à des questions à l'issue d'une conférence prononcée devant l'Académie diplomatique internationale, a affirmé que la R.P.M. ne souhaitait pas le maintien de forces soviétiques sur son territoire « si des relations normales s'établissent avec la Chine ». Rappelant que les relations entre Pékin et Oulan-Bator s'étaient détériorées, « au début des années 60 », en raison des pressions exercées sur la Mongolie par « les dirigeants chinois de l'époque », il a expliqué que son gouvernement avait dû alors faire appel à l'U.R.S.S. pour « défendre son indépendance ». Mais compte tenu de la position qu'elle occupe entre la Chine et l'Union soviétique, a expliqué M. Banzar, la Mongolie ne peut que souhaiter une amélioration des rapports entre ces deux pays.

**STAGES
D'ANGLAIS
à OXFORD**

● Vacances scolaires : bac, prépa H.E.C. et Sciences-Po, D.E.U.G., Licence, CAPES et Agrégation.
● Toute l'année formation continue.

IOISE Oxford Intensive School of English
21, rue Th. Renardot 75015 Paris - (1) 533.13.02

S.O.S CULTURE EN PERIL!

La culture millénaire des 20 millions de Kurdes du Proche-Orient est en péril de mort. Bannie, objet de destruction systématique de la part des Etats qui se partagent le pays kurde, cette partie originale du patrimoine culturel universel risque de disparaître à tout jamais. Les artistes, écrivains, historiens et linguistes kurdes exilés en Europe, conscients du fait qu'un peuple privé de sa culture est condamné à mourir à petit feu, viennent de créer un Institut Kurde* pour résister à ce véritable génocide culturel. Face au silence et à l'inaction des organisations inter-étatiques (ONU, UNESCO, etc.), le peuple kurde, menacé dans son existence, a besoin de la solidarité des autres peuples. De votre solidarité.



MEM U ZIN
Ce chef d'œuvre de la littérature kurde du XVIII^e siècle est aujourd'hui interdit en Turquie. Comme toute autre publication, toute manifestation artistique en langue kurde.



DR. ISMAIL BESIKCI

Ce sociologue turc, enseignant à la faculté des Sciences politiques d'Ankara, s'est vu, depuis 1970, condamné à 25 ans de prison pour ses travaux universitaires sur les Kurdes. Prison, exil ou interdiction physique, tel est le sort que l'Etat turc réserve aux défenseurs de la culture kurde et même à ceux qui osent parler de l'existence des Kurdes en Turquie.

* Association Loi 1901

- ☐ Je souhaite participer à l'action de sauvetage de la culture kurde. J'envoie un chèque de ... F à l'ordre de l'Institut Kurde
- ☐ Je désire recevoir, en outre, une documentation écrite et le bulletin d'information de l'Institut Kurde.

INSTITUT KURDE DE PARIS
Boite postale 66, 75662 PARIS Cedex 14
CCP 57.895 E PARIS

Portez-le
pour
les fêtes

MP

San Fran

PROCHE-ORIENT

Liban

L'attentat contre M. Jumblatt porte atteinte à l'autorité du président

Beyrouth. — Chef de file des druzes et de la coalition progressiste alliée de la résistance palestinienne à l'époque où elle détenait une grande partie du pouvoir à Beyrouth-Ouest, M. Walid Jumblatt a échappé mercredi après-midi à un attentat. Il a été légèrement blessé, de même que sa femme. Tous deux ont dû la vie au blindage de leur voiture et au fait que la déflagration de la voiture piégée qui visait le jeune dirigeant — il a trente-cinq ans — s'est produite une fraction de seconde trop tôt. Trois personnes, dont un garde du corps de M. Jumblatt, qui se trouvait dans une autre voiture, ont été tuées et trente-neuf blessés. La rue, située en plein Beyrouth-Ouest, a été dévastée.

C'est le premier incident grave qui se produise à Beyrouth depuis sa pacification et le déploiement de l'armée libanaise aux côtés de la force multinationale. M. Jumblatt n'ayant été qu'égratigné, le calme n'a pas été remis en question et les quelques manifestations de rue étaient limitées et sans conséquences. D'autant que M. Jumblatt a tout de suite lancé un appel à l'apaisement, assurant : « Je suis en bonne santé (...). Notre objectif primordial demeure de parvenir, tous ensemble, à dépasser la crise actuelle pour la réunification de la patrie (...). Cela ne va pas m'empêcher de continuer mes efforts avec toutes les forces en présence — M. Amine Gemayel, président de la République, M. Camille Chamoun, M. Pierre Gemayel et les Forces libanaises — pour maintenir un minimum d'ordre et de sécurité dans la montagne. »

Le président Gemayel, dont l'autorité est directement visée par l'attentat, a fait un geste symbolique : au lieu de se contenter d'un appel téléphonique, il s'est rendu à 23 heures au domicile de M. Jumblatt, avec qui il a eu un entretien amical.

Les Forces libanaises, dont les hommes se battent actuellement dans le Chouf et à Aley contre ceux de M. Jumblatt, se sont empressées de condamner l'attentat, et, selon elles, l'objet est de provoquer des dissensions confessionnelles.

La réprobation a été, bien sûr,

• **TROIS SOLDATS ISRAËLIENS** ont été blessés, dimanche matin 28 novembre, lorsque leur véhicule blindé a sauté sur une mine dans le secteur de Bhamdoua, près de Beyrouth. — (A.F.P.).

De notre correspondant

unanime, puisque les adversaires même du dirigeant druze s'y sont associés. Tout le monde ici y a vu une provocation, fomentée par une « cinquième colonne ». L'accusation est dirigée manifestement contre Israël, dont les manœuvres sont dénoncées de plus en plus explicitement au sujet des troubles druzo-chrétiens de la montagne : une mise en garde officielle de l'armée libanaise avait, la semaine dernière, expressément accusé l'armée israélienne d'avoir tiré sur deux villages voisins, l'un druze, l'autre maronite, pour mettre le feu aux poudres.

Ces événements mettent en évi-

dence la précarité de la « paix libanaise ». Beyrouth n'est, en effet, pas tout le Liban, même si elle en constitue la façade, même si elle en constitue le cœur. Et même si cette façade donne aujourd'hui un sentiment de solidité, il suffirait, chacun en a conscience, que les États-Unis diminuent leur engagement en faveur de la légalité libanaise pour que l'édifice de la pacification s'effondre. Fort heureusement, le président Reagan donne l'impression d'être décidé à maintenir cet engagement, voire à le renforcer, puisque, selon des informations sé-

donner suite à une demande de doublement du contingent américain à Beyrouth, auquel cas la France et l'Italie feraient de même.

Néanmoins, on constate qu'Israël réussit jusqu'à présent à faire obstruction à la volonté américaine, et les Libanais commencent à se demander avec inquiétude quand et comment leur pays parviendra à se remettre complètement d'aplomb. Ils constatent que, en dépit de très sérieux atouts fournis par le boulevardement radical d'une situation jusque-là bloquée, le régime du président Gemayel a d'innombrables difficultés à « décoller ».

LUCIEN GEORGE.

Le gouvernement israélien semble vouloir mettre en difficulté M. Gemayel

De notre correspondant

Arz, tenant une conférence de presse le 1^{er} décembre à Jérusalem, a choqué plus d'un Israélien en paraissant justifier les massacres de Sabra et Chatila. « Nous avons le droit de traiter nos ennemis de la manière qui nous convient », a-t-il notamment déclaré.

Au moment où beaucoup d'Israéliens sont ébranlés par les révélations faites devant la commission d'enquête sur ces massacres, de pareils propos relevaient de la provocation. Des représentants des Gardiens du Cédre, avaient déjà été reçus à Jérusalem l'été dernier. Le gouvernement semble apprécier et encourager tout particulièrement les visites de personnalités libanaises se déclarant en faveur de la présence d'Israël au Liban. M. Sakr n'a pas manqué de dire qu'il prônait non seulement la signature d'un traité de paix avec Israël, mais encore la conclusion d'un pacte de défense. Il ne pouvait d'ailleurs satisfaire MM. Begin et Sharon au moment où le gouvernement de M. Amine Gemayel refuse actuellement de tels accords, et où les négociations entre Jérusalem et Beyrouth pour un retrait des forces étrangères du Liban sont bloquées.

L'impertinence de Washington

Le gouvernement israélien semble vouloir tirer profit de telles prises de position. Il y a quelques jours, il a fait un large écho au discours à Beyrouth du nouveau commandant des milices chrétiennes, M. Fadi Frem, qui a indirectement dénoncé le gouvernement libanais en se prononçant pour une alliance très étroite avec Israël. Par ailleurs, M. Shamir, ministre des affaires étrangères, n'a

cessé de dire que, à son avis, l'opinion publique libanaise était de plus en plus favorablement disposée à l'égard d'Israël. Le gouvernement n'aurait pas autrement s'il voulait donner l'impression qu'il veut mettre en difficulté M. Gemayel et son gouvernement parce que ceux-ci rejettent les exigences de Jérusalem : en échange d'un retrait, des accords « politiques », « faute d'un véritable traité ».

Toutefois, les dirigeants israéliens commencent à s'inquiéter de l'impertinence manifestée à Washington après l'échec de la nouvelle mission du médiateur américain, M. Habib, échec qui, à l'évidence, a été causé en partie par le maintien de leurs exigences. Le département d'Etat a dénoncé très nettement, le 1^{er} décembre, dans un communiqué, l'« insistance » avec laquelle M. Begin exige que les pourparlers avec le Liban aient lieu à tout prix à Jérusalem. Le porte-parole américain a ajouté : « La position israélienne actuelle est inacceptable pour le gouvernement libanais. » D'autre part, les critiques de l'administration Reagan contre le désir des membres d'une sous-commission du Sénat d'augmenter l'aide régulière américaine à Israël pour la porter de 2,2 milliards de dollars à 2,10 milliards ont soulevé des craintes au sein du gouvernement. L'administration américaine a précisé qu'une telle augmentation ne pourrait que poser un problème supplémentaire pour la politique des États-Unis au Proche-Orient. Il n'en faut pas plus pour qu'à Jérusalem on parle de nouveau de « pressions » de la part des États-Unis.

FRANCIS CORNU.

AFRIQUE

Tchad

La grande peur du Sud

Moundou. (A.P.) — Une véritable psychose de peur s'est emparée des populations du sud du Tchad depuis le début de novembre à la suite d'incidents ayant causé la mort de plusieurs personnes. Ainsi, le 20 novembre, des coups de feu tirés en l'air par des militaires à l'occasion de la célébration d'un mariage ont semé la panique parmi les habitants de Moundou, qui ont cru à une reprise des combats entre les forces gouvernementales et les partisans du colonel Kamougue, ancien dirigeant « sudiste ». Une semaine plus tôt, les pétarades d'une voiture ayant perdu son tuyau d'échappement ont provoqué l'abandon précipité de la ville par le tiers de la population, convaincue qu'il s'agissait d'une fuellade.

Auparavant, plusieurs personnes affirmaient avoir vu « le soleil exploser en quatre morceaux », ce signe annonçant, selon eux, le début de grands maux, notamment le déclenchement d'une guerre sanglante qui marquerait le « retour triomphal » du colonel Kamougue, échappé de justesse en septembre dernier aux hommes d'Hissène Habré, chef de l'Etat schakien. De nombreuses personnes, prenant au sérieux ces prédictions, quittèrent alors la

ville avec leurs familles et allèrent s'installer dans des villages environnants.

Cette psychose semble avoir été causée par une série d'exactions commises par des militaires en quête de profits qui ont tous leurs services à des commanditaires en mal de règlements de compte, créant ainsi l'insécurité dans toute la région. Ainsi, le 24 octobre, le colonel Allafi, chef d'état-major de l'armée nationale intégrée (ANI) du gouvernement d'union nationale de transition (GUNT) de M. Goukouni Oueddei, était exécuté dans son propre village et son corps exposé pendant plusieurs jours dans la rue. Le même jour, un secrétaire cantonal connu pour sa sévérité à l'égard d'une partie de la population était exécuté à son domicile près de Goré, dans la préfecture du Logone Oriental. Quelques jours plus tard, un chef de canton de Mbakoum se suicidait après avoir été battu en public par des militaires.

Enfin, le 13 novembre, M. Beassouma, trésorier de la ville de Moundou, démissionnait de ses fonctions pour avoir été obligé, sous la menace d'un fusil, de remettre le montant de ses recettes à des militaires.

Algérie

Les inondations ont fait de nombreuses victimes

De notre correspondant

Alger. — Inondations, tremblements de terre : la nature met à l'épreuve l'Algérie, également meurtrie par des négligences ou des défaillances humaines telles que celles constatées à l'occasion de l'effondrement de la toiture d'un stade de la capitale (le Monde daté 28-29 novembre).

Alors que des chirurgiens faisaient le récit des amputations en série qu'ils avaient dû pratiquer sur des jeunes gens victimes de l'imprévoyance des responsables qui les avaient laissés s'entasser dans le « Stade du 20 août », un autre drame a endeuillé Alger : un éboulement de terrain sur une école a provoqué la mort de quatre enfants et d'une enseignante.

Cet éboulement était dû aux pluies torrentielles qui se sont abattues sur le pays ces derniers jours. En début

de semaine, la ville d'Arzew, près d'Oran, était pratiquement isolée du reste du pays en raison des intempéries. Selon un bilan provisoire, 350 familles étaient sinistrées. A Annaba, les inondations ont été encore plus graves le 11 novembre. Le bilan officiel publié au début de cette semaine est de 25 morts, 14 disparus et 76 blessés. Au total, 40 000 personnes à Annaba ont été touchées à des degrés divers par la catastrophe. Selon le journal *El Moudjahid*, « l'étendue de ces inondations qui a atteint près des deux tiers de la ville et une hauteur d'eau jamais connue jusque-là, est due semble-t-il, à l'indignation du réseau d'évacuation des eaux pluviales, au détournement, au comblement et à l'occupation partielle des exutoires naturels d'anciens lits d'oueds ».

D'autre part une brève secousse tellurique a été ressentie dans la matinée du mercredi 1^{er} décembre à Alger.

Le ministre de l'intérieur a fait cette semaine une visite aux zones sinistrées. Etant donné qu'il y a eu des centaines d'habitations entièrement détruites, le bilan officiel des victimes, 3 morts et 18 blessés, paraît soit miraculeux soit incomplet.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Portez-le pour les fêtes avec le crédit

MP



Pendentif rubis et diamants 25 500 F

Credit MP 10 % comptant le solde jusqu'à 24 mois dont de 3 à 6 mois de crédit gratuit (après acceptation du dossier)

Un choix considérable : Diamants - Rubis - Saphirs - Emeraude et tous les bijoux or

MP 4 place de la Madeleine 260.31.44 86 rue de Rivoli - 138 rue La Fayette Catalogue couleur gratuit sur demande

paco rabanne

exclusif à Paris

HOMME prêt à porter disparaît

liquidation totale de ses collections à des prix de contrainte

démarque 30, 40, 50%

30, bd des Italiens - Paris 9^e - Tél. 770.51.47 30, rue de Berri - Paris 8^e - Tél. 256.08.38

Ouverture des portes 10 h à 19 h 30

KARTHALA

Une revue de fonds sur l'Afrique

POLITIQUE AFRICAINE

Revue trimestrielle d'analyse et de recherche politique centrée sur l'Afrique Noire.

1. Le politique en Afrique noire : le haut et le bas. 180 p. 45 F.
2. L'Afrique dans le système international. 136 p. 45 F.
3. Tensions et ruptures politiques en Afrique Noire. 180 p. 45 F.
4. La question islamique en Afrique Noire. 144 p. 45 F.
5. La France en Afrique. 136 p. 50 F.
6. Le pouvoir d'être riche. 144 p. 50 F.
7. Le pouvoir de l'argent. 144 p. 50 F.
8. Discours populistes - mouvements populaires. 144 p. 50 F.

Abonnement annuel : France : 180 F Étranger : nous consulter.

Éditions KARTHALA, 22-24, boulevard Arago 75013 Paris - Tél. : 331-15-59

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ÊTES MINCE OU FORT

JOHN RAPAL

COSTUMES PARDESSUS VESTES SPORT BLAZERS, BLOUSONS IMPERMEABLES.

CUIRS - PEaux - DAIM PANTALONS VELOURS JEANS... CHEMISES ET PULLS

(4 LONGUEURS DE MANCHES)

40, Av. de la République 75011 PARIS - Tél. : 355.66.00 Ouvert de 10h à 19h sans interruption Métro Parmentier Parking gratuit

TWA vers et à l'intérieur des USA

San Francisco et Los Angeles - 4980 F*

Liaisons au départ de Paris CDG1 en gros porteurs. TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des États-Unis.

*Tarif loisir aller/retour.

Vous plaire nous plaît.

TWA

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE : LE DÉBAT SUR LES TRANSFÈTS DE COMPÉTENCES

Certains socialistes prennent conscience des risques politiques de la décentralisation

Donner et retenir ne vaut, ou de la nécessité d'assumer les risques de la décentralisation... Transférer les pouvoirs et les compétences de l'Etat aux collectivités locales, c'est la démarche de la décentralisation. Mais elle n'est pas la même. L'opposition a combattu la loi du 2 mars 1981 sur les droits et libertés des communes, des départements et des régions, aujourd'hui elle s'en sert. Elle en abuse, disent certains socialistes. Mais la loi du 2 mars portait en germe de possibles déviations.

Les pouvoirs importants qui ont été accordés aux présidents des conseils généraux risquent de faire de ces élus des potentats locaux. On l'avait dit en mars 1981. On en a la démonstration aujourd'hui. Il faudrait être naïf pour s'étonner que tel ou tel président de conseil général dirige son département, décide des subventions en fonction de critères politiques et partisans. Et l'opposition a beau jeu de répliquer que, étant une opposition « républicaine », elle ne fait qu'appliquer la loi, qui s'impose à tous.

Plusieurs députés socialistes se sont pourtant inquiétés, mardi 30 novembre, lors de la réunion de leur groupe, d'une certaine pratique de la décentralisation. Il n'était pas dans leur intention de remettre en cause le principe : la décentralisation, comme l'a rappelé M. Defferre, est en marche et elle est irréversible. Certes, disent ces députés, mais l'Etat ne doit pas pour autant « baisser les bras ». Il faut qu'il joue pleinement son rôle, qu'il assume ses responsabilités, les pouvoirs que la loi lui a laissés, notamment au travers des différentes directions départementales relevant des ministères. En outre, les préfètes ont le devoir de s'ériger,

lorsque c'est nécessaire, en contre-pouvoir quand le clientélisme paraît peser à la gestion d'un département.

M. Loncle (Eure) s'est fait le porte-parole de ces inquiétudes. L'Etat, a-t-il souligné mardi, a des missions, il doit les remplir. Plusieurs députés ont abondé dans son sens, notamment M. Delisle, député du Calvados, département dont le président du conseil général est M. d'Ornano (U.D.F.). On l'aura bien compris, il s'agit de « bien commun » : il ne faut pas aggraver les inégalités régionales et départementales, voire privilégier le développement de telle commune sur telle autre. L'essentiel.

Pourtant, il semble bien que ces inquiétudes et ces griefs soient davantage formulés par des députés socialistes dont le département est dirigé par la droite. Dans les départements où la gauche est majoritaire, il y a — curieusement — moins d'états d'âme... Et puis, en un sens, il faut y penser avant, au moment de l'élaboration de la loi du 2 mars. Surtout — et cela est à mettre au crédit de la gauche — on ne fait pas une réforme de cette ampleur pour des raisons conjoncturelles. L'opposition profite d'une loi qu'elle n'a pas votée ? Elle a bien raison de le faire. Ce sont les risques de la décentralisation. M. Defferre, d'ailleurs, n'est pas très inquiet : globalement, la décentralisation profite également à la majorité et à l'opposition.

Le moment choisi par ces députés socialistes pour rappeler l'Etat à ses devoirs n'est pas anodin : l'Assemblée devait terminer, jeudi 2 décembre, l'examen du projet sur la répartition des compétences entre l'Etat et les collec-

tivités locales. Il vaut mieux ne pas s'appesantir sur les conditions dans lesquelles s'est déroulé ce débat, et ne pas le comparer avec celui qui avait précédé l'adoption de la loi du 2 mars. La comparaison n'est pas flatteuse, pour le texte, sur les transferts de compétences.

Tout se passe — encore — comme s'il manquait des « passerelles » de concertation entre le gouvernement et la majorité, un dialogue préalable. Et puis, s'agissant des dispositions relatives au logement et à l'équipement, on ne peut que remarquer une certaine impréparation du texte gouvernemental, un certain empirisme pour trancher dans l'arbitraire décentralisateur de la majorité. Comment ne pas souligner aussi le manque d'expérience du rapporteur de la commission des lois, M. Worms, dont les amendements, parfois, ne font que compliquer un texte qui n'est déjà pas d'une parfaite clarté ?

Le débat, souvent, tourne à la confusion et tel fut le cas dans la nuit de mercredi à jeudi. Des amendements de dernière minute, émanant du gouvernement, sont présentés, des décisions importantes sont prises sans consultation des principaux intéressés. Ainsi, c'est le bureau du groupe socialiste qui, mercredi matin — pendant la séance — a décidé que, finalement, les ressources fiscales des régions ne seront pas déléguées. Jeudi, contre l'avis du gouvernement, l'Assemblée a entériné cette décision.

Le débat sur les transferts des compétences s'achève, comme le souhaitait M. Defferre, jeudi 2 décembre. Compte tenu de la façon dont il s'est déroulé, il n'y a pas lieu de s'en féliciter.

LAURENT ZECCHINI.

Mercredi 1^{er} décembre, l'Assemblée nationale poursuit la discussion des articles du projet de loi relatif à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat.

A l'article 28, elle décide que le représentant de la commune de modifier son plan d'occupation des sols (POS). L'article 28 bis prévoit que les révisions et modifications de ce plan se font dans les mêmes formes que leur établissement. Contrairement au Sénat, l'Assemblée supprime les zones d'environnement protégé et refuse, par 325 voix contre 156, de légaliser les cartes communales créées par l'administration sous les précédents gouvernements pour ordonner l'établissement des POS dans les petites communes.

La décentralisation du permis de construire

L'Assemblée adopte l'article 30, qui prévoit que, dans les zones côtières, peuvent être établis des schémas de mise en valeur de la mer. Ces schémas fixent les orientations fondamentales de la protection, de l'exploitation et de l'aménagement du littoral. Ils sont élaborés conjointement par l'Etat et la région et sont soumis pour avis aux communes et aux départements intéressés.

L'article 31 est adopté dans la rédaction proposée par la commission des lois et M. Maisonnat (P.C., Isère). Cet article, qui est l'un des points essentiels du projet, pose le principe de la décentralisation du permis de construire. Celui-ci sera dorénavant — et définitivement — délivré par le maire, au nom de la commune, dans toutes les communes où un plan d'occupation des sols a été approuvé et est devenu exécutoire. Lorsqu'une commune fait partie d'un établissement public de coopération intercommunale, elle pourra, en accord avec cet établissement, lui déléguer cette compétence, qui sera alors exercée par le président de l'établissement public. Le permis de construire continuera toutefois à être délivré par l'Etat après avis du maire dans les cas suivants : 1) Les constructions et installations réalisées pour le compte de l'Etat, de la région, du département, de leurs établissements publics et concessionnaires ainsi que pour le compte d'Etats étrangers ou d'organisations internationales ; 2) Les ouvrages de production, de transport, de distribution et de stockage d'énergie ainsi que ceux utilisant des matières nucléaires dont la nature et l'importance sont déterminées par décret en Conseil d'Etat ; 3) Les constructions et installations réalisées à l'intérieur des périmètres d'opérations d'intérêt national.

L'article 32 prévoit des consultations obligatoires pour la délivrance du permis de construire, et notamment l'avis conforme du représentant de l'Etat dans le département, dans plusieurs cas : notamment s'il s'agit de construire sur un terrain qui doit être compris dans une opération déclarée d'utilité publique ou sur lequel des travaux publics doivent être exécutés dans une zone d'aménagement concerté (ZAC), ou dans un secteur sauvegardé.

L'article 33 bis prévoit que le transfert des compétences en matière de délivrance du permis de construire s'effectuera le premier jour du troisième mois suivant l'entrée en vigueur de la loi pour les communes déjà dotées d'un POS ou suivant la date à laquelle la délibération approuvant le POS est devenue exécutoire, et cela pour les autres communes.

L'article 34 énumère les autorisations d'occupation du sol qui peuvent être, comme le permis de construire, délivrées au nom de la commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale. Il s'agit des autorisations de création de lotissements, de permis de démolir, des autorisations de clôture, des autorisations d'installation et de travaux divers, des autorisations relatives au camping et au stationnement des caravanes, des autorisations de coupe et d'abattage d'arbres, de certificats d'urbanisme et de certificats de conformité.

L'Assemblée adopte ensuite plusieurs articles prévoyant les modalités de fonctionnement du collège du patrimoine et des sites qui est institué par la loi dans chaque région. Elle adopte l'article 36, qui donne aux directives d'aménagement national valeur de prescription nationale d'aménagement pour une durée de deux ans, à compter d'une date qui sera fixée par décret.

Logement

L'Assemblée commence ensuite l'examen des dispositions concernant le logement. M. Worms (P.S., Saône-et-Loire) rappelle, dans son rapport au nom de la commission des lois, que le gouvernement reconnaît dans l'exposé des motifs du projet : « Il n'a pas paru possible de procéder, dans le domaine du logement, à une décentralisation très poussée des attributions de l'Etat. » L'Assemblée précise : Les communes, les départements et les régions définissent, dans le cadre de leurs compétences respectives, leurs priorités en matière d'habitat.

L'article 41 prévoit que « la région définit des priorités en matière d'habitat après consultation des départements et des communes : les régions pourront notamment compléter les aides de l'Etat et faciliter la réalisation des opérations d'habitat essentiellement à caractère social proposées par les collectivités locales ».

Par 327 voix contre 147, l'Assemblée rétablit l'article 42 supprimé par le Sénat, qui autorise les départements à accorder toutes aides sociales au logement. Les communes pourront également intervenir pour le logement, « notamment en faveur des personnes mal logées ou défavorisées ». Un amendement de la commission des lois et du groupe communiste vise à accorder au maire un véritable pouvoir de décision en matière de réquisition des logements vacants. Devant la complexité de la mise en œuvre d'une telle décision dans l'ancien département de la Seine, le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, plutôt favorable à cette disposition, demande un délai de réflexion jusqu'à la deuxième lecture du texte.

L'Assemblée repousse, comme le souhaite le gouvernement, deux amendements du groupe communiste : l'un prévoyait que les logements locatifs sociaux seraient attribués, pour les neuf dixièmes d'entre eux, par le maire de la commune où ils sont construits ; le second augmentait la représentation des élus locaux et des locataires dans les conseils d'administration des offices publics de H.L.M. Enfin l'article 44 institue un « conseil départemental de l'habitat » qui se substitue à tout autre conseil de même nature, à l'exception de la commission départementale des rapports locatifs.

Formation professionnelle

En séance de nuit, l'Assemblée reprend la discussion de la section relative à la formation professionnelle et à l'apprentissage. Elle

reconnait, en la matière, une compétence générale à la région. L'article 72 prévoit, toutefois, que l'Etat conserve ses compétences pour l'organisation de stages dépassant le cadre régional et pour ceux correspondant aux orientations prioritaires définies par le comité interministériel de la formation professionnelle et de la promotion sociale.

La création des centres de formation d'apprentissage se fera par convention entre la région, les communes, les départements, les compagnies consulaires, etc. L'Assemblée, contrairement au vœu du gouvernement, ne veut pas que soit créé, auprès du premier ministre, un comité de coordination composé de moitié de représentants de l'Etat et, pour l'autre, de représentants élus par les conseils régionaux.

L'article 75 crée dans chaque région un fonds de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue. Les ressources de celui-ci proviendront de crédits transférés par l'Etat et de sommes éventuellement attribuées par le conseil régional.

Chartes intercommunales de développement

Puis l'Assemblée reprend la discussion de l'article créant des chartes intercommunales de développement et d'aménagement. Cet article avait été réservé, le mardi 30 novembre, à la demande du gouvernement. M. Worms propose un nouveau texte qui explique : « Les communes peuvent élaborer et approuver les chartes intercommunales de développement et d'aménagement qui définissent les perspectives à moyen terme de leur développement économique, social et culturel, déterminent les programmes d'action correspondants, précisent les conditions d'organisation et de fonctionnement des équipements et services publics. Les communes détermineront librement les conditions de leur association et de leur concertation avec l'Etat, la région, le département et les principaux organismes professionnels, économiques ou sociaux qui le demandent. » Cette rédaction est suffisamment souple pour recevoir l'accord de la majorité et celui de l'opposition.

Compétences financières et fiscales

L'Assemblée entame la discussion du titre III du projet de loi qui régle les compétences financières de ce transfert. Il pose le principe d'une compensation par l'Etat de la charge des compétences transférées aux collectivités locales, soit par un transfert de ressources fiscales, soit par une dotation globale d'équipement qui, dans trois ans, doit regrouper toutes les subventions spécifiques accordées, jusqu'alors au coup par coup, par chacun des ministères. L'Assemblée supprime toutes les conditions préalables imposées par le Sénat à ce transfert (augmentation de la part de l'Etat dans la charge des transports scolaires, révision de la répartition des charges d'aide sociale, etc.). Elle estime qu'il n'est pas possible d'attendre d'avoir rattrapé le retard des aides de l'Etat « dû au gouvernement précédent ».

L'Assemblée, contrairement au Sénat, mais conformément au souhait du gouvernement, précise que, au terme des trois années qui suivront la publication de la loi en discussion, les ressources transférées par l'Etat à l'ensemble des collectivités locales devront procéder pour moitié d'un transfert d'impôts. L'article 116 crée une dotation générale de décentralisation versée par l'Etat aux collectivités locales.

L'article 120 organise le transfert des ressources fiscales de l'Etat vers les collectivités locales : dès 1983, les régions percevront la taxe sur les cartes grises, pour partie en 1984, en totalité en 1985. Les départements percevront la vignette ainsi que les droits sur les mutations à titre onéreux et la taxe de publicité foncière. Une solution particulière devra être trouvée pour la Corse puisque ses départements bénéficieront déjà du produit de la vignette. Les lois de finances détermineront les conditions dans lesquelles les régions et les départements pourront faire varier les taux de ces droits et taxes.

A l'article 121 est créée la dotation globale d'équipement des communes. La façon dont elle sera répartie entre les communes donne lieu à un long débat. Le gouvernement proposait que, pour 80 % de son montant, cette répartition tienne compte des dépenses d'investissement réalisées, le solde servant à aider les communes les plus pauvres. Le Sénat souhaitait que 45 % des crédits soient répartis selon des critères précis (potentiel fiscal, population, longueur des voiries, etc.). Par 328 voix contre 157, l'Assemblée revient au texte du gouvernement.

Une dotation semblable est créée pour les départements malgré les craintes émises par M. Blanc (U.D.F., Lozère) de voir les départements ruraux défavorisés. L'Assemblée décide que cette dotation sera répartie à raison de 50 % d'investissement, de 40 % au prorata des subventions versées par chaque département pour la réalisation de travaux d'équipement rural, le solde permettant d'aider les départements les plus pauvres. Pour les communes comme pour les départements, le gouvernement souhaite aider les collectivités qui investissent réellement. L'opposition craint que ne soient défavorisés ceux qui n'ont même pas les moyens d'investir.

Contre l'avis du gouvernement, l'Assemblée précise que ces deux dotations varieront comme la formation brute de capital fixe de toutes les administrations publiques et non pas comme celle du seul Etat. Abordant les dispositions diverses, l'Assemblée décide, contre l'avis du gouvernement, par 331 voix contre 151, que les recettes fiscales des régions continueront à être plafonnées tant que les conseils régionaux ne seront pas élus au suffrage universel (le Monde du 30 novembre).

L'amendement de M. Pourchon (P.S., Puy-de-Dôme), qui demandait qu'en attendant ce plafond soit doublé, a même été retiré sur décision du bureau du groupe socialiste. Enfin, dans une certaine confusion, l'Assemblée impose aux régions et aux départements d'augmenter les crédits de fonctionnement que la loi de décentralisation leur oblige à accorder aux commissaires de la République d'un même pourcentage que les frais de fonctionnement de l'administration générale du département ou de la région.

Th. B. et L. Z.

■ Les suites de l'affaire des généraux — M. Alain Brisset, adjoint au maire des Mureaux (Yvelines), a décidé de quitter le parti socialiste afin de protester contre le pardon accordé aux généraux « félons » au travers de la loi visant à effacer les dernières séquelles de la guerre d'Algérie.

LE REJET DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES

Le Sénat en proie à des « états d'âme »

Le budget de la culture, à l'exception des crédits de fonctionnement, a été repoussé par le Sénat, mercredi 1^{er} décembre en séance de nuit, par 179 voix contre 105 (P.C., P.S., M.R.G.) et 18 abstentions (Gauche démocratique). Le débat, qui avait commencé dans la sérénité par l'exposé du ministre, M. Jack Lang, et les rapports de MM. Fourcade (R.I. Haute-Saône) et Carat (P.S., Val-de-Marne), s'est achevé dans l'aigreur par des échanges de propos qui témoignent d'une assemblée qui se sent mal dans sa peau d'opposante systématique.

Ce scrutin est déjà la preuve d'un certain malaise qui s'est manifesté avec plus d'acuité au sein du groupe-charnière de la Gauche démocratique. Une fraction importante de ses membres, en s'abstenant, s'est, en effet, détachée dans ce vote de la majorité sénatoriale, et il ne s'agit pas de ceux qui, appartenant aussi au M.R.G. (radicaux de gauche), joignent habituellement leurs bulletins à ceux des communistes et des socialistes.

Déjà, le matin, en élysant à sa tête M. Jacques Pelletier, sénateur de l'Alsace, la Gauche démocratique avait tenu à prendre ses distances à l'égard des trois formations qui composent la majorité du Sénat (Union centriste, R.P.R., R.I.).

Dans le débat qui a précédé son élection, M. Pelletier a obtenu le soutien de membres de son groupe, de tendance centriste (comme M. Dailly, vice-président du Sénat), qui irritent la stratégie de la majorité sénatoriale, appartenant à la « politique du pire » : il a obtenu aussi le vote des radicaux de gauche. L'un d'eux, M. Stéphane Boudard (Charente-Maritime), nous déclarait : « Oui, le climat actuel est dangereux : le vrai débat ne s'approfondit pas, car il y manque le minimum d'honnêteté intellectuelle. »

L'infériorité de cette stratégie, voulu par l'ancien ministre des finances, M. Jean-Pierre Fourcade, à l'occasion de l'examen de ce budget, est révélateur, lui aussi, d'une certaine crainte d'être mal compris par l'opinion en refusant trop systématiquement ce qui est, pour elle, acceptable : M. Fourcade, en effet, demandait au Sénat de voter le budget de la culture sous réserve que le ministre consentît à renoncer à quelques mesures nouvelles jugées trop dispendieuses (Opéra de la Bastille, Cité musicale, Parc de la Villette).

On observera, au demeurant, que, pour la première fois depuis le début de la discussion budgétaire, des crédits (de fonctionnement) ont été adoptés : l'essentiel du budget, il est vrai, étant, une fois de plus, repoussé, le ministre n'ayant pu, ou voulu, accepter la réduction de dépenses demandée par la commission des finances.

Dernier témoignage, enfin, de ce malaise sénatorial, le débat lui-même, du moins en ses derniers moments, ceux qui précèdent les scrutins.

M. Lang ouvre la discussion en exposant sa politique et ses projets (le Monde du 5 novembre). A propos du musée d'Orsay, que le rapporteur, M. Fourcade, critique en demandant l'interdiction des travaux, le ministre déclare notamment : « Ce n'est pas nous qui avons lancé le projet. Comme pour l'Opéra de la Bastille ou pour la Villette, ce sont de grands serviteurs de l'Etat qui en ont évalué le coût : MM. Rigaud, Bloch-Lainé, Delouvier. »

M. Fourcade reproche surtout au ministre l'excès des « grands programmes » inscrits au budget, l'insuffisance du contrôle et de la maîtrise des dépenses. L'« inertie financière » qui en résulte lui paraît préoccupante.

M. Mirotodot exprime l'avis de la commission des affaires culturelles. Il estime notamment que les municipalités ne sont pas assez consultées sur la décentralisation culturelle.

Pour M. Carat, qui traite, au nom de la même commission, du cinéma et du théâtre, la progression des crédits est satisfaisante et la politique ministérielle est favorable à l'art dramatique et au développement de l'art cinématographique.

Parmi les orateurs de la majorité sénatoriale qui prennent ensuite la parole, M. Collet (R.P.R., Paris) est le plus violent dans ses critiques.

ALAIN GUICHARD.

SORTEZ DE LA ROUTINE DES "NEWS MAGAZINES" !

TEL
TEMPS LITTÉRAIRE
ÉCONOMIE

LE NOUVEL HEBDO DU JEUDI

- La littérature redécouvre la presse
- Des documents livrés à l'état brut
- L'économie sort ses gonds
- L'étranger passe les frontières

Chaque jeudi chez votre marchand de journaux 6 F.

UN COMMUNIQUÉ DU MOUVEMENT CLANDESTIN F.L.N.C.

« Le seul droit des Français en Corse est de préparer leur départ »

Dans un communiqué diffusé le 1^{er} décembre et authentifié par la presse locale, le Front de libération nationale de la Corse, mouvement indépendantiste clandestin, affirme que « le seul droit des Français en Corse est de préparer leur départ dans les meilleures conditions pour eux ». « Quand nous disons Français, continue le communiqué, il n'est pas question de mettre en cause les alliances de parenté corse-françaises ».

Parlant des récentes manifestations contre les attentats, le F.L.N.C. indique : « Les réactions orchestrées d'appareils de partis et syndicats s'expliquent par le fait qu'ils ne sont que les courroies de transmission des partis français (gauche et droite) qui, en la circonstance, essayent de manipuler l'opinion pour pallier leurs insuffisances politiques en Corse. C'est pour cela qu'ils tentent de mobiliser notre peuple « contre la violence », en occultant le problème politique national corse ».

« Après avoir promis monts et merveilles grâce à l'assemblée de Corse, continue le F.L.N.C., ces appareils veulent faire oublier la réalité, c'est-à-dire la continuation de la politique coloniale en Corse ».

« Nous disons aux Corses désireux de soutenir les Français qu'ils ont le choix entre devenir demain des harkis ou lutter avec nous, car on ne peut être à la fois Corse et Français (...). Aux syndicalistes et hommes de progrès sincères, nous disons qu'ils feraient mieux de lutter pour la corrélation des emplois, l'arrêt du chômage et de l'exil (...).

« Aux partis français de gauche, nous disons que la violence politique actuelle face au pouvoir de gauche n'est pas moins légitime que la précédente contre le pouvoir de droite, et que les patriotes d'aujourd'hui ne le sont pas moins que ceux dont la conjoncture politique et la mobilisation populaire ont arraché la libération. Les aspirations politiques sont toujours les mêmes parce que nées par ce pouvoir, comme elles l'étaient par l'ancien ».

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Le P.S. considère la démarche du P.C. comme une « ouverture », mais il jugera sur pièces

Le bureau exécutif du P.S. a examiné, le mercredi 1^{er} décembre, le texte de la lettre adressée, la veille, par M. Marchais à M. Joisin (le Monde du 2 décembre). Cette lettre, qui affirme le souci du P.C. d'accélérer les négociations préparatoires aux élections municipales de mars prochain a été considérée comme une « ouverture ». Le P.S. y répondra par lettre et le groupe de travail mis en place au terme du sommet Marchais-Joisin du 10 novembre devrait reprendre ses travaux au tout début de la semaine prochaine. C'est à ce moment-là, dit-on au parti socialiste, que la démarche effectuée par M. Marchais pourra être appréciée à sa juste valeur.

Cette démarche est jugée « positive » pour deux raisons. La direction du parti socialiste note que M. Marchais propose d'examiner « cas par cas » les villes qui font l'objet de litiges entre les deux partis alors que les trois premières réunions du groupe de travail n'avaient pas permis d'avancer dans cette direction. Elle remarque aussi que le secrétaire général du P.C.F., s'il reste fidèle au principe de la recodification des listes sortantes, reconnaît que les « évolutions électorales », c'est-à-dire les résultats des consultations de 1981, doivent être prises en compte pour la composition des listes d'union.

« L'ouverture » pratiquée par M. Marchais, selon le terme utilisé par M. Louis Mermeas, président de l'Assemblée nationale, mercredi à France-Inter, répond, selon les socialistes à celle qu'ils avaient eux-mêmes ménagée, lors de la dernière réunion du groupe de travail, le 23 novembre. Ce jour-là, les négociateurs du P.S. avaient réduit à dix-huit au lieu de trente le nombre des grandes villes soumises à discussion. Dans ces dix-huit villes, le P.S. revendique la tête de liste, alors que les municipalités sortantes sont à direction communiste.

Prudents, les socialistes attendent cependant la prochaine réunion du groupe de travail pour y voir plus clair et pour juger sur pièces. M. Marchais ne dit pas, en effet, dans sa lettre, si le P.C. envisage seulement d'organiser quelques « primaires » dans les villes où un accord ne serait pas possible au premier tour, ou s'il est disposé à céder

au P.S. quelques-unes des têtes de listes qu'il revendique. En tout état de cause, M. Marchais considère que le nombre des « exceptions », c'est-à-dire des « primaires », doit être « considérablement inférieur », à celui des précédentes élections municipales. En 1977, l'union n'avait pu être réalisée dans dix-sept villes.

Si elle perçoit quelques signes encourageants dans l'attitude du P.C., la direction du P.S. continue de s'inquiéter des conditions dans lesquelles va s'engager la campagne des élections municipales. Ses craintes proviennent, cette fois, du climat économique et social : les manifestations dont M. Mauroy a été l'objet à Denain et les affrontements à répétition entre la police et les délinquants dans la Chère dans les Ardennes en sont des indicateurs et des erreurs psychologiques qui commencent, selon elle, le gouvernement.

Plusieurs membres du bureau exécutif se sont ainsi inquiétés de la manière dont le gouvernement traite le dossier des retraites. M. Joisin a fait état des récentes sondages qui révèlent une dégradation de la cote du président de la République et du premier ministre. Il y a, remarque la direction du P.S., une contradiction entre ce phénomène et les résultats positifs obtenus en matière économique mais que le gouvernement « vend » mal.

JEAN-YVES L'HONNEAU.

LYON : M. NOIR (R.P.R.) LANCE UN APPEL A SES « AMIS » DE L'U.D.F.

(De notre correspondant régional.) Lyon. — Au cours d'une conférence de presse, mercredi 1^{er} décembre, M. Michel Noir, député R.P.R., a insisté sur l'image de Lyon « ville exemplaire de l'opposition ». En forçant la note politique, il lance un appel en direction de l'U.D.F. et souligne que « ce n'est que par un effort que Lyon est aujourd'hui la seule ville du département où l'union de l'opposition n'a pu se faire ». Il en appelle, dans l'esprit de la rencontre entre MM. Giscard d'Estaing et Chirac, à ses « amis » de l'U.D.F.

De son côté, M. Francisque Collob, dans des déclarations au journal le Progrès, n'a pas écarté l'idée d'un maintien de ses listes au second tour si le R.P.R. est en tête au premier. Le maire, qui affirme qu'il fera « tout pour avoir l'avantage », est en effet prêt à concéder le poste de premier adjoint au R.P.R. si celui-ci arrive en tête de la droite ! Mais il ajoute que si M. Michel Noir et ses compagnons « veulent conduire la liste (au deuxième tour), alors je ferai la mienne et on verra bien ».

Le leader local du R.P.R., qui ne désigne pas de mettre en avant son rôle de rassembleur, tant au niveau départemental que national (il est l'un des cofondateurs du C.E.R.C.I.E.), a constitué son équipe. A sa tête, deux « conseillers politiques » : M. André Blanc, ancien adjoint au maire de Lyon, et M. René Caille, ancien député, président de la fédération R.P.R. du Rhône. — C.R.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres du 1^{er} décembre a abordé les points suivants :

● RETRAITE A SOIXANTE ANS

Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale a présenté une communication sur l'application de l'ordonnance du 26 mars 1982, qui a ouvert le droit à la retraite à soixante ans à partir du 1^{er} avril 1983.

1) Il a rappelé que, dans ce domaine, l'Etat avait d'ores et déjà pris les mesures qui lui incombent : en ouvrant ce droit à la retraite ; en adoptant, le 29 septembre 1982, les dispositions financières qui permettront à la sécurité sociale de servir la pension du régime général à soixante ans à partir du 1^{er} avril 1983.

2) Pour les régimes complémentaires de retraite, le gouvernement fait confiance aux partenaires sociaux pour prendre les décisions qui leur incombent. Il a pris acte que ceux-ci reprendront normalement la négociation en vue d'adopter avant le 15 janvier 1983 les régimes de retraites complémentaires, et celui de l'UNEDIC aux conditions nouvelles créées par l'abaissement de l'âge de la retraite le 1^{er} avril prochain.

3) Si des incertitudes devaient subsister, le gouvernement prendrait les dispositions nécessaires afin que l'Etat garantisse avant le 31 mars 1983 l'exercice effectif du droit à la retraite à soixante ans.

En outre hypothèses, les mesures qui seront éventuellement prises respectivement l'autonomie des régimes complémentaires de retraite.

● REMBOURSEMENT DE L'I.V.G. (le Monde du 2 décembre).

● SÉCURITÉ EN MER

Le ministre de la mer a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à la surveillance de la vie humaine en mer, à l'habilitation à bord des navires et à la prévention de la pollution. Ce texte constitue une refonte de la loi n° 67-495 du 28 mai 1967, dont il adapte et complète les dispositions.

En particulier, conformément à la convention internationale dite MARPOL du 2 novembre 1973, qui entrera en vigueur en octobre 1983, il introduit dans la législation française des règles concernant la prévention de la pollution par les hydrocarbures. Il comportera en outre des dispositions qui :

— étendent l'application des sanctions à la violation des règles concernant le logement des équipages et la prévention des accidents de mer ;

— permettent de poursuivre de nouvelles catégories de personnes : les fonctionnaires (constructeurs, responsables de l'entretien, de la maintenance, du chargement et du déchargement du fret) ;

— renforcent le montant des amendes et précisent les personnes chargées du contrôle.

● REVALORISATION DE TRAITEMENT DE CERTAINS AGENTS DE L'ÉTAT.

Comme le conseil des ministres du 27 octobre 1982 l'avait décidé, les traitements des personnels civils et militaires de l'Etat, dont l'indice nouveau majoré est inférieur ou égal à 246, sont augmentés de 2 % à compter du 1^{er} décembre 1982. Le conseil a approuvé le décret présenté à cet effet par le ministre délégué chargé de premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives.

Cette mesure bénéficiera aux agents dont les rémunérations sont les plus modestes et portera le minimum de rémunération mensuelle nette, en région parisienne, à 3 676,51 F.

● REVALORISATION DU SMIC. (Le Monde du 1^{er} décembre.)

● LA RÉUNION MINISTÉRIELLE DU GATT. (Le Monde du 30 novembre.)

● TROISIÈME CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER.

Le ministre des relations extérieures et le ministre de la mer ont fait une communication relative à la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer, qui s'ouvre à la Jamaïque le 7 décembre prochain.

Ainsi que le premier ministre l'avait annoncé le 30 septembre dernier dans son discours à l'Assemblée générale des Nations unies, la France, qui gère le troisième domaine maritime du monde, signera cette convention qui marque un important progrès dans la mise en place d'un nouvel ordre économique international.

Elle pourra ainsi participer à la préparation des règlements relatifs à l'exploitation des grands fonds marins, et contribuer à la mise sur pied effective de l'autorité internationale des fonds marins.

● TEMPÊTES DE NEIGE DES 26 ET 27 NOVEMBRE.

● RESTRUCTURATION DE LA RECHERCHE Océanologique.

(Lire page 10.)

● LA SITUATION DE L'EMPLOI.

● PROMOTION DE LA VIE ASSOCIATIVE.

M. PIERRE JULLET : UNE CRISE DE DÉCADENCE

M. Pierre Juliet, qui fut l'un des conseillers de Georges Pompidou et de M. Jacques Chirac, écrit dans le Figaro du 2 décembre sous le titre « La tempête approche » :

« Notre pays est entré depuis des années dans une crise de décadence dont il est conscient. Les symptômes de la crise sont toujours les mêmes : désunion des citoyens, encouragement des entrepreneurs et lassitude du peuple qui encouragent la menace extérieure. Le gouvernement prend acte de [la] parcellisation du sentiment national tente curieusement de l'institutionnaliser par la décentralisation tout en prêchant sans craindre le paradoxe — la nécessité du rassemblement de tous autour d'un Etat multiséculaire ».

Ces ambiguïtés donnent à la démarche du pouvoir une allure maladroite sinon hypocrite et voient ses recommandations d'union à une nullité fortuite et à un mépris excessif ».

M. Juliet ajoute : « Abruti de mégot, saoulé de mensonges, exaspéré de promesses, notre peuple au solide bon sens ne croit plus en ses dirigeants patentés : la seule question intéressante est de savoir si cette folle gesticulation politicienne cessera d'elle-même ou si on la fera cesser. Dieu veuille que ce soit par notre prise de conscience du péril et non par le lourd main du totalitarisme. Nous n'aurons pas longtemps à attendre ».

goûtez au soleil.



COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur film ou sur papier photo-qualité professionnelle ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12^e ☎ 347.21.32

Circuit rapide pour anglais courant.

PROCHAIN COURS INTENSIF le 6 décembre

ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE 20 passage Dauphine 75006 Paris - Tél. 325.41.37



TÉLEX PARTAGE

ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

Les enragés de l'Action française

par Jean-François Sirinelli

«Yakusa» la mafia du Japon

par Philippe Pons

La vérité sur Sparte

par Claude Mossé

Châtiments et supplices des régicides

par Oreste Ranum

TF1, A 2, FR 3 l'histoire à la télévision

par Pierre Assouline



L'histoire chaque mois un rendez-vous avec les grands historiens d'aujourd'hui

20 F en vente partout

Offre spéciale : un an 160 F au lieu de 225 F*

Je souscris un abonnement d'un an (11 n°) au prix de 160 F

Nom

Adresse

Je règle par : ☐ chèque bancaire ☐ chèque postal (3 volets) ☐ mandat à l'ordre de L'HISTOIRE - A retourner, accompagné de votre règlement, à L'Histoire 57 rue de Saine 75006 Paris. Etranger 200 FF - Belgique : Soumission 28 Av. Massénet 1190 Bruxelles.

* Prix de vente au numéro.

M. 12/82

SKIEZ TOUT COMPRIS LA PLAGNE

1 semaine à partir de **1700 F**

nouvelles frontières

37, rue Violot 75015 Paris 576 65 40
2, rue Auguste-Brizeux 44000 Nantes 20 24 61 20 31 35

SCIENCES

Le retour de la comète de Halley est confirmé

(Suite de la première page.)

Les Européens de l'Ouest ont prévu d'envoyer une sonde spatiale — Giotto — à sa rencontre; les Soviétiques, deux Vega sur lesquelles des expériences françaises prendront place, et les Japonais, une sonde qui a reçu le nom de code de Planet-A. Seuls les Américains, en butte à des restrictions budgétaires, sont absents de cette grande course à la comète, au grand dam de leurs astronomes qui, pour sauver la face, tentent d'obtenir le « dévouement » de la sonde spatiale Iseo-3 pour observer, en 1985, dans des conditions que d'aucuns jugent peu adaptées, la comète de Giacobini-Zinner. L'amour-propre américain serait donc sauté. De six mois...

L'incertitude qui aurait pu faire craindre que ces programmes de recherche n'aient été lancés pour rien tenait au fait que nul, en dépit de la formidable régularité de Halley dans ses apparitions — on a pu en effet retrouver sa trace jusqu'en 87 avant Jésus-Christ, — n'était fondé à prédire avec certitude son retour après un voyage de soixante-seize ans aux confins du système solaire. Les exemples de tels rendez-vous manqués jalonnent l'histoire de l'astronomie, comme celui de la comète de Biela, disparue après le doublement de son noyau, en 1845-1846. Ainsi, lors du passage de la comète de Halley dans la banlieue terrestre, en 1910, les astronomes avaient pu observer que trois morceaux s'étaient détachés du noyau, phénomène dont on pouvait craindre qu'il n'entraîne sa désintégration. Il n'en est rien.

Pudeur passagère

Pour le moment, la comète de Halley est encore « inactive ». La distance qui la sépare du Soleil — 1,7 milliard de kilomètres, soit à

quelque 220 millions de kilomètres au-delà de l'orbite de la planète Saturne — ne permet pas à son noyau de plusieurs milliards de tonnes de se réchauffer suffisamment pour

UNE QUEUE DE 110 MILLIONS DE KILOMÈTRES

C'est en 1662 qu'Edmund Halley observa une comète dont il parvint à montrer qu'elle était la même que celle qui avait déjà été observée en 1607 et en 1531. Cet objet, dont le noyau fait quelques kilomètres de diamètre seulement, a fait sensation lors de son dernier passage, en 1910, près du Soleil car la distance qui le séparait de la Terre n'était que de 24 millions de kilomètres.

Des mesures montrèrent plus tard qu'il s'en était fallu de 1 million de kilomètres que la queue de la comète de Halley, alors gigantesque puisqu'elle s'étendait sur près de 110 millions de kilomètres, ne balaie la Terre.

donner à la comète cet aspect spectaculaire qui fit la « une » des journaux lors de sa dernière apparition. Pour les astronomes, elle est à peine visible, et décelable dans une direction qui est approximativement celle de la constellation du Petit Chien. Cette « pudeur » passagère ne saurait arrêter les scientifiques, qui préparent activement leurs programmes d'observation. Mais, tous sont unanimes à reconnaître que la prochaine apparition de Halley sera, pour les astronomes travaillant depuis l'hémisphère Nord, l'une des plus mauvaises jamais constatées.

Fort heureusement, les moyens d'observation terrestres ont singulière-

ment évolué. Nul doute qu'ils ne permettent de compenser en partie ces inconvénients. En outre, les expériences embarquées sur les sondes spatiales soviétique, japonaise et européenne viendront compléter les observations terrestres, grâce aux mesures qu'elles permettront d'effectuer pendant le survol, hélas! trop bref, de la comète, de son noyau et de sa queue.

Il ne fait guère de doute que l'on s'efforcera ici, comme de l'autre côté de l'Atlantique, de faire le maximum, ainsi qu'en témoigne la mise en place par les Américains d'une sorte d'organisme de liaison, de recueil et d'archivage des données obtenues sur cet objet par les scientifiques du monde entier. Faut-

il y voir le souci, de la part des Américains, de garder un œil sur un domaine (1) qu'ils considèrent un peu comme leur, à savoir celui de l'exportation planétaire? Peut-être, nul ne niera que leur projet puisse permettre une utilisation rapide des informations par la communauté scientifique. Beaucoup de résultats qui avaient été obtenus lors de l'apparition de 1910 n'avaient en effet été publiés qu'avec un grand retard, quand ils le furent. Une situation que personne ne souhaiterait voir se reproduire.

J.-F. AUGEREAU.

(1) Des étrangers participent à ce projet et, parmi eux, trois Français.

MÉDECINE

Une « semaine santé » a eu lieu du 27 novembre au 5 décembre à Annieres et Bois-Colombes (Hauts-de-Seine). Elle est organisée par une association qui groupe cinq cents professionnels de la santé et s'adresse à douze mille personnes. Une exposition sur la prévention, des manifestations sportives, des débats, la participation des enseignants et des restaurateurs de la ville, font de cette manifestation un exemple unique en France de collaboration à l'échelon local entre usagers et professionnels de la santé.

Cinquième naissance française après fécondation in vitro. — Un cinquième bébé — une petite fille prénommée Morgane — est né le 28 novembre, après fécondation in vitro. L'accouchement a eu lieu au Centre hospitalier intercommunal de Sèvres (Hauts-de-Seine). La fécondation avait été réalisée à l'hôpital Necker (Paris).

Cinq mille soldats américains, cantonnés en Corée du Sud, vont être vaccinés contre la blennorragie. Le vaccin — encore expérimental — a été mis au point à l'Institut Walter Reed de Washington. Cette vaccination entre dans le cadre d'un programme mondial d'expérimentation, a annoncé l'armée américaine.

Manifestations d'étudiants en médecine. — Deux manifestations ont groupé, le 1^{er} décembre à Paris et à Marseille, plusieurs centaines d'étudiants en médecine. A Paris, la manifestation était organisée par la Fédération nationale des étudiants en médecine-santé en liaison avec l'UNEF — indépendante et démocratique. Il s'agissait notamment de protester contre l'examen de classement obligatoire en fin de deuxième cycle, véritable « concours de sortie des études médicales ». Diverses manifestations et grèves ont lieu ces jours derniers dans les facultés de médecine de Nancy, Tours et Rouen.

GROUPANT DEUX ORGANISMES EXISTANTS

L'Institut français de recherche pour l'exploitation des mers va être créé

Le Centre national pour l'exploitation des océans (CNEOX) et l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (I.S.T.P.M.) vont, très prochainement, fusionner pour former un nouvel organisme, l'Institut français de recherche pour l'exploitation des mers (IFREM). C'est ce qu'ont annoncé conjointement, au conseil des ministres du 1^{er} décembre, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, et M. Louis Le Pensec, ministre de la mer.

Le 2 mars dernier, le gouvernement avait fait savoir qu'il entendait mener une ambitieuse politique de la mer. Mais, jusqu'ici, la recherche océanographique était partagée entre le CNEOX, l'I.S.T.P.M., les laboratoires universitaires, le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), l'Office de recherche scientifique et technique outre-mer (ORSTOM) et divers autres organismes. Les laboratoires universitaires et ceux du C.N.R.S., qui s'occupent surtout des uss et les autres de recherche fondamentale, coordonnent leurs efforts depuis avril 1981 au sein du Programme interdisciplinaire de recherche océanographique (PIRO).

L'ORSTOM, qui, en océanographie, travaille sur les mers tropicales et dont les centres sont situés dans les départements et territoires d'outre-mer et dans les pays d'Afrique francophone, occupe une situation particulière, et, en outre, l'océanographie ne représente qu'une petite partie de ses activités de recherche.

En 1981, le rapport de la Cour des comptes avait souligné que la coexistence du CNEOX et de l'I.S.T.P.M., organismes publics de statuts différents, lui semblait être source de duplication, d'éparpillement des crédits et de conflits. Certes, le CNEOX travaille sur l'océanographie physique et la géologie-géophysique sous-marine, ainsi que sur les technologies nécessaires à l'exploitation des ressources vivantes et minérales de la mer, mais il s'occupe aussi de biologie marine, notamment du cycle de reproduction de diverses espèces (saumons, crevettes, entre autres), et donc d'aquaculture marine. De son côté, l'I.S.T.P.M. se consacre par vocation aux méthodes et aux produits de la pêche, et il s'intéresse aussi à l'élevage de diverses espèces marines, tout en ayant d'étroits contacts avec les milieux professionnels de la mer.

Mille cent personnes

A l'avenir, l'IFREM devrait permettre de mieux coordonner toutes les recherches relevant du domaine de la mer. On peut noter qu'il va naître de la fusion de deux organismes existants, et non pas de la création de nouvelles entités, et que cette fusion résulte de la volonté de deux ministères, celui de la recherche et de l'industrie d'une part, celui de la mer d'autre part, qui en seront les cotuteurs. Le fait est suffisamment rare dans l'administration française pour qu'il soit souligné.

L'IFREM aura pour président-directeur général M. Yves Sillard, P.-D.G. du CNEOX, et pour directeur général adjoint M. Jean-Paul Troadee, directeur général de l'I.S.T.P.M., qui aura en charge tout particulièrement le programme

« ressources vivantes ». L'IFREM sera, comme le CNEOX, un établissement public à caractère industriel et commercial qui jouira de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Son budget — en 1981, l'addition du budget de chacun des deux organismes d'origine — sera de 600 millions de francs. Son personnel comprendra mille cent personnes. Celui qui vient du CNEOX continuera à avoir le statut conventionnel qui lui est propre.

En revanche, les personnes qui viennent de l'I.S.T.P.M., et dont la moitié (deux cent quarante-six sur cinq cents) étaient déjà titulaires dans la fonction publique, devraient voir leur sort amélioré, en obtenant le statut des personnels des établissements publics à caractère scientifique et technique en cours de préparation.

Les deux ministères (recherche et industrie, mer) sont décidés à accélérer les processus de fusion. Celle-ci devrait être effective au cours du premier trimestre de 1983.

YVONNE REBEYROL.

LA CRÉATION DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA RECHERCHE ET DE LA TECHNOLOGIE

Le décret portant création du Conseil de la recherche et de la technologie, qui doit servir d'instance de concertation et de dialogue entre les acteurs et les porteurs de la recherche, est paru au Journal officiel du 1^{er} décembre. Ce Conseil comprend quarante personnes, dont vingt représentatives des communautés scientifiques et techniques ainsi que des différents secteurs de la recherche, et vingt autres choisies parmi les personnalités représentatives du monde du travail, des secteurs productifs, sociaux et culturels des régions. Il se substitue au Conseil consultatif de la recherche scientifique et technique, qui, de facto, disparaît, ainsi qu'à la Mission à l'innovation.

Placé auprès du ministre de la recherche et de l'industrie et présidé par lui, le nouveau Conseil sera consulté sur les grands choix de la politique scientifique et technologique du gouvernement, notamment en ce qui concerne la répartition du budget civil de recherche et de développement technologique, la préparation du Plan, la création d'établissements publics à caractère scientifique et technologique, et sur le choix des programmes mobilisateurs. Il pourra être aussi sur les projets de réforme relatifs à l'organisation de la recherche, de l'emploi scientifique, et des statuts des établissements de recherche et de développement technologique.

FRANCOPHONIE

La « communauté organique » est en train de prendre forme

Le projet de communauté organique de la francophonie est en train de prendre forme. A l'occasion, dimanche 28 novembre à Marseille, M. Léopold Sédar Senghor dans un discours qu'il prononçait en présence de M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et maire de la ville. L'ancien président du Sénégal, qui venait d'inaugurer trois de ses sept expositions du cycle « L'Orient des provinciaux » (Le Monde du 10 novembre), a ainsi confirmé de récentes rumeurs selon lesquelles l'idée, qu'il avait lancée alors qu'il était encore à la tête de l'Etat sénégalais, de donner une structure politico-culturelle souple, mais permanente, à la nébuleuse francophone, pourrait se concrétiser prochainement.

Le projet de réunir à Dakar en 1981 une conférence francophone n'avait pu aboutir à l'époque, tant à cause de la revendication du Québec d'être représenté en tant que tel à ces assises que de l'absence d'une véritable volonté politique à Paris de voir se tenir ces « Etats généraux de la francophonie ». M. Senghor, qui s'était entretenu le jour même à Marseille avec M. Régis Debray, conseiller de M. Mitterrand pour les questions culturelles, nous a déclaré

dimanche : « Aujourd'hui, cette volonté existe à Paris et l'organisation de la francophonie peut maintenant commencer rapidement. »

M. Senghor n'a pas dit à Marseille si le problème de la représentation québécoise était complètement résolu. En revanche, il nous a indiqué que la question de la non-participation algérienne aux efforts d'organisation de la francophonie était à ses yeux un « dossier au moins aussi important ». Alors que plusieurs Etats membres de la Ligue arabe (Liban, Tunisie, Maroc, Mauritanie, Egypte, Syrie) participent ou veulent participer à des degrés divers à cette entreprise, l'Algérie a jusqu'ici préféré de ne pas s'y joindre, bien qu'elle soit dans les faits une des nations au monde ayant depuis vingt ans le plus œuvré au profit de la langue et de la culture françaises.

Soucieux à tout le moins d'informer les Algériens de ce qui se prépare dans ce domaine, M. Mitterrand a décidé d'envoyer en mission outre-Méditerranée son conseiller pour les affaires culturelles, M. Régis Debray.

J.-P. P.-H.

Patrimoine ou création, les choix du gouvernement.

« Gouverner c'est choisir ». Gen musique comme en toutes choses. Depuis un an qu'il est directeur de la Musique au ministère de la Culture, Maurice Fleuret affirme vouloir soutenir la création musicale et en même temps servir le patrimoine en construisant un opéra à la Bastille. Est-ce conciliable? Le Monde de la Musique est allé lui poser ses questions.

Musiciens, théoriciens de la musique, facteurs d'instruments, ils doivent tous quelque chose à Bach, leur « père » à tous. Le Monde de la Musique consacre ce mois-ci un dossier à cet artisan-poète. Vous y lirez, outre une discographie et une bibliographie, des textes du compositeur Claude Ballif, de l'organiste Pierre Vidal et de l'écrivain Michel Butor qui analyse la structure du « Clavier bien tempéré ».

Stockhausen, sans doute le plus célèbre des compositeurs vivants, n'est pas heureux, quant à lui, du sort réservé en France aux créateurs étrangers: « on ne me joue plus, la France ferme ses frontières ».



Depuis qu'elle a interprété Carmen, la vie de Teresa Berganza a changé. Chez elle, en Espagne, elle confie: « Carmen, c'est moi ».

Quelle chaîne offrir? une sélection de cadeaux Hi-Fi, établie à partir de tests comparatifs, vous aidera à choisir. Bonne nouvelle, la qualité musicale n'est pas forcément hors de prix!

Egalement au sommaire de décembre: un grand concours pour les lecteurs mais aussi pour les conservatoires et écoles de musique dont les élèves se mesureront à des épreuves spéciales. Des centaines de prix récompenseront les gagnants (Hi-Fi, lots de disques, séjours dans un festival, livres et partitions etc.).

Enfin, vous découvrirez, parmi les dizaines de disques nouveaux que nous avons écoutés et étoilés, nos 9 « Chocs du Mois ».

Tout ce qui est important dans le monde de la musique est dans Le Monde de la Musique.

Le Monde de la Musique de décembre 15 F chez votre marchand de journaux.

Le Monde de la MUSIQUE

Télérama

Le procès des géoliers

JUSTICE

Le procès aux assises de Paris des geôliers du baron Empain

La séquestration et la chute d'un héritier

L'un des héritiers d'une des plus grandes dynasties industrielles d'Europe, le baron Édouard-Jean Empain, quarante-cinq ans, devait être, à partir de ce 2 décembre, et pendant vingt jours, au centre des débats de la cour d'assises de Paris, présidée par M. Xavier Versini. Une vedette bien involontaire, puisque il s'agit de juger six hommes et deux femmes poursuivis pour avoir séquestré pendant soixante-trois jours - alors qu'il était président-directeur-général et principal actionnaire du groupe Empain-Schneider - afin d'obtenir une rançon de 50 millions de francs.

Une séquestration particulièrement longue et difficile puisque ses geôliers n'ont pas hésité à sectionner la première phalange de l'auriculaire gauche de l'industriel à titre de « preuve et d'avertissement » dès le premier jour de sa captivité. L'instruction, qui a duré plus de quatre ans et demi, n'a cependant pas permis

d'établir la participation des accusés à l'enlèvement, faute de preuves suffisantes. Ceux-ci n'ont d'ailleurs pas cessé de protester de leur innocence, soit de minimiser leur rôle, rejetant les responsabilités sur deux malfaiteurs décedés depuis.

En fait, on ne sait toujours pas quel a été le véritable cerveau de cet enlèvement, unique dans les annales du grand banditisme français. Le baron Empain n'a pas caché qu'il avait « eu l'impression qu'ils [ses ravisseurs] avaient pas le pouvoir de négocier eux-mêmes ». Et il est probable que tous les protagonistes de ce fait divers exceptionnel n'ont pas été arrêtés. Quant au mobile, il est, sans conteste, purement crapuleux, même si on a pu se demander si le baron Empain n'avait pas été enlevé en raison de sa passion pour le jeu.

« J'ai toujours été joueur. J'aime cela, c'est mon tempérament. J'ai eu quand même des problèmes à l'époque. [en 1978]... que j'avais perdu pas mal d'argent au casino. J'avais quelques ardoises à droite et à gauche. Je ne savais pas trop comment les régler, mais j'étais le Dieu vivant, cela n'a pas d'importance », avait déclaré à l'hebdomadaire Paris-Match, au mois de 1981, le baron Empain. « Wado » pour les intimes. Au fil de sa puissance, jeune, riche, ce ressortissant belge qui, à trente ans, est la tête du groupe Empain, a vécu une aventure qui fera de lui un « homme différent », selon ses propres termes. Il était une cible facile, « choisie » par ses ravisseurs en raison de sa condition physique, de préférence à M. Serge Demuilière ou à M. Edmond de Rothschild, selon l'aveu d'un des geôliers.

L'enlèvement a lieu le 23 janvier 1978, vers 10 h du matin, à proximité du domicile, avenue Foch, à Paris-16. Sa voiture, conduite par un chauffeur, M. Jean Denis, est contrainte de s'arrêter dans la cour arrière en raison des manœuvres intempestives d'un cyclomoteur. Plusieurs individus armés et portant casque se saisissent alors de M. Denis et l'emmenent de force dans une fourgonnette. Il parviendra à se débarrasser de ses liens quelques instants plus tard, boulevard de l'Amiral-Bruix et donnera l'alerte.

Une phalange coupée

Mais le baron Empain a disparu, sa voiture sera retrouvée vide dans un parking de la porte Champerret. Après deux transbordements dans le coffre de véhicules, bâillonnés, ligotés, le visage recouvert d'une cagoule, l'industriel, à qui l'on a administré une piqûre de sommeil, est arrivé au premier lieu de séquestration. Il y en aura trois au total, et seul le dernier a pu être retrouvé, un pavillon, 19, rue Marcelin-Berthelot à Savigny-sur-Orge (Essonne).

Les conditions de détention furent particulièrement difficiles, dans le premier local, et d'un surcroît d'un pull-over, il lui a glissé dans un sac de couchage étalé sous une tente; enchaîné à ses poignets, il a aux chevilles, mouvement lui interdit. Il va ainsi vivre pendant trente jours sans lever, sans lumière, dans le froid et l'humidité d'une maison en ruine, et nourrir seulement de sandwiches, de charcuterie et de conserves. Pour les naturels, il disposait d'un seau en plastique.

Il n'était enchaîné depuis un quart d'heure qu'un message lui a été transmis, lui indiquant que la rançon est fixée à 50 millions de francs et qu'il doit indiquer le nom et l'adresse des deux personnes pouvant payer. « Si tu ne l'écoutes pas, on coupe le doigt ». Il a coupé le doigt. On se jette sur lui. On le coiffe d'une cagoule, on lui immobilise la main gauche sur un objet dur et on l'ampute de la première phalange de l'auriculaire. Ses geôliers désinfectent la plaie, le pansent et lui administrent un somnifère. « Ça ne fait pas du tout mal sur le coup, dira-t-il plus tard, après j'ai beaucoup souffert ».

Dans le deuxième lieu de détention, une grange ou un silo à grains, le baron Empain ne restera que huit jours dans une chaleur étouffante, d'un caleçon et d'un maillot de corps. La nourriture s'améliore, il dispose d'une radio et d'une télévision. Sa troisième « prison » à Savigny-sur-Orge, il retrouve sa seule chaîne lui censurer le son. Il a toujours la radio et la télévision et peut lire le Monde et le Figaro, ainsi que des romans poli-

ciers. Il a enfin la possibilité de se lever.

Edouard-Jean Empain ne sera libéré qu'après soixante-trois jours de séquestration, le 26 mars. Il a perdu près de 20 kilos, beaucoup d'illusions. Dans une lettre adressée à sa femme, M^{me} Sylviane Bettuzzi, d'origine italienne, dont il a trois enfants, il écrit le 13 février qu'« il avait l'impression que les choses étaient prises un peu à la légère à son bureau ». « J'ai l'impression que j'ai été traité comme un objet », dit-il.

Edouard-Jean Empain écrira beaucoup, au total quatorze lettres, dont une adressée au premier ministre, M. Raymond Barre, qui ne sera jamais rendue publique. Il s'interroge, car les tracasseries n'avançant pas. Les messages adressés à M. Jean-Jacques Bierry, directeur général de Jeumont Industrie, et à M. René Engen, directeur général d'Empain-Schneider, se succèdent. M^{re} Robert Badinter, avocat du baron, est contacté, mais la Banque de France refuse de débiter les fonds.

Les ravisseurs qui ont pris pour nom de code Foch s'impatiente : « Vous devez donner un cadavre », M^{me} Bierry. « Engen », proposent 30 millions de francs. Les choses traînent. Les policiers ont déjà identifié une empreinte digitale sur un pli, celle de Daniel Duchateau. Un rendez-vous est fixé à l'hôtel du Mont-d'Arbois (Haute-Savoie) pour le 22 février. Un membre du groupe Empain, porteur de 17 millions de francs en coupures usagées (50 millions de francs français), doit être contacté par un certain « Félix le Chat ». Le porteur sera un policier, mais « Félix le Chat » ne viendra pas.

Une surveillance étroite

La police a mis en place un énorme dispositif, d'autant qu'à la même époque on recherche un dangereux criminel, Yves Maupetit. Les autorités sont disposées à ne pas céder aux exigences des ravisseurs, qui menacent d'« envoyer un nouveau morceau ». Les négociations entrent dans leur phase ultime le 22 mars. Le porteur de la rançon doit être un collaborateur du groupe Empain et une parfaite connaissance de Paris. Il aura pour nom de code « Mimi » et sera contacté par M. Fouquet par Charlotte Corday. Commence alors un jeu de piste qui s'achèvera le 24 mars à 11 heures, l'antenne A 6, au niveau de la borne téléphonique B-16.

L'inspecteur Mazzetti a mis dans un coffre deux bourrés de journaux. Il descend de sa voiture, une camionnette de dépannage, pour demander s'il a des ennus. Deux hommes masqués des vêtements s'engouffrent dans le véhicule. Ils s'arrêtent un peu plus loin, à proximité du mur antirruit, par des voitures banalisées. La police. Une fusillade. Deux policiers, René et David Leilheugue, sont tués. Un gangster, Daniel Duchateau, est tué, un autre, Alain Caillol, blessé. Deux de leurs complices parviennent à s'enfuir par une porte aménagée dans le mur antirruit.

Interrogé, Alain Caillol, quarante ans, décide d'en finir et libère le baron, d'autant qu'il n'a pas eu un seul coup de feu sur l'auto du Sud. « Laissez-moi télé-

phoner », dit-il au commissaire. Ottavio, alors que l'appareil est visiblement branché sur un magnétophone. Après plusieurs coups de fil, il déclare : « C'est bon à 99 %, ils vont le relâcher ». Effectivement, le soir même, le baron Empain est libéré dans la rue d'Ivry avec 10 F en poche pour prendre le métro. Il appellera sa femme du quartier de l'Opéra. Elle lui dira qu'il a réverbéré, la nuit précédente.

Hélas ! le baron, les ennus sont loin d'être finis.

Avant sa libération, il avait signé une reconnaissance de dette et un triple exemplaire de 12 millions de francs (35 millions de francs français) payables le 15 avril 1978. A plusieurs reprises, il recevra des appels téléphoniques menaçants destinés à lui rappeler ses engagements. Pendant longtemps, il vivra dans la peur des représailles, à laquelle viennent s'ajouter les appels du groupe industriel. Un lui fait froid, malgré les épreuves endurées. Alors, le 10 avril 1978, il abandonne ses fiançailles. Sa séquestration l'a marqué, plus tard, il dira : « Je me souviens à cet instant et j'ai peur, on m'a tout de suite privé sans attendre que je récupère, d'un service nombre de fois de ma vie privée, on m'a demandé d'y répondre ». Il part pour les États-Unis pendant six mois, avec un « jeun et un sac », puis divorce, et tente de reprendre pied au sein de son groupe.

Tous innocents

« J'ai certains comptes à régler, dira-t-il dans une interview au Parisien en avril 1982. Je suis le patron, j'ai les moyens. Je ne peux plus faire confiance à personne parce que j'ai fait beaucoup de mal à beaucoup de monde. Je n'ai jamais rêvé de savoir ce qui s'est vraiment passé pendant ma séquestration. Le 13 février 1981, le groupe Paribas prend le contrôle de l'Empire Empain-Schneider, sonnant ainsi le glas du retour du baron, consacrant sa chute. « Ceux qui m'avaient appelé pour devenir président, m'ont empêché de repartir, ce sont ceux-là mêmes qui m'ont chassé ! Mais je suis sûr », avouera-t-il. Lui, ce passionné du jeu, n'est pas arrivé à se « réhabiliter ». Son attitude a mis en lumière son goût prononcé pour les casinos, les jolies filles. On ne lui a pardonné qu'une attitude « play-boy », et conduite peu pontificale grand patron de l'industrie.

Quelle attitude aura-t-il face à ceux qui ont été les artisans de sa chute ? La privation de liberté, un état insupportable, avait-il déclaré lors d'une conférence de presse le 7 septembre 1978. Maintenant, j'ai beaucoup plus trouvé les punitions très sévères. D'avance, le baron Empain a pardonné. La justice, elle, va cependant tenter d'y voir un peu plus clair.

Le rapt avait sans conteste été planifié, en juillet 1977, de la plupart des accusés à Palmarès-Majorque (Baïlères). Depuis, deux des protagonistes ont trouvé la mort, Daniel Duchateau, malfaiteur chevronné, lors de la fusillade sur l'auto du Sud, et Jean Brunet, lors d'un hold-up à Créteil, en décembre 1978. Bien évidemment, les autres n'ont pas sur le dos. On ne saura jamais ce qui s'est exactement passé.

Comme l'a déclaré le baron Empain : « Vous savez, les choses importantes, c'est de pouvoir prendre son petit déjeuner tranquillement ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

Feerie de la Fourrure aux

FOURRURES GEORGE V

VITRINES
une mise en scène DONALD CARDWELL

du jeudi 2 déc. au samedi 11 décembre

18% D'ESCOMPTE sur tous les VISIONS

MANTEAUX

Vision dark	14600F	11900F
Vision dark allongé	19750F	16190F
Vision pastel	21750F	17830F
Vision pearl	22750F	18650F
Vision lunaires	24250F	21900F
Vision Koh-I-Noor lustré	22750F	18650F
Vision Blackglama	26750F	21900F
Vision Black Diamond	42750F	35000F

VESTES

Vision dark "nid d'abeille"	14750F	12000F
Vision saphir et blanc	16750F	12900F

MANTEAUX Longs du soir

Vision dark	45000F	36900F
Vision Koh-I-Noor	48000F	39350F

15% D'ESCOMPTE sur toutes les autres fourrures

MANTEAUX ET VENTES EN :

Renard argenté, Renard bleu, Castor naturel, Castor noir, Renard Shadow, Zibeline russe, Astrakan noir, Ragondin allongé, d'Amérique, Queue de Vision dark, canadienne, Lynx canadien, Loup canadien, Loup garmil renard blanc, Astrakan Swakara, Zibeline, Agneau Doré, Agneau Béarn, Coyote.

PELISSES Intér. Flanc de Marmotte 3450F 2900F
Col Marmotte 2750F
Intérieur Lapin 2750F

Ces escomptes de 15% seront appliqués directement sur les caisses sur tout achat

9 MOIS de CREDIT GRATUIT

FOURRURES GEORGE V

40, Avenue George V
Paris 8^e

magasin ouvert sans interruption tous les jours
de 9 h 30 à 19 h 00

LE GARDE DES SCEAUX :

J.-M. DURAND-SOUFFELAND

Le grand meeting de notre littérature

A U sens premier, *citer* ■■■■ *convoquer*, ■■■■ particulièrement *convoquer en justice*. On peut alors considérer tout dictionnaire des citations comme une sorte ■■■■ tribunal, appelant les écrivains les plus divers à témoigner dans le pro-

ceux des autres siècles, que de
voyager. » Nous voyageons donc,
conversant avec Mme de La
Fayette et Mme de Sévigné ;
écoutant Pascal ou La Roche-
foucauld ; répliquant à Cham-
fort et à Joubert ; échangeant
quelques propos avec
Benjamin Constant ; confir-
mant, ou niant des
faits et là, dans le hasard de
ces rencontres, on se
trouvait, car « les
s'adressent jumelement

non. réunit environ dix mille citations d'écrivains français et contemporains. Les auteurs par thèmes, et non par auteurs comme dans le *Grand Dictionnaire*, de Pierre Oser, *des mots repérés sous mille clefs*, qui nous mènent d'*abime à abime*. Le *ress* amuse disposé de *sautes* tandis que l'expression *faire l'amour* en occupe seulement deux. Mais le lecteur se laisse entraîner à grande intelligence, en avançant cette phrase : *Le langage est un langage qui n'est pas moderne; pourtant, il est vieux et qui fait le mieux. »* Femme et homme déterminent des sous-rubriques : pour le femme, *elle veut d'acquiescer à son mari* et pour l'homme, *il cherche à se faire aimer* et *il cherche à se faire aimer*. Le jugement de *MAI* est : « La gloire elle-même ne connaît que la femme qu'elle aime. » Cette remarque de Tristan Bernard sur notre inconstance : « Les hommes ont toujours sincérité, ils changent de sincérité, mais tout. »

[illegible]

Ce grand meeting de nos lettres - où nous voyons l'absence d'Alfred Cravan, de Raymond Guérin, de Paul Eluard, d'Edmond Jabès et de beaucoup d'autres - rassemble huit ou dix cinquante auteurs de toutes les écoles et de tous les tempéraments. Le rapprochement, le mélange de leurs propos laissent apparaître la diversité comme l'art de rejoindre les différentes pensées. Les autres ne sont peut-être que citer un livre original, enseveli dans leur mémoire la plus ancienne.

FRANCOIS BOTT.

**LE GRAND DICTIONNAIRE
DES CITATIONS FRANÇAISES** de
Jean-Yves Dournon, éd. Acropole.
996 pages, 160 francs. Le volume
comporte un index des auteurs
ainsi qu'un index des mots
cités.

[nous] », comme s'en étonnait le poète espagnol Quevedo. Mais c'est aussi un peu décevant, car, dans cette littérature des meilleurs esprits, chacun se sent pressé. Tous les gens nous disent un mot, et s'esquivent, ils vont,

Résultat de trente-cinq an-

cés que chacun se fait à soi-même, ou qu'il fait aux circonstances. Mais, plus modestement, l'auteur d'un tel dictionnaire n'y voit sans doute qu'une façon d'honorer sa passion de la lecture.

« Pour nous, c'est l'occasion de
flâner parmi les contemporains
les mieux avertis, et parmi « les
plus honnêtes gens des siècles
passés », comme disait Descartes.
« C'est quasi le même, ajoutait
le philosophe, de converser avec

Graham Greene et monsignor Quichotte

Pour choisir le sujet de son dernier roman, G. A. H. M. Green a peut-être péché par excès de modestie. « Vous voulez, dit-il, que je vous raconte l'histoire de l'équipe, à partir du village de la M... (ce nom est tel qu'il est) jusqu'à l'église » (l'église est flanquée de son Sanctuaire), le maître communiste d'El Toboso, remarqué par ses collègues post-tranquilles (Carroll est passé par là). Tous deux cherchant à se faire passer pour de vieilles gens, ils se sont rencontrés à 600 mètres et prêts à se battre, ils se sont rencontrés à 600 mètres. Mal vu de son évêque parce qu'il est, tel l'anophele, éperdu de sa stupidité vraie, le curé-chevalier rencontre un jour, au détour d'un chemin au volait d'une volture de luxe, un haut prélat romain qui, pour prix d'un jérpican, lui offre un appartement au Vatican. « Monsieur et donc le droit, donc il se serait passé, au village », aux yeux de la M... (ce nom est tel qu'il est) et son marié-chrétien écuier, errent sur les routes secondaires, fuient les gardes civils, dont de livres d'histoire en vidant la dame-jeanne et en écorchant l'énorme frumasse.

manche), qui voltait sur la tête assise.

États-Unis, un peu folle aussi, que cette période de la plus sublime des parodies de la littérature américaine, la première phrase : « *Cu'est passé comme ça. Le Père Quéritto avait commandé son déjeuner solitaire : à sa gouvernante...* » Nous voyons donc en appeler à la littérature pour retrouver le foisonnement d'aventures et la dérision lumineuse de l'épopée de l'idéalisme occidental pour rendre enfin délectable la tarie à la crème du dialogue entre commentateurs et romans, et pour que les personnages sont à pied d'œuvre et pour promener, sur la boqueteante Rossiniante, ce colloque désormais Rossinatoire à travers une Espagne délaissée où, depuis le mort d'Alcandille — Monseigneur prie qu'il ne s'agisse pas de la haine des pseudo-ferveurs, ni plus beau d'un d'envoie.

En contrepoint du livre
immortel, les aventures ne pour-
raient être que minces. Mon-
sieur couche en toute innocence
au bordel, voit un film sur la fol-
le son titre, *Prêres d'une vierge*,
et souffle dans un préservatif
qu'il prend pour un ballon.
Quand l'auteur est mieux inspiré,
son personnage arrache, dans
une scène bien venue, les billets
de banque dont des prêtres
cupides laissent couvrir la statue
de Marie promues en proces-

tion. Enfin, on l'a deviné, l'his-
toire de l'ecclésiastique à la
« triste figure » finit mal, et, dans
les bras de son ami, il rend
à Dieu son âme candide et tour-

« Ne pas douter
est abominable »

Cette nature double, si la doit
La vieille obsession de Grégoire
catholique minoritaire
et douloureux, qu'on sent lui fas-
ciné par deux intégrités. « J'ai
été attiré par vous parce que je
vous prenais pour un homme
qui ignorait le doute », confie à
un curé errant en France
marxiste, décidément mal informé.
La réplique est bien sentie :
« Le doute, contrairement à ce
vous autres
croire, n'a pas
raison », et encore : « Oh ! Sans
cela, ne puis-je pas être satis-
faisable ? » Le compagnon de
cavale en convient, et les deux
partage les deux et peut rap-
procher les deux.

Si l'on veut réussir à faire
exister un marxisme par
le moyen d'un saint, nous
aurions, avec plus d'intérêt, vu
dans ce saint peuplé, selon
Chesteron, « un saint chrétien ».

des hommes folles et des autres
scolaires cherchant à briser le
système. L'autour de l'ouvrage
mieux l'âme de son Christ dans
le Christ que les angloises et
militaires du P.C.E. Comme tant
d'autres, le colloque déçoit quel-
que peu, même si l'on y cite
des personnes et de son hom-
mage aux « frissons » de la
religieuse ».

[illegible]

PAUL-JEAN FRANCESCHINI.

* **MISSION DE QUICHOTTE.** —
William Greene. Traduit de l'an-
glais par Robert Lovit. « Pavillons ».
Robert Laffont, 374 pages, 68 francs.

Brouillons du «Temps retrouvé»

L a librairie ne **est** pas fort, paraît-il. Raison **est** plus pour ne **pas** décevoir **les** mordus **de** la lecture par **des** promesses **exagérées**.

Néanmoins, **le** livre **qui** volci ne mérite **pas** tout **à** l'échelle d'inédit qu'on lui accole. Ce serait vrai, au sens habituel du mot, **et** **il** figurait au moins **quelques** pages originales, jamais rencontrées sous **aucun** autre forme, **et** qui auraient été retrouvées **par** hasard. Or **il** s'agit tout d'un **travail** recherché, **et** **il** est **l'œuvre** de spécialistes fréquentant la Bibliothèque nationale, **et** qui ont **été** plus ou moins **attentifs** **aux** versions existantes **des** textes qu'elles préfiguraient.

Le texte de brouillons serait plus exact ; **il** s'avent-textes. **Il** **qui** manque d'ailleurs **de** l'intérêt, **et** compris pour l'expert amateur en **qui** change **de** lecteur **de** Proust. **Il** **peut** aussi servir **de** la Recherche **aux** passionnés d'un **seul** **livre** **qui** donne **une** construction **de** la fin **des** années. C'est ce processus **de** la prolifération par ajouts, remords **et** reprises successives que **livrent** les cahiers surchargés réunis sous le titre **de** chez la princesse **de** Guermantes.

IMPOSSIBLE de présenter un document ■■■■ rappeler l'historique inextricable des manuscrits de Proust.

Après le refus de Gallimard ■■■■ quelques autres, Grasset a donc accepté, en 1912, de publier ■■■■ recherche du temps perdu, le tome I d'«*À l'usage*». Le tome composé était, on le voit, mineux, l'éditeur demande à Proust ■■■■ le diviser. *Swan* est composé fin 1913, *Guermantes* en 1914. *Le Temps retrouvé*, qui doit former un troisième tome, ■■■■ cartons.

Survient la guerre. Toute publication est interrompue. Proust, qui a déjà tendance ■■■■ accumuler plans, notes, ajou-

par Bertrand Poirot-Delpech

tagas « vaspéroles », se trouve délicieusement contraint, durant quatre ans, à ne rien tenir pour définitif, à raturer, à tourner rond sur son enchanter. Il invente tout à tour A l'ombre des jeunes filles en fleurs, Albertine disparue, Sodome et Gomorrhe. Il remplit recto-verso les cahiers numérotés 57 et 58 d'où sortira, après-guerre, Temps retrouvé.

C'est cette masse de brouillons qu'Henri Bonnet, professeur de lettres, ancien maire de Châteaudun et animateur de la ~~2e~~ des ~~2e~~ de Proust, a déchiffrés, recopiée et classée pendant dix ans. Il a été aidé, pour le ~~1er~~ au point finale du document, par un jeune chercheur du C.N.R.S., spécialiste de l'analyse des manuscrits modernes, Bernard Brun.

Telle qu'elle se présente, la *Matinée avec la princesse de Guermantes* est d'un maniement assez complexe. Les cahiers eux-mêmes, dans un fac-similé, page 418, nous donne d'un aperçu.

[illegible]

L'édition de la *Pléiade du Temps retrouvé* ne pouvait reproduire [] variantes. Le manuscrit prêté par Mme Mante-Proust [] seulement accompagné, en fin de volume, [] erreurs ou omissions. Le document établi par M.M. Bonnet [] Brun nous fait descendre [] espèces [] couches sédimentaires d'où procède [] création proustienne. Le choix [] galeries artistiques [] l'exploration appartient [] chaque lecteur, selon les passages [] final qu'il a élu [] sa mémoire.

UNE attention spéciale devrait aller aux premiers où se situe un dessin d'ensemble, un personnage, une leur apparition.

C'est la première fois, pages 287 ■ suivantes, que Proust esquisse une coupure ■■ ■ Temps perdu ■ Temps retrouvé, ainsi qu'un plan pour ce dernier. Ailleurs, ■ volt Bergotte ■ Vinteuil, jusque-là mal différenciés, conquièrent leur autonomie. Pages 14-16 ■ 118 prennent corps ■ ■ ■ l'union sociale ■ tant ■ l'ébauche la leur refutation, qui s'élèvera plus tard ■ la bibliothèque ■ Guermentes.

FIGURE 1 The research design.

JOSEPH
ROTH
**LE POIDS
DE LA
GRÂCE**

traduit par P. Hofer-Bürv

«Un grand roman juif...
la transposition
■ notre époque
du mythe de Job.»

Jean-Louis de Rambures
Le Monde

**LUIGI
PIRANDELLO
FEU
MATHIAS
PASCAL**

par Henry Bigot

«Un vrai chef-d'œuvre :
drôle mais aussi chaleureux,
dosage subtil
d'amertume ■ de gaieté.»

Dominique Fernandez
L'Express

CALMANN-LÉVY

autrement
EN LIBRAIRIE OU PAR ABONNEMENT

Le fantastique aujourd'hui

 **François Maspero**
1, place Paul-Painlevé - 75005 Paris

Gallimard

Nouveautés 1982

COLLECTION BLANCHE *Littérature française*

Anger H. Une petite fille en colère
 Artaud A. Œuvres complètes, t. XVII
 Artaud A. Œuvres complètes, t. VI, *nouvelle édition*
 Beucler A. Plaisirs de mémoire
 Blais M.-C. Visions d'Anna
 Blonay D. Séducteur en détresse avec photo
 Boulanger D. Table d'hôte
 Boulanger D. Hôtel de l'image
 Bourbon Busset La force des jours
 Bretagne J.-M. Les heures blanches
 Cariès F. Aux pieds du vent du Nord
 Chateaubriand Correspondance générale, t. III
 Delay J. La Fauconnier
 Devaux N. Le pressoir mystique
 Dhôtel A. Je ne suis pas d'ici
 Drevet P. Le lieu des passants
 Drieu la Rochelle P. Fragment de Mémoires
 Droguet H. Le contre-dit
 Estang L. Corps à cœur
 Etienne Quelques essais de littérature universelle
 Fickelson M. La vie intérieure
 Ghelderode M. de Théâtre VI
 Grenier J. La vie quotidienne, *nouvelle édition*
 Grenier R. La fiancée de Fragonard
 Guilloux L. Carnets 1944-1974
 Guyon M. Les purifications
 Haumont Th. Les forêts tempérées
 Jabès E. Le petit livre de la subversion hors de soupçon
 Landes-Fuss M.-G. Une baraque rouge et moche comme tout, à Venice, Amérique...
 La Tour du Pin P. Une somme de poésie, t. II
 Labro Ph. Des bateaux dans la nuit
 Lange M. Les cabines de bain
 Lemaire J.-P. L'exode et la nuée
 Léturmy M. Abraham avumonjour
 Luccin P. La taupe
 Mallarmé S. Correspondance, t. VII
 Manet E. La Mauresque
 Maulnier Th. L'étrangeté d'être
 Métellus J. La famille Vortex
 Millecam J.-P. Choral
 Modiano P. De si braves garçons

Munier R. Le moins du monde
 Nimier R. L'élève d'Aristote
 Oldenbourg Z. Le procès du rêve
 Pénard J. Jour après nuit
 Pérol J. Histoire contemporaine
 Philipe A. Les résonances de l'amour
 Pieyre de Mandiargues A. Un Saturne gai
 Poirot-Delpech B. Le couloir du dancing
 Poirot-Delpech B. Feuilletons
 Prévert - Pozner Hebdomadaires
 Privat B. L'itinéraire
 Proust M. Matinée chez la Princesse de Guermantes
 Reumaux P. Jeanne aux chiens
 Reumaux P. Largeur des temps
 Riholt C. La Favorite
 Saint-Exupéry Ecrits de guerre
 Savatier P. Le photographe
 Thomas H. Joueur surpris
 Wurmser A. Le dernier kaléidoscope
 Yourcenar M. Comme l'eau qui coule

LE CHEMIN *Littérature française*

Deguy M. La machine matrimoniale ou Marivaux
 Demélier J. Les Nouvelles Lettres de mon Moulin
 Hollier D. Politique de la prose
 Karpinski M. La soif du Domaine
 Laclavetine J.-M. Loin d'Aswerda
 Lainé P. Terre des ombres
 Le Bot M. L'œil du peintre
 Le Clézio J.M.G. La ronde et autres faits divers
 Raczymow H. Rivières d'exil
 Réda J. Hors les murs

DU MONDE ENTIER *Littérature étrangère*

Axionov V. L'île de Crimée
 Bernhard Th. L'imitateur
 Bessa Luís A. La sibylle
 Bianciotti H. L'amour n'est pas aimé
 Borodine L. Récit d'une époque étrange

Capote T. Musique pour caméléons
 Cortázar J. Nous l'aimons tant, Glenda
 Dahl R. L'homme au parapluie
 Durrell L. Le sourire du Tao
 Eliade M. Les dix-neuf
 Frisch M. L'Homme apparaît
 Fuentes C. Quaternaire
 Gloag J. Une certaine parenté
 Handke P. N'éveillez pas le chat qui dort
 Joyce J. Lent retour
 Kandel F. Finnegans Wake
 Kemal Y. Zone de repos
 Kemal Y. Tourterelle, ma tourterelle
 Kemal Y. Tu écraseras le serpent
 Lao She Sablier
 Li Tie'jen Gens de Pékin
 Mishima Y. Rides les eaux dormantes
 Mizon L. Une soif d'amour
 Neruda P. Poème du Sud et autres poèmes
 Oé K. Les premiers livres
 Pasternak B. Dites-nous comment survivre à notre folie
 Ritsos Y. Ma vie et autres poèmes
 Roth Ph. Philoctète - Perséphone - Ajax
 Savinio A. Zuckerman délivré
 Strauss B. Ville, j'écoute ton cœur
 Trifonov I. Raffut
 Walser M. Mise à mort d'un pigeon
 Wilcock J.R. La maison des cygnes
 Wolfe T. Le chaos
 L'Étoffe des héros

LA PLÉIADE *Littérature française et étrangère*

Camus A. Album
 Conrad J. Œuvres, t. I
 Giraudoux J. Théâtre complet
 Joyce J. Œuvres, t. I
 Marx K. Œuvres, t. III
 Montherlant H. de Romans, t. II
 Sartre J.-P. Œuvres romanesques
 Stendhal Œuvres intimes, t. II
 Tourgueniev I. Romans et nouvelles, t. II
 Voltaire Correspondance, t. VII
 Yourcenar M. Œuvres romanesques

DU 2 AU 19 DÉCEMBRE : entrée libre.

Gallimard

RESULTS

1 vol. 15 X 21 cm 224 pages 1000 000 photos), 65 P

DISTRIBUTION : LANORE, L. THE 75806 PARIS

241

11

411-100

Gallimard

Nouveautés 1982

LE MANTEAU D'ARLEQUIN *Théâtre français et étranger*

Bayen B.	Schliemann, épisode ignorés
Calderón de la Barca	La vie est un songe
Ducharme R.	Ha ha!
Strauss B.	Trilogie du revoir
Synge J.-M.	Deirdre des douleurs

HORS SÉRIE

Casamayor Dupin J.	L'idole et le citoyen Une apparence de soupçon
Frénaud A.	Haeres
Galbraith J.K.	Chroniques d'un libéral impénitent
Giono J.	Cœurs, passions, caractères
Gombault Ch.	Un journal, une aventure
Grosjean J.	Élie
Ionesco E.	Hugoliade
Mallet R.	Le forgeron me l'avait dit
Michaux H.	Chemins cherchés, chemins perdus, transgressions
Michaux H.	Mouvements, nouvelle édition
Minc A.	L'après-crise est commencé
Pagels E.	Les évangiles secrets
Sarraute N.	Pour un oui ou pour un non

LES ESSAIS

Beaufils M.	Le lied romantique allemand
Heusch L. de	Rois nés d'un cœur de vache
Marino A.	Étiemble ou Le comparatisme militant
Wald Lasowski P.	Syphilis

LEURS FIGURES

Cabanis J.	Lacordaire et quelques autres
------------	-------------------------------

BIBLIOTHÈQUE DES HISTOIRES

Certeau M. de	La Fable mystique
Cohen W.B.	Français et Africains
Gernet J.	Chine et christianisme
Nicolet Cl.	L'idée républicaine
	III France

BIBLIOTHÈQUE DES IDÉES

Adorno Th. W.	Quasi una fantasia
Kojève A.	Esquisse d'une phénoménologie du droit
Starobinski J.	Montaigne en mouvement

BIBLIOTHÈQUE DE PHILOSOPHIE

Bloch E.	Le Principe Espérance, t. II
Heidegger M.	Interprétation phénoménologique de la "Critique de la raison pure" de Kant

BIBLIOTHÈQUE DES SCIENCES HUMAINES

Augé M.	Génie du paganisme
Dumézil G.	Apollon sonore et autres essais
Polanyi K.	La Grande Transformation
Schapiro M.	Style, artiste et société

CONNAISSANCE DE L'INCONSCIENT

Grodeck G.	Le chercheur d'âme
McDougall J.	Théâtres du Je

TÉMOINS

Castaneda C.	Le Don de l'Aigle
Frolic M.B.	Le peuple de Mao
Le Roy Ladurie E.	Paris-Montpellier
Rosmer/Trotsky	Correspondance

ARCHIVES

Farge A/ Foucault M.	Le désordre des familles
Petitfrère C.	La Vendée et les Vendéens

ŒUVRES PHILOSOPHIQUES COMPLÈTES DE NIETZSCHE

Nietzsche F.	Fragments posthumes, t. X
Nietzsche F.	Fragments posthumes, t. XI
Nietzsche F.	Le Gai Savoir, t. V

CAHIERS DU CINÉMA GALLIMARD

Bonitzer P.	Le champ aveugle
Burch N.	Pour un observateur lointain
Renoir J.	Œuvres de cinéma inédites
Syberberg H.J.	Parsifal

CAHIERS

Cahiers Claudel n° 11	Claudé aux États-Unis
Cahiers Gide n° 11	Correspondance Gide / Bussy, III
Cahiers Giono n° 2	Dragoon, suivi de Olympe
Cahiers Paulhan n° 2	Jean Paulhan et Madagascar
Cahiers Proust n° 10	Poèmes
Cahiers Saint-John Perse n° 5	

L'UNIVERS DES FORMES

Barral i Altet X., Avril F., Gaborit- Chopin D.	Le Temps des Croisades
---	------------------------

LIVRES D'ÉTRENNES

Massin	Blasons anatomiques du corps féminin
Prévert J.	Collages
Queneau R.	Cent mille milliards de poèmes

18, RUE DE CONDÉ - 75006 PARIS

100

TEL 783.61.85 +

société

Le féminisme souffre-t-il d'un souffle au cœur ?

● Entre le désir d'autonomie et le goût de la servitude

Le féminisme est comme le furet. On le croit par ici, dans les luttes entre femmes contre les hommes, dans des mœurs à feu symboliques, de soutiens-gorge, embrassés au son d'hymnes célébrant les relations sociales, dans les revendications pour un avortement libre et gratuit, et aussi dans des combats pacifistes de haine et d'amour, dans l'humour décapant, bref, dans l'exotisme et sa vérité. Mais non, il passerait plutôt par là, surtout celui en provenance des États-Unis. On découvre ainsi un féminisme « nouvelle vague » dominant plutôt dans l'autocritique, la sagesse, la modération. La façon dont certaines se battent maintenant la coule de manque parfois pas de savoir. Suivant ses vagues, il les signes d'une avancée significative du mouvement ou bien d'un net recul, voire d'une maladie infantile incurable.

Et d'abord les faits : depuis quand et pourquoi les femmes, productrices à l'origine — comme les hommes — de richesses évidentes, au sein d'un système d'économie familiale plus ou moins autosuffisant (sans cas de femme), sont-elles devenues celles

Autres avantages : la lady en toc, isolée dans sa maison-vitrine, sa maison-école, constituera, à l'image du laquais du siècle dernier, la preuve vivante de la puissance de son maître, capable de l'entretenir dans son inutilité. Elle portera ainsi — comme l'homme-sandwich — le signe de l'impuissance et de la servilité, tout en réduisant le volant du chômage. Car une des importantes fonctions de la femme au foyer n'est-elle pas de masquer la diminution des besoins de l'emploi ? Des gens que plus du quart de la population logiquement active non seulement ne peut pas travailler, mais surtout ne le désire plus, la révolution industrielle a très certainement accompli un merveilleux tour de magie, évitant conflits, déclarations, drames larvés, qui, à tout moment, risqueraient de tourner à l'émeute. Bref, comme le suggère Katherine Blunden, les femmes enfermées n'ont-elles pas rendu — mais à quel prix ! — un service inestimable à la communauté sociale dont elles sont issues : lui éviter les tensions démontées d'un chômage insupportable ?

Est-ce justement parce que femme au foyer et peur des dangers provoqués par la sous-emploi ont, d'une certaine façon, partie liée, que les premières traces des féminismes américaines datent d'une période de relative

leur sont offertes, « pour lesquelles nous avons dû lutter, j'ai commencé à percevoir une douleur, une perpétuelle, un écoulement, une malaise sous-jacent, presque une amertume, qu'elles osaient rarement admettre. » D'où la nécessité d'une reprise de respiration, bref, d'un « second souffle », dans la suite de cette course d'obstacles.

En quoi consisterait-il ? Là, les arguments de Betty Friedan se font plus confus. A la fin de leur exposé, à l'heure de la pause, dans un désordre peu savant où voisinent statistiques, impressions personnelles, résumés de conférences, études savantes, philosophiques et propos tout simplement bouche-trou, on croit cependant comprendre de quoi il s'agit : les femmes ont eu longtemps tort de croire que seules étaient à retenir, pour défendre leur cause, les armes mêmes dont se servent les hommes : raisonnements manichéens, réponses par oui ou par non, exclusion de solutions-terme, attente d'un gain ou d'une perte nette. Betty Friedan prêche donc pour un style nouveau basé sur la pensée synthétique intuitive, qualitative sur des modes de pouvoir « contextuels » « relationnels ».

Dans un tel abord, les valeurs professionnelles et familiales ne s'excluent plus. Il ne s'agit donc pas de rechercher la réussite sociale en vouant aux gémonies les stupides mères de famille, mais de concilier tous ces aspects de la vie en espérant parvenir ainsi à un plein épanouissement des possibilités féminines et masculines. A ce stade de l'évolution, Betty Friedan compte beaucoup sur la participation ambivalente des hommes qui, après avoir reconnu les délices de la paternité, sauront, si l'on l'espère, se donner les moyens de la vivre, en refusant de travailler dix-huit heures par jour dans l'attente d'une promotion possible et d'un salaire certain. Peut-être, solidaires des femmes, réinventer-ils alors à mettre en place une nouvelle organisation du quotidien qui ne sera pas basée sur l'opposition entre salariés et chômeurs, mais tout au contraire, sur le partage des tâches et l'alternance des responsabilités.

La pire ennemie

Il existe, sans doute, de nombreux obstacles à la reprise de ce second souffle. Il faut les chercher, pour certains, non seulement dans l'histoire des pulsions, mais, paradoxalement, dans celle des femmes. Pourquoi les choses se passent-elles si mal pour elles, se demande Colette Dowling, une autre Américaine de quinze ans plus jeune que Betty Friedan ? Sa conclusion : ce n'est pas tant aux hommes — ces oppresseurs — que les femmes doivent s'en prendre, qu'à elles-mêmes. Pour Colette Dowling, en effet, la pire ennemie de la femme, c'est bien sa propre personne : déguisant sa peur du monde et de l'autre dans des attitudes déguisées, elle se rend elle-même responsable de son échec.

Colette Dowling appelle la « façade contraphobique » des femmes, et, au fond, telle Cendrillon attendant le salut du prince bien-aimé, dans les bras duquel il sera si bon d'abdiquer toute

Dans un langage aussi mal fichu que celui de Betty Friedan, usant de comparaisons parfois simplistes, et d'un plaidoyer fleuri à la va-vite, Colette Dowling dit, pourtant, à sa manière, quelque chose que les beaux esprits auraient bien tort de négliger : malgré une apparente évolution de surface, les femmes d'aujourd'hui et peut-être aussi — hélas — celles de demain, ne sont pas vraiment préparées à la liberté, mais, tout l'inverse, à la dépendance dont Albert Memmi (2) décrivait, naguère, et de bien plus en plus, la façon, les délices

EVELINE LAURENT.

LE TRAVAIL ET LA VERTU, par Katherine Blunden. Payot, 221 pages, 29 francs.

FEMMES, LE SECOND SOUFFLE, par Betty Friedan. Hachette, 318 pages, 70 francs.

LE COMPLEXE DE CENDRILLON, par Colette Dowling. Grasset, 281 pages, 65 francs.

Éloge d'une « rouge différence »

S'il y a un sujet tabou malgré l'apparente liberté des mœurs et des discours, c'est bien les règles féminines, les plus souvent cachées aux yeux des autres.

Il faut donc savoir gré à F. Edmonde Morin d'avoir soulevé un coin du voile pudique sur ces règles Anglo-Saxonnes souvent « obscures » (la malediction). S'attachant en profondeur avec un mini-schindler de jeunes femmes et aussi de jeunes hommes, F. Edmonde Morin parvient à donner un assez riche tableau des relations propres à ces règles, des comportements individuels ou couples, ainsi que des plus ou moins inconscientes qu'on adopte. L'entreprise est parfaitement louable, et passionnante, si dans cet effort, F. Edmonde Morin ne passait un temps précieux et trop peu pages à discuter de façon répétitive d'aspects, souvent, de la question de l'amour

pendant les règles l'obsède violemment, à points de vue subjectifs et vérités communes n'étaient pas sans cesse confondues, grâce à une technique particulière de l'analyse, et, enfin, un certain plaisir pour F. Edmonde Morin, ne laisse pas le lecteur dans un état de malaise. Pour F. Edmonde Morin, en effet, les règles sont l'expression la plus parfaite des rythmes physiologiques de la femme et de son essence profonde.

Dans cette mesure, tout procédé qui encouragerait le malheur du corps (techniques contraceptives, par exemple) et modifierait son équilibre serait à proscrire. Par qui, quand, et pour qui ? Les choses ne sont pas dites très clairement. Mais le danger est là : c'est toujours en renvoyant la femme aux particularités de son sexe qu'on est parvenu à mieux l'enfermer.

EVELINE LAURENT.

LA ROUGE DIFFÉRENCE, de F. Edmonde Morin. Le Seuil, 182 pages, 65 francs.

Betty Friedan change de cap

Vingt ans après ces batailles, qui ont fait d'elle le symbole des femmes victorieuses décrites par Katherine Blunden, et âgée maintenant de soixante ans, Betty Friedan s'interroge : sur la valeur de son combat, le sort des femmes en cette fin du vingtième siècle, et l'avenir du mouvement féministe. Un constat s'impose à elle : loin d'avancer vers la victoire finale, le mouvement des femmes semble plutôt en perte de vitesse. Le nombre des chômeuses s'accroît inexorablement et, en Amérique, la bataille pour l'ÉRA (amendement constitutionnel qui doit, aux États-Unis, interdire la discrimination sexuelle devant la loi) n'est toujours pas gagnée.

Mère attentive, malgré sa légende, Betty Friedan se met donc à l'écoute de ses enfants, et, plus largement, des jeunes adultes. Elle en déduit, que, « quelques choses ne va pas », « Ces filles qui maintenant violentent, travaillent si dur, déterminées à ne pas être piégées comme l'ont été leurs mères, mais qui sont dans une telle attente et tiennent pour acquises les chances qui

(1) Editions Denoël. Gonithier.
(2) La dépendance. Editions Galimard, 1979.

Un retentissement à la mesure de l'événement.

« Tout homme à bonne volonté est invité à prendre ce livre, à ouvrir les pages et à cueillir la lecture les épis dorés offerts à la moisson. »

R.P. Armogathe / Le Figaro

« Un livre à peu près sans précédent depuis deux millénaires. »

Georges Sureau / Le Point

« Les réponses du Pape... apporteront à plus d'un, lumière et réconfort, aux hommes qui semblent s'accumuler à l'horizon de l'an 2000. »

R.P. Riquet / Jours de France

« Un livre puissant qui deviendra un livre de référence. »

Claude Mauriac / France-Soir

« Un livre sans concession, sans démagogie, parfois un peu difficile, mais toujours vif et surprenant... Le livre refermé, le dialogue continue, où chacun de nous peut prendre la place de Frossard. »

Jean d'Ormesson

« Des pages admirables qui guériront les intellectuels des autres de tout le venin du nihilisme et de la désespérance. »

Jean-Marie Benoist / Le Quotidien de Paris

« Frossard a posé les questions que des hommes et des femmes d'aujourd'hui, croyants ou incroyants, auraient aimé poser. »

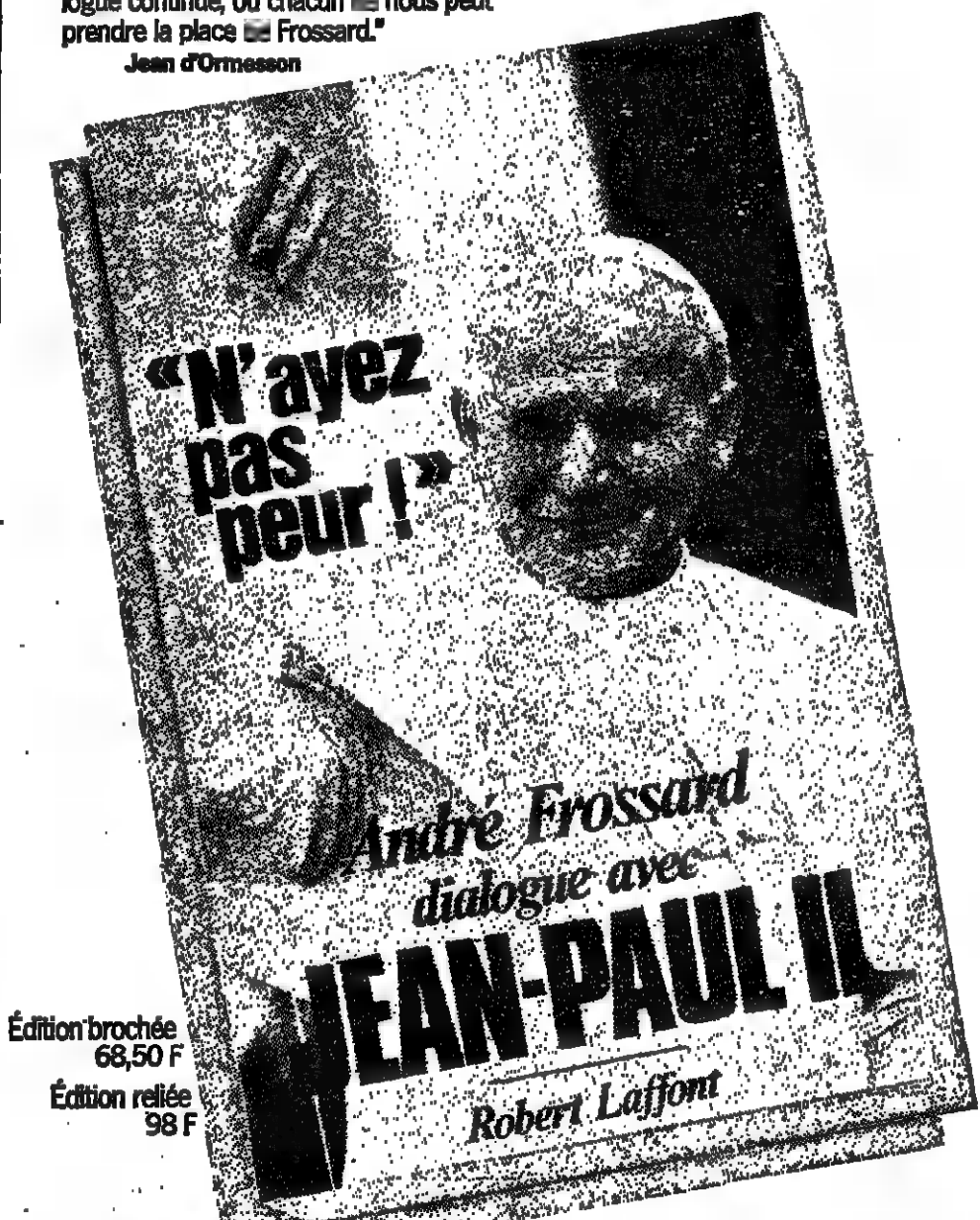
Jean Petit / Le Croix

« Une sorte "d'encyclopédie" terrain qui porte à la fois la marque de l'universel et celle d'un homme façonné par son pays natal et par le Saint-Siège. »

Henri Fesquet / Le Monde

« Fait sans précédent au Vatican, le Pape a choisi un écrivain laïque pour transmettre sa pensée aux hommes d'aujourd'hui. »

Paris-Match



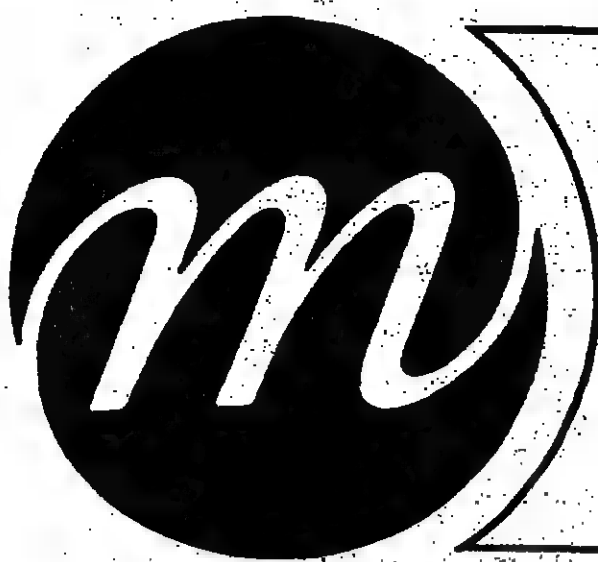
Édition brochée 68,50 F

Édition reliée 98 F

«N'ayez pas peur!»

ANDRÉ FROSSARD
dialogue avec
JEAN-PAUL II

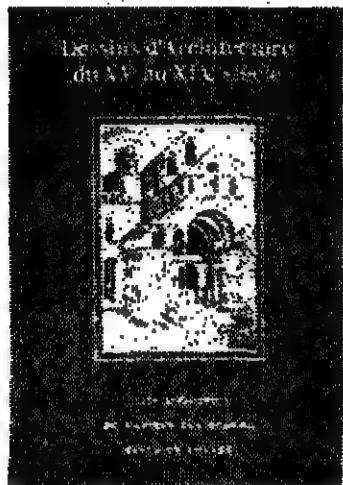
ROBERT LAFFONT



Editions de la Réunion des musées nationaux (extrait du catalogue)

Parmi les catalogues d'expositions temporaires

Dessins d'architecture du XV^e au XIX^e siècle dans les collections du musée du Louvre
1972
Exposition au Cabinet des dessins
24 x 16,5 cm, 48 p., 15 F, broché
Etude de 83 dessins — dont 11 reproduits — peu connus et rarement exposés : certains pour des projets très importants, d'autres qui relèvent de l'imagination la plus grande.



Le siècle de Rubens dans les collections publiques françaises
Grand Palais, 1977
24 x 21,5 cm, 296 p., 68 F, broché, 100 F, relié
En hommage à Rubens, présentation de plus de 200 œuvres de peintres flamands dans les églises et les musées français à l'exception du Louvre. Des œuvres de la Dame (une quarantaine), de Van Dyck et de Jordans, et de peintres moins connus sont présentées.

L'art moderne dans les musées de province
Grand Palais, 1978
24 x 21,5 cm, 340 p., 75 F, broché
Une vue d'ensemble de l'art contemporain à travers des œuvres que l'on peut voir dans les musées de province. Plus de 200 artistes sont représentés.

Cézanne, les dernières années (1895-1906)
Grand Palais, 1978
24 x 21,5 cm, 256 p., 55 F, broché
Plus de 100 peintures et aquarelles regroupées par thèmes : portraits, natures mortes, etc. Victoire. Un ensemble exceptionnel qui permet de comparer les œuvres et de suivre ainsi le développement du peintre.

Les frères Le Nain
Grand Palais, 1979
24 x 21,5 cm, 376 p., 65 F, broché
L'étude et la comparaison de tous les tableaux connus des frères Le Nain dans l'état des connaissances actuelles d'une œuvre qui porte un regard original sur le XVII^e siècle et qui pose toujours de nombreux problèmes d'attribution et d'identification.

Chardin
Grand Palais, 1979
24 x 21,5 cm, 428 p., 68 F, broché, 120 F, relié
Près de 150 des plus belles œuvres aujourd'hui dispersées rétablissent l'équilibre entre les célèbres natures mortes et les

scènes de genre et d'intérieur moins connues. Un historique détaillé accompagne chaque reproduction.

L'instrument de musique populaire. Usages et symboles
A.T.P., 1980
20 x 15,5 cm, 232 p., 55 F, broché, avec disque
Analyse du sens et des rôles dans la culture traditionnelle d'une série d'instruments — par exemple la cloche, le tambour, la flûte — choisis dans les collections françaises et étrangères.

Mucha
Grand Palais, 1980
Dossier d'Orsay n° 1
16 x 16 cm, 524 p., 65 F, broché, 125 F, relié
Présentation de l'œuvre de cet artiste tchèque dont les motifs décoratifs sont les plus représentatifs du langage de l'art nouveau. 350 dessins, affiches, illustrations, bijoux illustrent les tendances de l'art européen vers 1900.

Violet le Duc
Grand Palais, 1980
24 x 21,5 cm, 420 p., 85 F, broché, 135 F, relié
L'analyse de l'œuvre de cet architecte du XIX^e permet de restituer dans son époque et de comprendre une idée de la restauration qui a souvent été jugée excessive. 650 pièces révèlent les talents d'un artiste à qui nous devons la survie des plus importants bâtiments de notre patrimoine.

Faïences françaises
Grand Palais, 1980
24 x 21,5 cm, 323 p., 85 F, broché
Près de 500 pièces présentées avec l'histoire de chaque fabrique (Lille, Marseille, Moustiers, Strasbourg...) témoignent de la variété des styles et de la qualité artistique obtenue par cette technique importée d'Italie à la Renaissance.

Hommage à Monet
Grand Palais, 1980
24 x 21,5 cm, 380 p., 80 F, broché, 130 F, relié
Peintre du plein air et de la lumière, Monet marque un des grands tournants de la peinture. L'ensemble de son œuvre est représenté par les plus belles pièces des collections françaises.

Picasso, œuvres reçues en paiement des droits de succession
Grand Palais, 1980
24 x 21,5 cm, 328 p., 70 F, broché, 120 F, relié
L'ensemble de la donation Picasso met à lui seul une rétrospective et permet la création d'un musée avec un grand nombre d'œuvres clés et des séries d'ensemble qui éclairent toutes les périodes de sa créativité. 377 peintures, papiers collés, sculptures et 200 dessins sont présentés ici.



La vie mystérieuse des chefs-d'œuvre
La science au service de l'art
Grand Palais, 1980
24 x 21,5 cm, 338 p., 85 F, broché, 135 F, relié
À travers des exemples comme les bijoux de la reine Arégonde, le point des apports des méthodes scientifiques pratiquées par le service de recherche des collections de France dans le domaine de la connaissance et de l'étude des œuvres d'art.



La naissance de l'écriture, caractères et hiéroglyphes
Grand Palais, 1982
24 x 21,5 cm, 384 p., 100 F, broché
La lecture de ce catalogue permet de suivre le développement des premiers systèmes d'écriture inventés il y a plus de 5000 ans en Mésopotamie et en Égypte, de comprendre leur fonctionnement et les liens avec l'art et les sciences dont ils sont issus.

Parmi les catalogues des musées nationaux

Objets de toilette égyptiens au musée du Louvre
par J. Vandier d'Abbadie
1972, 27,5 x 22 cm, 111 p., 111 ill.
164 F, relié, cartonné sous jaquette
Présentation plus remarquable des pièces de la collection d'objets de toilette du Louvre depuis longtemps célèbre : coiffes, coffrets, étuis à fards, miroirs, etc. Kohol.

Les majoliques des musées nationaux
par J. Picard
1974, 28 x 22 cm, 500 p., 1448 ill.
305 F, relié, cartonné sous jaquette
Inventaire de l'ensemble des majoliques, faïences italiennes de la Renaissance à l'époque moderne, chronologie, études techniques, classification rigoureuse des types de décor.

L'âge de bronze dans la région de Paris
par J.P. Mohen
1977, 35 x 24,5 cm, 264 p., 713 dessins, 31 photos, 111 F, relié
Portraits de la région parisienne à partir de l'étude des objets et du mobilier de la région parisienne et du mobilier de la région parisienne et du mobilier de la région parisienne.

Inventaire général des gravures — Ecole française
L'œuvre gravée de François Boucher dans la Collection Edmond de Rothschild
1978, 27 x 22 cm, 440 p., 390 F, relié pleine toile

Catalogues des peintures du musée du Louvre
Ecoles étrangères
Ecoles flamande et hollandaise
par A. Brejon de Lavergnée, J. Foucart et R. Reynaud
1975, 27 x 21 cm, 111 p., 1160 ill.
noir, 100 F, relié
Italie, Espagne, Allemagne, Grande-Bretagne et divers
coordonné par A. Brejon de Lavergnée et R. Thibaut
27 x 21 cm, 111 p., 1722 ill. noir.
100 F, broché, 150 F, relié

Catalogue des peintures de Versailles
par Cl. Chéreau
1980, 27 x 21 cm, 170 p., 111 ill. 58 microfiches format 105 x 115 (6155 microfiches répertoriées). 100 F les microfiches, 150 F le catalogue seul
Liste alphabétique de toutes les œuvres peintes à Versailles ainsi que celles mises en dépôt. Premier témoignage de l'application de l'informatique dans le domaine des musées.

Catalogue des tabatières, boîtes à étuis des XVIII^e-XIX^e siècles au musée du Louvre
par S. Grandjean
1982, 27,5 x 21,5 cm, 480 p., 11 ill. coul., 665 ill. noir et blanc, 520 ill. de référence, 350 F, cartonné sous jaquette, relié
Un ensemble exceptionnel de tabatières, boîtes à étuis d'or ou de matériaux rares, répartis par provenance et par époque. L'explication et la reproduction des poésies complètent la description de chaque pièce.



Les sculptures de Notre-Dame de Cluny
par A. Erlange-Brandenburg
1982, 27 x 21 cm, 111 p., 90 F, broché

Parmi les autres ouvrages

Collection Notes et Documents des musées de France

n° 1
La politique muséologique de la Révolution d'après les archives des musées nationaux
par Y. Cantarel
1981, 24 x 15,5 cm, 111 p., 111 ill. noir, T. 1 310 p., T. 2 304 p., 150 F les deux, brochés
Édités pour la première fois, les procès-verbaux du Comité du Conservatoire du Musée permettent de connaître le fonctionnement du Musée national de 1794 à 1797. Un document essentiel pour l'histoire des collections du Louvre et l'étude des musées sous la Révolution.



n° 4 La galerie espagnole de Louis-Philippe au Louvre 1838-1848
par J. Barde et C. Marinas
1981, 24 x 15,5 cm, 312 p., 170 ill. noir, 100 F, broché
Pour la première fois depuis sa dispersion en 1833, la galerie espagnole de Louis-Philippe est reconstituée dans ce catalogue qui réunit 450 tableaux qui la composent : des chefs-d'œuvre de Goya, Greco, Murillo et Zurbarán.

Collection Notices d'histoire de l'art Ecole du Louvre

Format : 21 x 11 cm, prix unitaire : 20 F
L'ouvrage d'initiation à l'histoire de l'art : présentation sous forme de fiches analytiques précises et simples des œuvres les plus connues et les plus représentatives de leur époque.

- 1 Peinture française XVIII^e siècle
Cl. Constans
1978, 82 p.
- 2 Le XVIII^e siècle - 1
Cl. Constans
1978, 82 p.
- 3 Le XVIII^e siècle - 2
Cl. Constans
(A paraître)
- 4 Sculpture française XVIII^e siècle
par G. Bresc-Bautier
1980, 80 p.
- 5 Objets d'art du Moyen Âge
D. Gaborit-Chapin et E. Taburet
1981, 88 p.

Collection Inventaires des collections publiques françaises

Les inventaires présentent les collections publiques permanentes : description systématique, analyse historique et reproduction de l'œuvre citée. Volumes brochés illustrés, format 24 x 11 cm.

Le Mans, musée de l'art
peintures françaises du XVIII^e siècle
par E. Foucart-Walter
1984 p. 130 F

Tours, musée des Beaux-Arts ; Richelieu, musée municipal ; Azay-le-Ferron, château
Tableaux français italiens du XVIII^e siècle
par R. Fohr
1982, 208 p. 100 F

Collection Albums

Format 29,7 x 21 cm
Présentation monographique d'un chef-d'œuvre, d'un musée-château, d'un grand thème de l'histoire de l'art, d'un texte synthétique et d'une riche illustration.

L'objet d'art préhistorique
par H. Delporte
1981, 88 p., 95 F, relié, 110 F, broché
Introduction à l'art paléolithique par la présentation d'objets en pierre, en os, en ivoire, en bronze gravés et sculptés plus de 10 000 ans avant J.-C.

Chronologie Impressionniste 1863-1905

La direction d'H. et J. Adhémar, avec la collaboration de Cl. Fréchet-Thory, M. Fréchet-Oberthur, H. Loyrette
1981, 100 p., 100 F, broché, 150 F, relié
La juxtaposition par année des événements marquants du monde des arts, des idées et de la politique permet des rapprochements et des comparaisons essentiels à la compréhension de l'évolution de l'impressionnisme.

Louis XIV. Manière de montrer les jardins de Versailles
par S. Hoog
1982, 80 p., 110 F, broché.

« La manière de montrer les jardins de Versailles », rédigée par Louis XIV lui-même : un livre révélateur de la façon dont on concevait un jardin à la fin du XVII^e, en recherchant les meilleurs points de vue. Reproductions des gravures et de gouaches contemporaines.

Malmaison
par G. Hubert
1980, 88 p., 50 F, broché, 80 F, relié (édition en anglais, allemand en préparation).
Histoire des transformations et de l'aménagement du château de Malmaison à travers la vie de l'impératrice Joséphine.



Répertoire des musées et collections publiques de France

Nouvelle édition
complétée par G. Barnaud
collaboration de J.-P. Samoyault
1981, 16 cm, 456 p., 80 F, broché
musées, trésors d'églises, châteaux, etc.



Catalogue complet sur demande (contre l'envoi de trois timbres à 1,80 F.)
aux Editions de la Réunion des musées nationaux, 10 rue de l'Abbaye, 75006 Paris
Les ouvrages présentés sont en vente au musée du Louvre et dans les librairies spécialisées.

STERN
GRAVEUR
depuis 1888
Cartes de visite
Invitations
Papiers à lettres
de prestige
pour Sociétés
Ateliers et Bureaux :
148, rue de Grenelle - Paris, VII^e
75002 PARIS
Tél. : 506.86.45

ANTIQUAIRE
recherche
Beaux meubles.
Tableaux anciens. Horlogerie.
Objets d'art et de décoration.
de Lille, 25, rue de Lille,
TINOT Paris. Tél. : 261-23-90.

1912-1982
70 ans
C'est la fête chez
PICHONNIER
PHOTO SON VIDEO
148, rue de Grenelle - Paris, VII^e
Nous attendons votre visite

SONA
LA MAISON DE L'INDE
Boutique officielle
du Gouvernement de l'Inde
des cadeaux de
Bombay, Delhi
Calcutta, Madras
Paris
Saint-Honoré - 260 18 37

Le Monde
DIMANCHE
Dans son numéro du 5 décembre
**Coopératives agricoles :
les servantes maîtresses**
Elles ont fait entrer les paysans
dans l'économie moderne
mais elles ont accru leur dépendance
et n'ont pas réduit leur insécurité.
Enquête de Philippe Frémeaux

au 5^e étage
les Boutiques
**Cadeaux
en Fête**
jusqu'au 31 décembre
Aux Trois Quartiers
retrouvez le plaisir d'acheter
17, Boulevard de la Madeleine - Paris - Tél. 260.39.30

LES BIJOUX CATHERINE DENEUVE
Collier hématite, or, rubis et diamants.
FRED Joaillier
8 rue Royale, Paris 1^{er} - 360.30.65 - Le Claridge, 74 Champs-Élysées - Hôtel Meridien, Paris - Aéroport d'Orly - La Croix-Rouge, Cannes.
Hôtel Loo, Monte-Carlo - Hôtel Byblos, Saint-Tropez - 20, rue du Marché, Genève - Beverly Hills, Houston, Dallas.

CARNET

Naissances
- Brigitte Marie-Thérèse CAMUS-LAZARO et Luis Manuel de PIREZ LAZARO sont heureux d'annoncer la naissance de
Bruno Armand CAMUS-LAZARO.
Le 1^{er} décembre 1982.

Décès
- Le proviseur, M. Henri LECLERC, du Lycée international, L'ensemble des personnels, Les élèves, L'Association des parents d'élèves, La Fondation des amis du Lycée international, ont la douleur de faire part du décès de
M^{lle} Michelle BOUZEREAU,
cancrologiste du Lycée international de Saint-Germain-en-Laye, officier des palmes académiques, le 1^{er} décembre 1982 à La Varenne-Saint-Hilaire (94).
L'inhumation aura lieu dans l'église Saint-Léger de Saint-Germain-en-Laye le 4 décembre, à 11 heures.
L'inhumation aura lieu dans l'église de la famille, vers 11 h 30.
Lycée international, du Fer-à-Cheval, Saint-Germain-en-Laye.

- M^{me} Claude Hauser, son épouse, Denis Yves Hauser, Les familles Hauser, Paris, Lala, Aitenux, Brun, Gaucher, Henry, Joubert et Vincent, ont la douleur de faire part du décès de
M. Claude HAUSER,
cinquante ans, survenu, à Neuilly-sur-Seine le 1^{er} novembre 1982, à l'âge de cinquante-neuf ans.
Cet avis tient lieu de faire-part.
18, rue Ernest-Delolon, 92200 Neuilly-sur-Seine.

- Son épouse, M^{me} Henri Leclerc, ses enfants, M^{me} Philippe Leclerc, Didier, Patricia, Véronique, Manuel Leclerc, Son beau-frère, M. Maurice Leroy, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri LECLERC,
élève de l'Ecole polytechnique, membre agrégé de l'Institut des sciences françaises, survenu, en son domicile à Cannes, le 1^{er} décembre 1982, muni des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques seront célébrées le vendredi 3 décembre 1982, à 11 heures, à l'église Saint-Nicolas à Saint-Arnoult-en-Yvelines.
Ni fleurs ni couronnes, ni remplacements par des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.
Adamo-Azur, 4, rue Brouha, 91100 Saint-Arnoult-en-Yvelines.

- M. Guy Leclerc, président d'honneur, M. Yvon David, président, M. Jacques Roussel, vice-président, Le directeur de la direction du Bureau commun d'Assurances collectives, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri LECLERC,
délégué général honoraire, élève de l'Ecole polytechnique, agrégé de l'Institut des sciences françaises, survenu, en son domicile à Cannes, le 1^{er} décembre 1982, muni des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques seront célébrées le vendredi 3 décembre 1982, à 11 heures, à l'église Saint-Nicolas à Saint-Arnoult-en-Yvelines.
Ni fleurs ni couronnes, ni remplacements par des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Guy Leclerc, président d'honneur, M. Yvon David, président, M. Jacques Roussel, vice-président, Le directeur de la direction du Bureau commun d'Assurances collectives, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri LECLERC,
délégué général honoraire, élève de l'Ecole polytechnique, agrégé de l'Institut des sciences françaises, survenu, en son domicile à Cannes, le 1^{er} décembre 1982, muni des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques seront célébrées le vendredi 3 décembre 1982, à 11 heures, à l'église Saint-Nicolas à Saint-Arnoult-en-Yvelines.
Ni fleurs ni couronnes, ni remplacements par des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Guy Leclerc, président d'honneur, M. Yvon David, président, M. Jacques Roussel, vice-président, Le directeur de la direction du Bureau commun d'Assurances collectives, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri LECLERC,
délégué général honoraire, élève de l'Ecole polytechnique, agrégé de l'Institut des sciences françaises, survenu, en son domicile à Cannes, le 1^{er} décembre 1982, muni des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques seront célébrées le vendredi 3 décembre 1982, à 11 heures, à l'église Saint-Nicolas à Saint-Arnoult-en-Yvelines.
Ni fleurs ni couronnes, ni remplacements par des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Gilles Renaud, président de la CIRICA, M. Paul Laisney-Labronnière, président d'honneur du RESURCA, M. Gérard Houtart, président de CANAREP, M. Robert Spitz, président du RESURCA, M. Louis Costet, président de l'IRICASE, Les membres d'administration, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri LECLERC,
directeur général honoraire, ancien élève de l'Ecole polytechnique, membre agrégé de l'Institut des sciences françaises, survenu, en son domicile à Cannes, le 1^{er} décembre 1982, muni des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques seront célébrées le vendredi 3 décembre 1982, à 11 heures, à l'église Saint-Nicolas à Saint-Arnoult-en-Yvelines.
Ni fleurs ni couronnes, ni remplacements par des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Gilles Renaud, président de la CIRICA, M. Paul Laisney-Labronnière, président d'honneur du RESURCA, M. Gérard Houtart, président de CANAREP, M. Robert Spitz, président du RESURCA, M. Louis Costet, président de l'IRICASE, Les membres d'administration, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri LECLERC,
directeur général honoraire, ancien élève de l'Ecole polytechnique, membre agrégé de l'Institut des sciences françaises, survenu, en son domicile à Cannes, le 1^{er} décembre 1982, muni des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques seront célébrées le vendredi 3 décembre 1982, à 11 heures, à l'église Saint-Nicolas à Saint-Arnoult-en-Yvelines.
Ni fleurs ni couronnes, ni remplacements par des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Gilles Renaud, président de la CIRICA, M. Paul Laisney-Labronnière, président d'honneur du RESURCA, M. Gérard Houtart, président de CANAREP, M. Robert Spitz, président du RESURCA, M. Louis Costet, président de l'IRICASE, Les membres d'administration, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri LECLERC,
directeur général honoraire, ancien élève de l'Ecole polytechnique, membre agrégé de l'Institut des sciences françaises, survenu, en son domicile à Cannes, le 1^{er} décembre 1982, muni des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques seront célébrées le vendredi 3 décembre 1982, à 11 heures, à l'église Saint-Nicolas à Saint-Arnoult-en-Yvelines.
Ni fleurs ni couronnes, ni remplacements par des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Gilles Renaud, président de la CIRICA, M. Paul Laisney-Labronnière, président d'honneur du RESURCA, M. Gérard Houtart, président de CANAREP, M. Robert Spitz, président du RESURCA, M. Louis Costet, président de l'IRICASE, Les membres d'administration, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri LECLERC,
directeur général honoraire, ancien élève de l'Ecole polytechnique, membre agrégé de l'Institut des sciences françaises, survenu, en son domicile à Cannes, le 1^{er} décembre 1982, muni des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques seront célébrées le vendredi 3 décembre 1982, à 11 heures, à l'église Saint-Nicolas à Saint-Arnoult-en-Yvelines.
Ni fleurs ni couronnes, ni remplacements par des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Gilles Renaud, président de la CIRICA, M. Paul Laisney-Labronnière, président d'honneur du RESURCA, M. Gérard Houtart, président de CANAREP, M. Robert Spitz, président du RESURCA, M. Louis Costet, président de l'IRICASE, Les membres d'administration, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri LECLERC,
directeur général honoraire, ancien élève de l'Ecole polytechnique, membre agrégé de l'Institut des sciences françaises, survenu, en son domicile à Cannes, le 1^{er} décembre 1982, muni des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques seront célébrées le vendredi 3 décembre 1982, à 11 heures, à l'église Saint-Nicolas à Saint-Arnoult-en-Yvelines.
Ni fleurs ni couronnes, ni remplacements par des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Gilles Renaud, président de la CIRICA, M. Paul Laisney-Labronnière, président d'honneur du RESURCA, M. Gérard Houtart, président de CANAREP, M. Robert Spitz, président du RESURCA, M. Louis Costet, président de l'IRICASE, Les membres d'administration, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri LECLERC,
directeur général honoraire, ancien élève de l'Ecole polytechnique, membre agrégé de l'Institut des sciences françaises, survenu, en son domicile à Cannes, le 1^{er} décembre 1982, muni des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques seront célébrées le vendredi 3 décembre 1982, à 11 heures, à l'église Saint-Nicolas à Saint-Arnoult-en-Yvelines.
Ni fleurs ni couronnes, ni remplacements par des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Gilles Renaud, président de la CIRICA, M. Paul Laisney-Labronnière, président d'honneur du RESURCA, M. Gérard Houtart, président de CANAREP, M. Robert Spitz, président du RESURCA, M. Louis Costet, président de l'IRICASE, Les membres d'administration, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri LECLERC,
directeur général honoraire, ancien élève de l'Ecole polytechnique, membre agrégé de l'Institut des sciences françaises, survenu, en son domicile à Cannes, le 1^{er} décembre 1982, muni des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques seront célébrées le vendredi 3 décembre 1982, à 11 heures, à l'église Saint-Nicolas à Saint-Arnoult-en-Yvelines.
Ni fleurs ni couronnes, ni remplacements par des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Gilles Renaud, président de la CIRICA, M. Paul Laisney-Labronnière, président d'honneur du RESURCA, M. Gérard Houtart, président de CANAREP, M. Robert Spitz, président du RESURCA, M. Louis Costet, président de l'IRICASE, Les membres d'administration, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri LECLERC,
directeur général honoraire, ancien élève de l'Ecole polytechnique, membre agrégé de l'Institut des sciences françaises, survenu, en son domicile à Cannes, le 1^{er} décembre 1982, muni des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques seront célébrées le vendredi 3 décembre 1982, à 11 heures, à l'église Saint-Nicolas à Saint-Arnoult-en-Yvelines.
Ni fleurs ni couronnes, ni remplacements par des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Gilles Renaud, président de la CIRICA, M. Paul Laisney-Labronnière, président d'honneur du RESURCA, M. Gérard Houtart, président de CANAREP, M. Robert Spitz, président du RESURCA, M. Louis Costet, président de l'IRICASE, Les membres d'administration, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri LECLERC,
directeur général honoraire, ancien élève de l'Ecole polytechnique, membre agrégé de l'Institut des sciences françaises, survenu, en son domicile à Cannes, le 1^{er} décembre 1982, muni des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques seront célébrées le vendredi 3 décembre 1982, à 11 heures, à l'église Saint-Nicolas à Saint-Arnoult-en-Yvelines.
Ni fleurs ni couronnes, ni remplacements par des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Gilles Renaud, président de la CIRICA, M. Paul Laisney-Labronnière, président d'honneur du RESURCA, M. Gérard Houtart, président de CANAREP, M. Robert Spitz, président du RESURCA, M. Louis Costet, président de l'IRICASE, Les membres d'administration, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri LECLERC,
directeur général honoraire, ancien élève de l'Ecole polytechnique, membre agrégé de l'Institut des sciences françaises, survenu, en son domicile à Cannes, le 1^{er} décembre 1982, muni des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques seront célébrées le vendredi 3 décembre 1982, à 11 heures, à l'église Saint-Nicolas à Saint-Arnoult-en-Yvelines.
Ni fleurs ni couronnes, ni remplacements par des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Gilles Renaud, président de la CIRICA, M. Paul Laisney-Labronnière, président d'honneur du RESURCA, M. Gérard Houtart, président de CANAREP, M. Robert Spitz, président du RESURCA, M. Louis Costet, président de l'IRICASE, Les membres d'administration, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri LECLERC,
directeur général honoraire, ancien élève de l'Ecole polytechnique, membre agrégé de l'Institut des sciences françaises, survenu, en son domicile à Cannes, le 1^{er} décembre 1982, muni des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques seront célébrées le vendredi 3 décembre 1982, à 11 heures, à l'église Saint-Nicolas à Saint-Arnoult-en-Yvelines.
Ni fleurs ni couronnes, ni remplacements par des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Gilles Renaud, président de la CIRICA, M. Paul Laisney-Labronnière, président d'honneur du RESURCA, M. Gérard Houtart, président de CANAREP, M. Robert Spitz, président du RESURCA, M. Louis Costet, président de l'IRICASE, Les membres d'administration, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri LECLERC,
directeur général honoraire, ancien élève de l'Ecole polytechnique, membre agrégé de l'Institut des sciences françaises, survenu, en son domicile à Cannes, le 1^{er} décembre 1982, muni des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques seront célébrées le vendredi 3 décembre 1982, à 11 heures, à l'église Saint-Nicolas à Saint-Arnoult-en-Yvelines.
Ni fleurs ni couronnes, ni remplacements par des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Gilles Renaud, président de la CIRICA, M. Paul Laisney-Labronnière, président d'honneur du RESURCA, M. Gérard Houtart, président de CANAREP, M. Robert Spitz, président du RESURCA, M. Louis Costet, président de l'IRICASE, Les membres d'administration, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri LECLERC,
directeur général honoraire, ancien élève de l'Ecole polytechnique, membre agrégé de l'Institut des sciences françaises, survenu, en son domicile à Cannes, le 1^{er} décembre 1982, muni des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques seront célébrées le vendredi 3 décembre 1982, à 11 heures, à l'église Saint-Nicolas à Saint-Arnoult-en-Yvelines.
Ni fleurs ni couronnes, ni remplacements par des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Gilles Renaud, président de la CIRICA, M. Paul Laisney-Labronnière, président d'honneur du RESURCA, M. Gérard Houtart, président de CANAREP, M. Robert Spitz, président du RESURCA, M. Louis Costet, président de l'IRICASE, Les membres d'administration, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri LECLERC,
directeur général honoraire, ancien élève de l'Ecole polytechnique, membre agrégé de l'Institut des sciences françaises, survenu, en son domicile à Cannes, le 1^{er} décembre 1982, muni des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques seront célébrées le vendredi 3 décembre 1982, à 11 heures, à l'église Saint-Nicolas à Saint-Arnoult-en-Yvelines.
Ni fleurs ni couronnes, ni remplacements par des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Gilles Renaud, président de la CIRICA, M. Paul Laisney-Labronnière, président d'honneur du RESURCA, M. Gérard Houtart, président de CANAREP, M. Robert Spitz, président du RESURCA, M. Louis Costet, président de l'IRICASE, Les membres d'administration, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri LECLERC,
directeur général honoraire, ancien élève de l'Ecole polytechnique, membre agrégé de l'Institut des sciences françaises, survenu, en son domicile à Cannes, le 1^{er} décembre 1982, muni des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques seront célébrées le vendredi 3 décembre 1982, à 11 heures, à l'église Saint-Nicolas à Saint-Arnoult-en-Yvelines.
Ni fleurs ni couronnes, ni remplacements par des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- M. Gilles Renaud, président de la CIRICA, M. Paul Laisney-Labronnière, président d'honneur du RESURCA, M. Gérard Houtart, président de CANAREP, M. Robert Spitz, président du RESURCA, M. Louis Costet, président de l'IRICASE, Les membres d'administration, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri LECLERC,
directeur général honoraire, ancien élève de l'Ecole polytechnique, membre agrégé de l'Institut des sciences françaises, survenu, en son domicile à Cannes, le 1^{er} décembre 1982, muni des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques seront célébrées le vendredi 3 décembre 1982, à 11 heures, à l'église Saint-Nicolas à Saint-Arnoult-en-Yvelines.
Ni fleurs ni couronnes, ni remplacements par des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.


- M. Gilles Renaud, président de la CIRICA, M. Paul Laisney-Labronnière, président d'honneur du RESURCA, M. Gérard Houtart, président de CANAREP, M. Robert Spitz, président du RESURCA, M. Louis Costet, président de l'IRICASE, Les membres d'administration, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri LECLERC,
directeur général honoraire, ancien élève de l'Ecole polytechnique, membre agrégé de l'Institut des sciences françaises, survenu, en son domicile à Cannes, le 1^{er} décembre 1982, muni des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques seront célébrées le vendredi 3 décembre 1982, à 11 heures, à l'église Saint-Nicolas à Saint-Arnoult-en-Yvelines.
Ni fleurs ni couronnes, ni remplacements par des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.


- M. Gilles Renaud, président de la CIRICA, M. Paul Laisney-Labronnière, président d'honneur du RESURCA, M. Gérard Houtart, président de CANAREP, M. Robert Spitz, président du RESURCA, M. Louis Costet, président de l'IRICASE, Les membres d'administration, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri LECLERC,
directeur général honoraire, ancien élève de l'Ecole polytechnique, membre agrégé de l'Institut des sciences françaises, survenu, en son domicile à Cannes, le 1^{er} décembre 1982, muni des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques seront célébrées le vendredi 3 décembre 1982, à 11 heures, à l'église Saint-Nicolas à Saint-Arnoult-en-Yvelines.
Ni fleurs ni couronnes, ni remplacements par des messes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le président et le conseil de l'Association des anciens élèves de l'Ecole supérieure de physique et de chimie industrielles de la Ville de Paris, ont le regret de faire part du décès de
M. Henry LION,
ingénieur EPC, officier de la Légion d'honneur, président de l'Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC) et de l'Institut de retraite par répartition de l'Association pour la retraite des ingénieurs et des cadres (IRAPRI), survenu, le 25 novembre 1982, dans sa quatre-vingt-seizième année.
Les obsèques ont eu lieu le dimanche 29 novembre 1982, au cimetière du Père-Lachaise.

- M^{me} Pauline Michel, ses enfants, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de
Paul-Pierre MICHEL,
ingénieur civil des Mines, ingénieur géologue, survenu, à Draguignan, le 23 novembre 1982, dans sa soixante-douzième année.
Les obsèques ont eu lieu le dimanche 29 novembre 1982, à 11 heures, à l'église Saint-Nicolas à Saint-Arnoult-en-Yvelines.
L'inhumation aura lieu dans l'église de la famille, vers 11 h 30.
Lycée international, du Fer-à-Cheval, Saint-Germain-en-Laye.

- La rencontre des amis de
Gay MADIOT
le mercredi (et non jeudi) 15 décembre 1982, à 14 heures, au FIAP, rue Cabanis, Paris-14^e, à 12 h 15 pour la messe religieuse.
(Inscriptions au FIAP - 12 - déjeuner.)

Glenmac

Une grille prestigieuse
puffovers en
et
Burberrys
8, bd Malesherbes, Paris 8^e
55, rue de Rennes, Paris 6^e

"Les Accessibles"
d'Ilias LALAOUNIS

6.100 FF
Parure en or et argent
avec sodalite
1.600 FF
Ilias LALAOUNIS
PARIS - 364 RUE ST-HONORE (PLACE VENDÔME) TEL. 261-55-65
ATHENES, NEW YORK, GENEVE, ZURICH, TOKYO, HONG KONG

**Cures thermales
d'hiver au soleil**
Vous souhaitez profiter d'une cure thermique au soleil du Midi.
Trois stations spécialisées RHUMATISMES, RESPIRATOIRES, et MOINS d'HIVER :
CHATEAU DES BAINS, en Haute Provence : alt. 300 m, ciel le plus pur d'Europe.
AMERLE LES BAINS, en Roussillon : 20 m, le plus méridional de France.
CAMBO LES BAINS, en Basque : alt. 11 m au-dessus du niveau de la mer, cures à la SOCIÉTÉ THERMALE THERMALE DU SOLEIL, à Mazon de Thermalisme - Tél. 742.57.91 +

LA BOUGIE PARFUM
RIGAUD
PARIS
SANTAL, CHÈVREFEUILLE, CYPRES
Chez votre parfumeur, grands magasins et drugstores.
France :
B. LALLEMAND,
17, rue de Châteaudun,
75009 PARIS.
Tél. : 874-05-21.

PARIS RIO PARIS
A PARTIR DE
5600
FORUM VOYAGES
LA TERRE MOINS CHERE
1, rue Cassette (M^o Sulpice) 75006 Paris Tel. 544.39.61
17, rue d'Artois (M^o Opéra) 75002 Paris Tel. 268.11.94
72, rue Jeanne-d'Arc 75001 Paris Tel. 351.98.32.59

PARIS RIO PARIS
A PARTIR DE
5600
FORUM VOYAGES
LA TERRE MOINS CHERE
1, rue Cassette (M^o Sulpice) 75006 Paris Tel. 544.39.61
17, rue d'Artois (M^o Opéra) 75002 Paris Tel. 268.11.94
72, rue Jeanne-d'Arc 75001 Paris Tel. 351.98.32.59

PARIS RIO PARIS
A PARTIR DE
5600
FORUM VOYAGES
LA TERRE MOINS CHERE
1, rue Cassette (M^o Sulpice) 75006 Paris Tel. 544.39.61
17, rue d'Artois (M^o Opéra) 75002 Paris Tel. 268.11.94
72, rue Jeanne-d'Arc 75001 Paris Tel. 351.98.32.59

SPORTS

TENNIS INFLATION POUR LES EXHIBITIONS

A peine le rideau était-il tombé sur le dernier acte d'un Coupe Davis rétro le tennis-dollars reprenait ses droits la forme d'un match Europe-Etats-Unis, disputé à Barcelone, par lequel la raquette des deux continents et d'un tournoi invitation organisé à Anvers et baptisé pompeusement championnat des champions.

La principale caractéristique est d'offrir aux joueurs une somme d'offres de 700 000 dollars au total, dont 300 000 dollars au vainqueur et 100 000 dollars au finaliste - et de porter préjudice aux Internationaux d'Australie, la dernière levée du grand chelem, qui se trouvent « dépeuplés », la dernière ligue de série évoluant à Melbourne étant classée soixante-troisième joueur mondial. La faute, il est vrai, incombe partiellement aux organisateurs australiens. Pour redonner du lustre à leur épreuve, ceux-ci ont modifié la date afin de faire coïncider le tournoi avec le féminin alors que le calendrier du tournoi d'Anvers était depuis trois ans.

En dépit de ces inconvénients, le tournoi d'Anvers, dans la direction générale de M. Pierre Darmon, l'ancien « patron » de Roland-Garros, pourrait, à l'avenir, prendre place parmi les grands rendez-vous officiels. L'idée d'une « coupe » entre les vainqueurs des tournois européens du Grand Prix est intéressante. Mais, pour l'instant, la part des vedettes n'est pas la sportive l'épreuve : McEnroe, Lendl, Wilander et Borg, qui n'ont gagné aucun tournoi cette année, sont « protégés » jusqu'aux quarts de finale. - A.G.

BILLARD. - A Lyon, Yannick Despiers, B.C. Argenteuil, champion de France au billard artistique, réalisant, sur une table à 10 points.

RUGBY. - Le Mouvement ant-apartheid (M.A.A.) s'est élevé le 23 novembre contre l'organisation éventuelle d'une tournée en France d'une équipe de rugby sud-africain composée de Noirs et de blancs exclusivement. Une telle tournée a été envisagée par les présidents des fédérations française et sud-africaine de rugby, respectivement M. Fernand Craven, qui se sont rencontrés le 23 novembre à Agen pour mettre au point les détails de la tournée française en juin prochain. Le M.A.A. a souligné que les joueurs, noirs ou blancs, ne sont pas pour leur valeur sportive, mais pour leur couleur de peau, et que, à l'heure de quelques matches, et réintègreraient immédiatement après les fédérations raciales et leurs ghettos.

LA BOUGIE PARFUM
RIGAUD
PARIS
SANTAL, CHÈVREFEUILLE, CYPRES
Chez votre parfumeur, grands magasins et drugstores.
France :
B. LALLEMAND,
17, rue de Châteaudun,
75009 PARIS.
Tél. : 874-05-21.

LA BOUGIE PARFUM
RIGAUD
PARIS
SANTAL, CHÈVREFEUILLE, CYPRES
Chez votre parfumeur, grands magasins et drugstores.
France :
B. LALLEMAND,
17, rue de Châteaudun,
75009 PARIS.
Tél. : 874-05-21.

LA BOUGIE PARFUM
RIGAUD
PARIS
SANTAL, CHÈVREFEUILLE, CYPRES
Chez votre parfumeur, grands magasins et drugstores.
France :
B. LALLEMAND,
17, rue de Châteaudun,
75009 PARIS.
Tél. : 874-05-21.

LA BOUGIE PARFUM
RIGAUD
PARIS
SANTAL, CHÈVREFEUILLE, CYPRES
Chez votre parfumeur, grands magasins et drugstores.
France :
B. LALLEMAND,
17, rue de Châteaudun,
75009 PARIS.
Tél. : 874-05-21.

LA BOUGIE PARFUM
RIGAUD
PARIS
SANTAL, CHÈVREFEUILLE, CYPRES
Chez votre parfumeur, grands magasins et drugstores.
France :
B. LALLEMAND,
17, rue de Châteaudun,
75009 PARIS.
Tél. : 874-05-21.

LA BOUGIE PARFUM
RIGAUD
PARIS
SANTAL, CHÈVREFEUILLE, CYPRES
Chez votre parfumeur, grands magasins et drugstores.
France :
B. LALLEMAND,
17, rue de Châteaudun,
75009 PARIS.
Tél. : 874-05-21.

INFORMATIONS « SERVICES »

RÉTROMANIE

Les belles ventes du mois

Comme chaque année à l'approche des fêtes les ventes d'antiquités et de bijoux sont nombreuses à l'hôtel Drouot.

Le 2 décembre un ensemble de dix-huitième et dix-neuvième siècle, sera dispersé par le ministère de M. Milon et Juthéau, que des pièces anciennes et modernes. D'autres ventes classiques avec des bijoux et des objets de valeur.

Les numismates retrouveront avec un vif intérêt, le 4 décembre, la vente de M. Lecomte et Dayen, la suite de la collection Marcel Tessier avec des jetons, médailles, billets et monnaies d'extrême-orient. Rapprochons qu'à la première vente de ce grand collectionneur, un « billet Monnaie » de 1707 a obtenu, le 5 novembre dernier, une enchère de 100 000 F par un acheteur anonyme.

Le 11 décembre, M. Lecomte et Dayen, la suite de la collection Marcel Tessier avec des jetons, médailles, billets et monnaies d'extrême-orient. Rapprochons qu'à la première vente de ce grand collectionneur, un « billet Monnaie » de 1707 a obtenu, le 5 novembre dernier, une enchère de 100 000 F par un acheteur anonyme.

Le 11 décembre, M. Lecomte et Dayen, la suite de la collection Marcel Tessier avec des jetons, médailles, billets et monnaies d'extrême-orient. Rapprochons qu'à la première vente de ce grand collectionneur, un « billet Monnaie » de 1707 a obtenu, le 5 novembre dernier, une enchère de 100 000 F par un acheteur anonyme.

Le 11 décembre, M. Lecomte et Dayen, la suite de la collection Marcel Tessier avec des jetons, médailles, billets et monnaies d'extrême-orient. Rapprochons qu'à la première vente de ce grand collectionneur, un « billet Monnaie » de 1707 a obtenu, le 5 novembre dernier, une enchère de 100 000 F par un acheteur anonyme.

Le 11 décembre, M. Lecomte et Dayen, la suite de la collection Marcel Tessier avec des jetons, médailles, billets et monnaies d'extrême-orient. Rapprochons qu'à la première vente de ce grand collectionneur, un « billet Monnaie » de 1707 a obtenu, le 5 novembre dernier, une enchère de 100 000 F par un acheteur anonyme.

Le 11 décembre, M. Lecomte et Dayen, la suite de la collection Marcel Tessier avec des jetons, médailles, billets et monnaies d'extrême-orient. Rapprochons qu'à la première vente de ce grand collectionneur, un « billet Monnaie » de 1707 a obtenu, le 5 novembre dernier, une enchère de 100 000 F par un acheteur anonyme.

Le 11 décembre, M. Lecomte et Dayen, la suite de la collection Marcel Tessier avec des jetons, médailles, billets et monnaies d'extrême-orient. Rapprochons qu'à la première vente de ce grand collectionneur, un « billet Monnaie » de 1707 a obtenu, le 5 novembre dernier, une enchère de 100 000 F par un acheteur anonyme.

Le 11 décembre, M. Lecomte et Dayen, la suite de la collection Marcel Tessier avec des jetons, médailles, billets et monnaies d'extrême-orient. Rapprochons qu'à la première vente de ce grand collectionneur, un « billet Monnaie » de 1707 a obtenu, le 5 novembre dernier, une enchère de 100 000 F par un acheteur anonyme.

Le 11 décembre, M. Lecomte et Dayen, la suite de la collection Marcel Tessier avec des jetons, médailles, billets et monnaies d'extrême-orient. Rapprochons qu'à la première vente de ce grand collectionneur, un « billet Monnaie » de 1707 a obtenu, le 5 novembre dernier, une enchère de 100 000 F par un acheteur anonyme.

Le 11 décembre, M. Lecomte et Dayen, la suite de la collection Marcel Tessier avec des jetons, médailles, billets et monnaies d'extrême-orient. Rapprochons qu'à la première vente de ce grand collectionneur, un « billet Monnaie » de 1707 a obtenu, le 5 novembre dernier, une enchère de 100 000 F par un acheteur anonyme.

Le 11 décembre, M. Lecomte et Dayen, la suite de la collection Marcel Tessier avec des jetons, médailles, billets et monnaies d'extrême-orient. Rapprochons qu'à la première vente de ce grand collectionneur, un « billet Monnaie » de 1707 a obtenu, le 5 novembre dernier, une enchère de 100 000 F par un acheteur anonyme.

Le 11 décembre, M. Lecomte et Dayen, la suite de la collection Marcel Tessier avec des jetons, médailles, billets et monnaies d'extrême-orient. Rapprochons qu'à la première vente de ce grand collectionneur, un « billet Monnaie » de 1707 a obtenu, le 5 novembre dernier, une enchère de 100 000 F par un acheteur anonyme.

Le 11 décembre, M. Lecomte et Dayen, la suite de la collection Marcel Tessier avec des jetons, médailles, billets et monnaies d'extrême-orient. Rapprochons qu'à la première vente de ce grand collectionneur, un « billet Monnaie » de 1707 a obtenu, le 5 novembre dernier, une enchère de 100 000 F par un acheteur anonyme.

Le 11 décembre, M. Lecomte et Dayen, la suite de la collection Marcel Tessier avec des jetons, médailles, billets et monnaies d'extrême-orient. Rapprochons qu'à la première vente de ce grand collectionneur, un « billet Monnaie » de 1707 a obtenu, le 5 novembre dernier, une enchère de 100 000 F par un acheteur anonyme.

suivant d'importants tableaux modernes (Bonnard, Marquet, Van Dongen et une épreuve en bronze de l'« Age d'airain », de Rodin).

On retiendra encore à l'Orléans (M. Savot) des jouets anciens le 5 décembre et des monnaies le 6 décembre.

Orfèvrerie et objets de vitrine les 5 et 19 décembre à l'Isle-Adam, de l'archéologie et des chineries le 12 décembre.

En dépit d'un net fléchissement sur les pièces médiocres, la verrerie d'art nouveau maintient des cotes élevées pour les œuvres de qualité : l'occasion sera donnée de vérifier pour Gallé et Daum, dont les pièces exceptionnelles présentées par P. Camard, seront mises en vente à Monte-Carlo au Sporting d'hiver les 11 et 12 décembre par le ministère M. Adar-Picard-Tajan.

Les impressionnistes chez Sotheby

Pour les amateurs de l'art contemporain, la vente la plus intéressante de l'année, qu'il faut chercher les plus grandes œuvres : Cézanne, Matisse, Picasso, Rouault, Delaunay, Léger, Dali Magritte, seront mises en vente de New Bond Street le 11 décembre (11 heures) et le lendemain 12 décembre (14 heures).

Cherchez-les à Londres, le 9 décembre, seront présentées les plus belles œuvres de l'art moderne, des peintures de Picasso, Matisse, Rouault, Delaunay, Léger, Dali Magritte, seront mises en vente de New Bond Street le 11 décembre (11 heures) et le lendemain 12 décembre (14 heures).

Cherchez-les à Londres, le 9 décembre, seront présentées les plus belles œuvres de l'art moderne, des peintures de Picasso, Matisse, Rouault, Delaunay, Léger, Dali Magritte, seront mises en vente de New Bond Street le 11 décembre (11 heures) et le lendemain 12 décembre (14 heures).

Cherchez-les à Londres, le 9 décembre, seront présentées les plus belles œuvres de l'art moderne, des peintures de Picasso, Matisse, Rouault, Delaunay, Léger, Dali Magritte, seront mises en vente de New Bond Street le 11 décembre (11 heures) et le lendemain 12 décembre (14 heures).

Cherchez-les à Londres, le 9 décembre, seront présentées les plus belles œuvres de l'art moderne, des peintures de Picasso, Matisse, Rouault, Delaunay, Léger, Dali Magritte, seront mises en vente de New Bond Street le 11 décembre (11 heures) et le lendemain 12 décembre (14 heures).

Cherchez-les à Londres, le 9 décembre, seront présentées les plus belles œuvres de l'art moderne, des peintures de Picasso, Matisse, Rouault, Delaunay, Léger, Dali Magritte, seront mises en vente de New Bond Street le 11 décembre (11 heures) et le lendemain 12 décembre (14 heures).

Cherchez-les à Londres, le 9 décembre, seront présentées les plus belles œuvres de l'art moderne, des peintures de Picasso, Matisse, Rouault, Delaunay, Léger, Dali Magritte, seront mises en vente de New Bond Street le 11 décembre (11 heures) et le lendemain 12 décembre (14 heures).

Cherchez-les à Londres, le 9 décembre, seront présentées les plus belles œuvres de l'art moderne, des peintures de Picasso, Matisse, Rouault, Delaunay, Léger, Dali Magritte, seront mises en vente de New Bond Street le 11 décembre (11 heures) et le lendemain 12 décembre (14 heures).

Cherchez-les à Londres, le 9 décembre, seront présentées les plus belles œuvres de l'art moderne, des peintures de Picasso, Matisse, Rouault, Delaunay, Léger, Dali Magritte, seront mises en vente de New Bond Street le 11 décembre (11 heures) et le lendemain 12 décembre (14 heures).

Cherchez-les à Londres, le 9 décembre, seront présentées les plus belles œuvres de l'art moderne, des peintures de Picasso, Matisse, Rouault, Delaunay, Léger, Dali Magritte, seront mises en vente de New Bond Street le 11 décembre (11 heures) et le lendemain 12 décembre (14 heures).

Cherchez-les à Londres, le 9 décembre, seront présentées les plus belles œuvres de l'art moderne, des peintures de Picasso, Matisse, Rouault, Delaunay, Léger, Dali Magritte, seront mises en vente de New Bond Street le 11 décembre (11 heures) et le lendemain 12 décembre (14 heures).

PARIS EN VISITES

VENDREDI 12 DÉCEMBRE

De Carrière à Kabanov, 12 h 30, Petit Palais, M. Zajovic.

Atelier de peinture de tapisseries, 15 h, 17, rue Campagne-Première, Mme Bacholier. Les Invalides, 15 h, statue de Napoléon, M. Bouquet des Champs.

Exposition Oudry, 17 h, Grand Palais, M. Saint-Girons (Calais nationale des monuments historiques).

Exposition Oudry, 15 h, Palais (Approche de l'art).

Exposition Fantin-Latour, 13 h 30, Grand Palais (Arts et curiosités de Paris).

L'Opéra de Garnier, 17 h, entrée, D. Bouchard.

Exposition Delacroix, 14 h, Louvre, porte Janvier, D. Bouchard.

Ateliers de l'Hotel de la Monnaie, 14 h 15, 11, quai (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

La Sorbonne, 15 h, 46, rue Saint-Jacques, M. Jalet.

Hotel de Louvre, 14 h 45, 17, quai d'Anjou, M. de la Roche.

Exposition Oudry, 15 h, Grand Palais.

De l'Hotel de Lamoignon à celui des Invalides, 15 h, 15, 24, rue Pavée (Paris et son histoire).

De Saint-Roch aux hôtels de la rue de la Harpe, 14 h 30, 14, rue de la Harpe (Paris pittoresque et insolite).

Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges, 14 h 30, 14, rue de la Harpe (Régénération du passé).

De la rue de la Parcheminerie à la Comédie-Française, 14 h 30, 1, rue des Carmes (Le Vieux Paris).

De la rue de la Parcheminerie à la Comédie-Française, 14 h 30, 1, rue des Carmes (Le Vieux Paris).

De la rue de la Parcheminerie à la Comédie-Française, 14 h 30, 1, rue des Carmes (Le Vieux Paris).

De la rue de la Parcheminerie à la Comédie-Française, 14 h 30, 1, rue des Carmes (Le Vieux Paris).

De la rue de la Parcheminerie à la Comédie-Française, 14 h 30, 1, rue des Carmes (Le Vieux Paris).

De la rue de la Parcheminerie à la Comédie-Française, 14 h 30, 1, rue des Carmes (Le Vieux Paris).

De la rue de la Parcheminerie à la Comédie-Française, 14 h 30, 1, rue des Carmes (Le Vieux Paris).

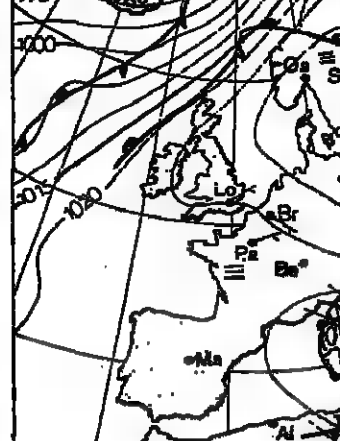
De la rue de la Parcheminerie à la Comédie-Française, 14 h 30, 1, rue des Carmes (Le Vieux Paris).

De la rue de la Parcheminerie à la Comédie-Française, 14 h 30, 1, rue des Carmes (Le Vieux Paris).

De la rue de la Parcheminerie à la Comédie-Française, 14 h 30, 1, rue des Carmes (Le Vieux Paris).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 12.12.1982 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France le vendredi 12 décembre : le même type de temps que les derniers jours : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Vendredi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

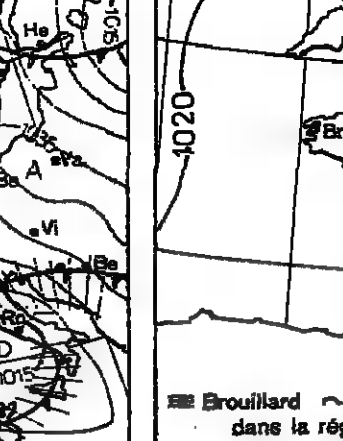
Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

PRÉVISIONS POUR LE 12.12.1982 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France le vendredi 12 décembre : le même type de temps que les derniers jours : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Vendredi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

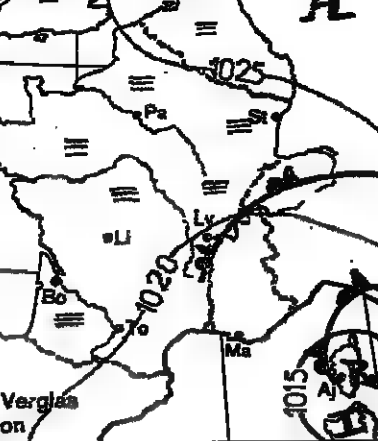
Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

PRÉVISIONS POUR LE 13 DÉCEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France le samedi 13 décembre : le même type de temps que les derniers jours : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

Samedi : la dépression méditerranéenne se maintiendra au large de la France. L'anticyclone du nord de l'Allemagne continuera à couvrir les régions septentrionales provoquant un temps brumeux et frais.

CONFÉRENCES

14 h, 15, rue de l'Ecole-de-Médecine, F. Schwarz : « L'homme et le sacré ou les structures de l'imaginaire » (Nouvelles Actuelles), entrée gratuite.

14 h 30 et 16 h 45, Musée des arts décoratifs, R. Barthes : « L'apocalypse et l'âge d'or » (Argol).

15 h, 30, Sorbonne, amphithéâtre Bachelard : « Les sociétés un mal en soi » (Université populaire de Paris).

20 h 15, 11 bis rue Kappler : « Y a-t-il des preuves de réincarnation ? » (Loge aux deux théâtres), entrée gratuite.

20 h 30, 26, rue Bergère, Dr Gensoul : « Le chiffre 3 et les triplicates dans la tradition celte » (L'homme et la connaissance).

20 h 45, 11 bis, rue Saint-Martin, P. Lescat : « Offrande » (Rosa Croix A.M.O.R.C.).

VENTES

ARTISTES ET LA POLOGNE.

Sous le patronage de la Ville de Paris, l'Association artistique pour la culture de la Pologne organise une vente aux enchères des œuvres d'art offertes par les artistes, le 8 décembre à 20 heures, à l'austral du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 16, quai de New-York, 75018 Paris.

Le dépôt des œuvres devra se faire au sous-sol du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 8, rue de la Harpe, 75013 Paris, à l'adresse de M. Saint-Paul, 75013 Paris (Impasse avec barrière).

Le 30 novembre, le 1er et 2 décembre, au plus tard, de 15 heures à 17 h 30.

La compagnie artistique pour la culture de la Pologne, 15, rue de la Harpe, 75013 Paris, Tél. 274-22-82, poste 223.

Le Monde

Service des Abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09, C.C.P. Paris 6207-23.

ABONNEMENTS

324 F 519 F 910 F

Tous pays étrangers par voie normale

ASSURANCES

LE GROUPE DROUOT VEUT MODULER SES POLICES D'ASSURANCE-VOL EN FONCTION DU RISQUE

Face au problème de la multiplication des cambriolages, en 1982, par an, le groupe d'assurances Drouot a modifié sa politique commerciale.

Constatant que, une police d'assurance multirisque contractée par un particulier (incendie, dégâts des eaux, vol sans responsabilité civile du chef de famille), l'assurance-vol représente 50 % de la prime et que 60 % des vols portent sur des bijoux.

Le groupe Drouot a, pratiquement, imposé à ses clients, une prime de réévaluation, trois formules : la première du tout assure le vol (en le dégageant pour les autres risques) ; la seconde assure le vol hors les bijoux ; la troisième assure l'assurance-vol, moyennant une prime forte surprise.

La compagnie part du principe que seule une minorité de ménages détient des bijoux de valeur, qu'il faut pénaliser ceux qui ne le font pas, et qui, de ce fait, font payer à tous les gens les leurs bijoux.

La compagnie part du principe que seule une minorité de ménages détient des bijoux de valeur, qu'il faut pénaliser ceux qui ne le font pas, et qui, de ce fait, font payer à tous les gens les leurs bijoux.

La compagnie part du principe que seule une minorité de ménages détient des bijoux de valeur, qu'il faut pénaliser ceux qui ne le font pas, et qui, de ce fait, font payer à tous les gens les leurs bijoux.

La compagnie part du principe que seule une minorité de ménages détient des bijoux de valeur, qu'il faut pénaliser ceux qui ne le font pas, et qui, de ce fait, font payer à tous les gens les leurs bijoux.

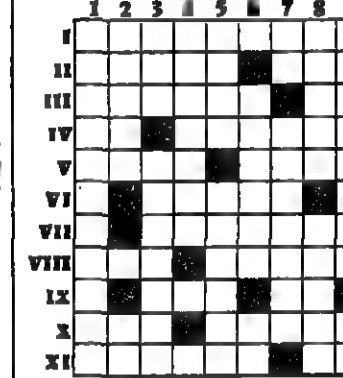
La compagnie part du principe que seule une minorité de ménages détient des bijoux de valeur, qu'il faut pénaliser ceux qui ne le font pas, et qui, de ce fait, font payer à tous les gens les leurs bijoux.

La compagnie part du principe que seule une minorité de ménages détient des bijoux de valeur, qu'il faut pénaliser ceux qui ne le font pas, et qui, de ce fait, font payer à tous les gens les leurs bijoux.

La compagnie part du principe que seule une minorité de ménages détient des bijoux de valeur, qu'il faut pénaliser ceux qui ne le font pas, et qui, de ce fait, font payer à tous les gens les leurs bijoux.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3333



HORIZONTALEMENT

1. Son code ne s'adresse, en général, qu'à des gens instruits. - II. Couper ou invier un interlocuteur prolix en faire autant. - III. Partis très recherchés. Personnel. - IV. Lettre grecque. Faire subir affres de la quarantaine. - V. On ne risque de couler pour avoir trop nagé. Est attachant, mais pas toujours séduisant. - VI. Note d'azur. - VII. Symphonie d'or. - VIII. Dégarnit un panier de fruits. - IX. Séparation. - X. Enigme. Divinité. - XI. Carrefour aux nombreuses voix internationales. Harmonisera une gamme chromatique. - XII. Une ascendance avunculaire.

VERTICALEMENT

1. On peut la faire par devant. - 2. Emballer le corps. - 3. Fit confiance en son assurance. Opte pour la retraite anticipée. - 4. Un des dessous de la franc-maçonnerie. - 5. Cycles sur la route de l'histoire. Pourvu d'un crochet. - 6. Foyer d'éternelles révolutions. Pratiques. - 7. Note. Bien qu'il soit fait pour s'étendre, il se replie souvent sur lui-même. - 8. L'eau des perles d'une exceptionnelle pureté. Fera danser. - 9. Faire beaucoup de bruit pour vent. Agent outrageant.

Solution du problème n° 3332

Horizontalement : 1. Papillote. - II. Initiale. - III. Enfant. Ira. - IV. Dé. Noubas. - V. Dame. Art. - VI. Eu. Ration. - VII. Ateule. - VIII. Impie. Sol. - IX. Cour. Gs. - X. Hume. Agio. - XI. Eta. Arien.

Verticalement

Mathematical Symbols

1

Les surprises de la chine

L'antiquité, avec ses fabuleuses réserves, offre aux chercheurs de cadeaux d'insurpassables objets à tous les prix, pleins de charme et d'originalité.

Au plaisir de « chiner » s'ajoute la joie

d'offrir. Mais ne partez pas en chasse avec une idée préconçue.

Si vous avez l'intention d'acheter un bijou ancien, n'hésitez pas à y renoncer lorsque vous

trouvez chez un marchand du passé une statuette Renaissance, une pendule romantique... ou une enseigne de forgeron.

Achetez au coup de cœur et soyez assuré que votre acquisition provoquera chez son destinataire sensible le même choc en retour. — F. G.

Rendez-vous à la Bastille

Le Salon des antiquaires, qui est organisé dans l'ancienne Bastille jusqu'au 11 décembre, a l'avantage de grouper plus de cent cinquante antiquaires sélectionnés sur un espace restreint. Une promenade au hasard des stands offre à chaque pas de si nombreuses suggestions que le seul embarras est celui du choix.

Pour orienter vos pas dans ce labyrinthe aux cadeaux, voici quelques points d'appui : catégories, références aux numéros des stands, prix, de 50 à 25 000 francs, pourront aussi déterminer vos choix. L'acheteur du moment, 10 F, facilitera votre prospection.

BIJOUX, ORFÈVRES

Broches et bagues romantiques à partir de 1 500 F (stand 358).
Petites bagues en or anciennes, 500 à 1 000 F (stand 407).
Chaînes en or, à partir de 1 500 F (stand 303).
Chaînes en argent d'homme en or, 2 000 à 3 000 F (stand 303).
Chaînes de perles, à partir de 1 000 F (stand 303).
Épingles à cravates, boutons de manchettes en or, à partir de 800 F (stand 358).
Petites broches 1930, 150 F (stand 221).
Timbale en argent dix-neuvième siècle, 550 F (stand 308).
Verseuse dix-neuvième siècle en métal argenté, 2 000 F à 4 000 F (stand 465).
Théière Restauration en argent massif, 7 500 F (stand 407).

CURIOSITÉS

OBJETS INSOLITES

Médaille à gilet en cuivre rouge, 1 250 F (stand 482).
Bougeoir en fer forgé dix-neuvième siècle, 1 200 F (stand 509).
Pot à soupe de mineur en étain dix-neuvième siècle, 1 500 F (stand 111).
Pot pour la falaise dix-neuvième siècle, 1 200 F (stand 465).
Émigrante (yo-yo) dix-neuvième siècle en porcelaine, 700 F (stand 418).
Verre bouquet de violette, 180 F (stand 468).
Petits cadres pour photos en laque émaillée 1930, 300-350 F (stand 221).
Cadre de verre en peinture Directoire, 400 F la paire (stand 418).
Whisky, 250-300 F (stand 410).
Bistrot, 60 F, verre gravé dix-neuvième siècle, 100 F (stand 111).
Casse de scaphandrier en cuivre, 11 000 F (stand 253).
PETITS MEUBLES
Guéridon Napoléon III, décor de nacre, 4 500 F (stand 214).
Panetière provençale, 18 000 F (moins cher qu'à Marseille), (stand 512).
Table de vendange à plateau pivotant en orisier, 4 500 F (stand 114).
Commode en laque d'ambroisie, meuble de maître formant coffre à bijoux, 3 000 F (stand 260).
Guéridon 1925, 11 000 F (stand 218).
Chaises pailonnées, 800 F la paire (stand 114).
Miroir de mariage du Jura, 1 500 F (stand 309).
Coffrets dix-neuvième siècle en écaillé ou en nacre, 500 F (stand 402).

OBJETS DÉCORATIFS

Fruits sculptés en pierre à partir de 120 F (stand 352).
Fruits sculptés en marbre, 350 F (stand 216).
Bouquet dix-neuvième siècle en chêne sculpté, la paire, 15 000 F (stand 408).
Petit panier en opaline monté sur porcelaine, 310 F (stand 418).
Pendule portique Charles X, 5 500 F (stand 214).

Fontaine Directoire en cuivre : 5 200 F (stand 408).

Peinture d'applique en bronze 1930, signé Perzel 1925 : 9 800 F (stand 221).

Grande statue en terre cuite dix-neuvième siècle figurant une pomone : 15 000 F (stand 310).
Petit bateau en bouteille : 1 250 F (stand 253).

FAIENCES, PORCELAINE

Assiette de Coïl à sujets historiques : 200 F (stand 214, 894).
Cache-pot en Wedgwood à partir de 800 F (stand 508).

Bouquetière en Vieux Rouen : 2 400 F (stand 512).

Paire de potiches larmes : 8 500 F (stand 408).

Douze assiettes de des Indes dix-neuvième siècle : 14 000 F (stand 214).

Verre d'écoussée en faïence dix-neuvième siècle : 1 100 F (stand 308).

Paire de statuettes en porcelaine Vieux Paris : 3 900 F (stand 618).

Statuette en faïence anglaise lustrée : 300-800 F (stand 482 et 410).

Tisaniera Louis-Philippe : 950 F (stand 618).

Saladier de saint Clément : 800 F, service à thé en porcelaine de Paris : 300 F (stand 358).

OBJETS DE COLLECTION

Tabatières en bois, corne, art populaire : 500 à 1 000 F (stand 358).

Miniatures dix-neuvième et dix-neuvième siècle : 1 000 à 2 500 F (stand 208, 260).

Façons à sésame en cristal : 1 500-2 000 F (stand 418).

Boucles de pèlerin cloutées : 500-800 F (stand 258).

Figurine militaire dix-neuvième siècle en uniforme Empire : 1 800 F (stand 301).

Cadran solaire dix-neuvième siècle : 6 500 F (stand 404).

Grenouilles en bronze-encor : 500 F (stand 253).

Grande pipe allemande en porcelaine : 1 450 F (stand 308).

Baromètre de poche : 500 F (stand 253).

Petit pistolet coup de poing dix-neuvième siècle, à partir de 1 000 F (stand 301).

Carte à manche d'ivoire : 200 F (stand 250).

Maquettes de bateau, à partir de 5 000 F (stand 404).

Paire de verres ronds dix-neuvième siècle : 1 500 F (stand 308).

Cannes à système : 800-2 500 F (stand 458 et 508).

Netsukés : 2 500-3 500 F (stand 307).

GRAVURES, TABLEAUX, SCULPTURES

Gravures de mode dix-neuvième siècle, à partir de 50 F, gravures dix-neuvième siècle encadrées, à partir de 500 F (stand 308).

Paysages de Barbizon, à partir de 3 500 F (stand 112, 521).

Jeunes russes, dix-neuvième et dix-neuvième siècle, à partir de 3 000 F (stand 501).

Ecole hollandaise, dix-neuvième siècle, « Les Patineurs », 8 500 F (stand 521).

Statuettes d'église en bois sculpté, dix-septième, dix-huitième, à partir de 2 900 F (stand 111).

Statue en bronze de Steinlen : 7 000 F (stand 253).

Animaux en bronze de Vienne, à partir de 500 F (stand 260).

Statue en bronze de Frémiet, 2 500 F (stand 111).

Petits personnages en ivoire de Dieppe, à partir de 2 000 F (stand 404).

Petit lion anglais en albâtre, dix-neuvième siècle, 1 500 F (stand 216).

Bouddha thaïlandais, dix-neuvième siècle, 650 F (stand 216).

Garantis sur facture

Si vous n'avez pu vous rendre à la Bastille, nous avons sélectionné quelques bonnes adresses d'antiquaires spécialisés qui offrent d'autres possibilités de cadeaux dans un bon rapport qualité-prix, et garantissant l'authenticité des objets vendus, soit par des factures descriptives, soit par certificat d'expert.

ARGENTERIE

Jacqueline EDOUARD, Marché Biron, Stand 29-39, 85, rue des Rosiers, 75004 Paris. Timbale en argent en parfait état à partir de 480 F. Verseuse égoïste à la mine : 2 200 F. Tastevin à partir de 800 F. Grand choix d'argenterie en cristal à monture d'argent.

BIJOUX

Paul TERRIE : 35, rue du Colisée, 75008 Paris. Stand sous-sol du Village suisse. Bagues en or anciennes 500 et 1 000 F. Camées en or fin XIX^e à partir de 5 000 F. Chaînes en or 1930 : 2 000-3 000 F. Montres de col : 1 800-2 500 F.

PEPIN : Louvre des Antiquaires, 5, allée Desmoulins, 75004 Paris. Grand choix de bijoux XVIII^e et XIX^e à partir de 800 F. Bagues romantiques, chaînes en or.

OCTERNAUD, 31, rue des Deux-Ponts, 75004 Paris. Grand choix de bijoux XVIII^e et XIX^e à partir de 800 F. Bagues romantiques, chaînes en or.

GILLET : 19, rue d'Arcole, 75004 Paris. Grand choix de bijoux XVIII^e et XIX^e à partir de 800 F. Bagues romantiques, chaînes en or.

BOITES ET MINIATURES ANCIENNES

Nicole KRAMER, Louvre des Antiquaires, 5, allée Desmoulins, 75004 Paris. Boîtes Napoléon III : 250-300 F. Boîtes XVIII^e en or, miniatures à partir de 1 800 F. Boîtes scientifiques, instruments de chirurgie de 500 à 3 000 F.

ARCHEOLOGIE

BELLET, Marché Paul-Bert, 100, rue des Filles-du-Calvaire, 75001 Paris.

Bons coins

Pour trouver les adresses de dernière heure voici encore quelques adresses.

LE LOUVRE DES ANTIQUAIRES : 280 magasin, place du Palais-Royal 75001. Ouvert du mardi au dimanche de 11 h à 19 h.

LA COUR AUX ANTIQUAIRES : 18 boutiques et galeries de tableaux, 54, rue de Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Sauf dimanche et lundi matin.

MARCHÉS AUX PUCES DE SAINT-OUEN : Du périphérique à la rue des Pucelles, 18 boutiques, dimanches, lundis, 10 h à 18 h.

VILLAGE SUISSE : 78, rue de la Harpe, 54, rue de la Morte-Picquet, 75005 Paris. Jeudi au lundi.

VERSAILLES : Passage des Feuilles (entre rue Rameau et la place de l'Étape-aux-Vins), 18 boutiques, armes, bijoux, 10 h à 18 h. Samedi, dimanche.

SCHILZ

Sacs exclusifs
Bijoux sport - Foulards
Gants - Porte-Documents
BAGAGES DE QUALITÉ
CAGÈRES
RAFFINÉES
ET
Son parfum
BALZANES TROIS
30, RUE CAUMARTIN
Tél. 266.46.48
parking gratuit
7, RUE CAUMARTIN

CHOCARNE

le spécialiste de la perle de culture
Choix exceptionnel
1, rue de la Paix
Paris

Monnaies et thèmes de l'antiquité d'Ilias LALAOUNIS



Boucles d'oreilles en or 18 carats



1.850 FF

Ilias LALAOUNIS

PARIS - 364 RUE ST-HONORE (PLACE VENDÔME) TEL : 261-55-65
ATHENS, NEW YORK, GENEVE, ZURICH, TOKYO, HONG KONG

LA BAGAGERIE



Dans le vent en veau souple 575 F

Paris : 12, rue Tronchet
41, rue du Four
74, rue de Passy
Tour Maine-Montparnasse

Salavin
à vous mettre l'eau à la bouche
59 rue Planchat, 75020 Paris - Tél. 370.32.32

ÉMAUX ET PIERRES
JACQUES GAUTIER
Broche cristal sur émail incrusté d'une pierre... 1 000 F
Clips d'oreilles... 100 F
Eau de parfum... et originale
36, rue Jacob, Paris (6^e)
260-84-33

EMERICH MEERSON
PARIS
11 Rue Tronchet 75008 PARIS
et chez concessionnaires Paris et province

LA BAGAGERIE
Serviette compartimentée
porc véritable 500 F
Le vide-poches en veau
199 F
Paris : 12, rue Tronchet
41, rue du Four
74, rue de Passy
Tour Maine-Montparnasse

UN ORGUE A PARTIR DE 795 F TTC.
Démonstrations permanentes :
LOWREY - YAMAHA - HAMMOND -
JOHANNUS - TECHNICS - ELKA -
FARFISA - GEM - VISCONTI -
KORG - CASIO - CRUMAR...
Ecole d'orgue.
hamm
La passion de la musique.
135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité

L'Inde déchirée de Ritwik Ghatak

En attendant Macbeth

Le nouveau visage du Festival de Nancy

EXPOSITIONS

ALBERT GLEIZES

Les règles du jeu

PETITES NOUVELLES

Denis Cohen
dirige
Jukka Tiensuu
Pinocchio ?
avec **W. Kai Usterl** soprano
Jonathan Harrold
Shakti
ESPACE DE PROJECTION
loc. 278.79.95

Dans le cadre du « Mois de la Photo 82 »

Paris Audiovisuel et le Musée d'art moderne de la Ville de Paris
invitent les lecteurs du *Monde* à une projection en avant-première
du film C.M., d'AGNÈS VARDA

ULYSSE

et à la visite des expositions de photographie de :




FEDERICO FELLINI
DUANE MICHALS
CLAUDE BATHO

Le mardi 7 décembre 1982 à partir de 18 heures au Musée d'art moderne, 11, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris

AVEC LE CONCOURS DE LA SOCIÉTÉ ILFORD

Les invitations seront envoyées au fur et à mesure de la réception des demandes, dans la mesure des places disponibles.

INVITATION POUR 1 PERSONNE (*)
2 PERSONNES

à retourner  Monde ■ J.F. Courreur, 5, rue des Italiens 75427 PARIS Cedex 09, accompagné d'une enveloppe non timbrée, à   et adresse.

[illegible]

	1 ligne*	1 ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

	1 ligne*	1 ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,61
AUTOMOBILES	31,00	36,61
AGENDA	31,00	36,61

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUZES ET EXPLOSIFS

recherche pour un de ses établissements du SUD-OUEST :

UN INGENIEUR

SERVICE DEVELOPPEMENTS ET PROCEDES DES PROPERGOLIS SOLIDES

Diplôme d'ingénieur : Mécanique ou Génie Chimique.

- Connaissances indispensables de l'extrusion des matières plastiques
- Expérience : quelques années.

UN TECHNICIEN SUPERIEUR ELECTRONICIEN

B.T.S. Electronique ou équivalent

- Bonnes connaissances en : circuits intégrés, micro processeurs, tubes électroniques, transistors
- Expérience : 10 ans.

Envoyer avec photo sous No 53784 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Les Consultants du Département Recrutement de la Société :

EUREQUIP

vous informent de leur nouvelle adresse

15, avenue d'Eylau 75116 PARIS

Tél. 553 84 73

EUREQUIP

Paris-Londres-Houston

emploi régional

CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE de Bourgogne-Franche-Comté

recherche

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Diplôme d'Etudes supérieures scientifiques ou d'Ecole d'ingénieurs

30 ans minimum

Expér. quelq. années pb d'exploitation

Sous l'autorité du directeur, dirige service de 80 personnes (Saisie, Etudes, Exploitation)

Ordinat. IBM 370/148 sous DOS/VSE

Sera gestionnaire sous aspects économique et direction du personnel.

Salaire : 160.000 F départ

Env. lettre C.V. avant 15-12-1982 à Directeur C.R.A.M. 38, r. de Cracovie à DIJON SAINT-APOLLINAIRE 21044 DIJON Cedex

Poste pour COIFFEUR pour l'industrie HARMONIE, sachant travailler seule avec possibilité de promotion.

S.M.F. M. KELLER, 14, rue des Bosquets, 68400 RIEDERSHEIM.

Environnement agréable, C.C.N. 51, recherche directeur adjoint. Diplôme ENP ou cadre hospitalier expérimenté. Candidature, C.V. et rémunération envoyée à Monsieur le Directeur du C.H.M., 28211 ROSCOFF.

Organisme Régional Agricole rech. pr débiter et suivre des programmes de dével. agricole. Jeune diplômé Sciences Eco-Agro + I.A.E. cherche à s'installer. Adm. C.V. et photo, au Directeur du C.H.M. régional, 234 bis, r. du Port-Neuf, 88034 PONTIERES CEDEX.

Secrétariat bilingue en T.P. : pour faire face à une expansion très rapide au plan national, le GASTP recherche pour prendre les fonctions de CHEF d'agence à Paris, Marseille, Metz, Nancy, 4 CONSEILS EN ORGANISATION ET EN GESTION. Ils seront chargés de dével. avec une grande autonomie d'act. le savoir-faire de la Société qui s'est spécialisée dans l'informatic. du b.t. et des T.P. — Expérience indispensable en organisation, étude, réalisation en milieu BTP, en gestion avec bonnes notions comptabilité. — connaissances souhaitées : informatique, statistiques, anglais, contacts à haut niveau et mobilité régionale. Les candidatures sont à adresser à J. MOUTON, 11, chemin de Lapeyrouse, route de Fouché, 91000 ALBI.

Grand quotidien national recherche pour une « mission ponctuelle » un(e) chef de publicité

70.000 F

Publicitaire du métier, ayant une expérience commerciale de 3 à 5 ans en tant que Chef de Publicité dans un support, nous lui confierons pour 6 mois la responsabilité d'une partie de notre clientèle. Son talent de négociateur commercial, son sens du marché et sa connaissance éprouvée du milieu des annonceurs et des agences le rendront immédiatement opérationnel dans sa mission de fidélisation et de développement.

M. Tallandier vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence 8.887 M, 55, avenue Bugeaud, 75116 PARIS.

Bernard Julhiet Psycom

Membre du Syntec.

La France des cadres actifs

Pour la première fois une enquête réalisée par IPSOS en 1982 pour le compte de 12 supports presse dont *Le Monde*

Tout ce qu'un Responsable de recrutement à toujours voulu savoir

- Leur attitude vis-à-vis des rubriques d'offres d'emploi,
- La fréquentation des rubriques des différents supports,
- Le portrait des lectorats de chaque rubrique,
- Le message à émettre.

A partir de ces données et pour une meilleure utilisation des résultats, REGIE PRESSE/Le Monde publie, une synthèse de cette enquête :

« La France des cadres actifs : Les intentions et les faits »

Pour recevoir « La France des cadres actifs » : adresser votre carte de visite ou envoyer ce bon à découper à : Jacques Degès, Directeur Régie Presse / Le Monde, 85 bis, rue Réaumur 75002 Paris

ELMO (FILIALE MERLIN-GERIN)

INSTALLATIONS ELECTRIQUES INDUSTRIELLES ET BATIMENTS

recherche

LA PLAINE SAINT-DENIS

1) 1 CADRE CCIAL D'EXPERIENCE

nouveau titre métropole et autres régions

PROFIL : Bon technicien et connaissance du milieu industriel et des investissements.

2) 1 INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL EXPORT

MISSION : Responsable du service exploitation. Contacts clients. Bon commercial et anglais courant.

PROFIL : Ecrire avec CV manuscrit et présentation à ELMO, S.P., 93212 LA PLAINE-SAINT-DENIS.

CABINET EXPERTISE COMPTABLE ET COMMISSARIAT AUX COMPTES

DIPLOME H.E.C., E.S.C.P.

EXPERIENCE 4 ou 5 ANS DANS UN CABINET INTERNATIONAL POUR DIRECTION de sa section

AUDIT

Ecrire sous le N° 081 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ d'INGÉNÉRIE (230 personnes) PARIS - GARE DE LYON

recherche

1 TECHNICIEN(NE) ELECTRONICIEN(NE) CONFIRMÉE

BTS en électronique

5 à 8 ans d'expérience

Ce Technicien sera chargé d'étudier et de suivre la réalisation de petites séries électroniques en Technologie analogique et numérique.

- Déplacements de durée en France et à l'étranger pour assurer des opérations de maintenance.
- Anglais courant.
- Dynamisme et adaptation.

Envoyer lettre manuscrite, CV+photo réf. 53701 à Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ÉDITION DE PRESSE

filiale d'un grand groupe de communication, spécialisée dans la presse magazine à vocation grand public,

CADRE DE HAUT NIVEAU

SPECIALISTE DES TECHNIQUES DE DOCUMENTATION

MISSION :

- pilote le démarrage d'une application documentaire informatisée ;
- participe au développement du système en fonction de l'évolution des techniques documentaires ;
- recherche l'optimisation des prestations rendues par le service documentaire et l'ensemble de la société ;
- anime une équipe de documentalistes et photos (30 personnes).

PROFIL :

- 35 ans environ ;
- titulaire d'une formation de documentaliste ;
- anglais courant apprécié ;
- plusieurs années d'expérience (de préférence dans la presse) intégrant l'utilisation de bases de données ;
- capacité à diriger une équipe de 30 personnes.

Poste à Paris, la rémunération, en rapport avec l'importance du poste, sera de la valeur du candidat.

Envoyer C.V. + lettre sous réf. N. 2573 à PUBLICITES REUNIES, 112, Bd Voltaire - 75011 PARIS qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOIS

SECRÉT. DE DIRECT.

18 ans expérience rédaction tous actes juridiques, spécialité droit commercial recherche

POSTE JURIDIQUE ou COMMERCIAL

Avec responsabilité.

Env. C.V. 5410 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 8, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 23 ans, DEUS anglais/allemand, dipl. de l'EAD, nat. belge, poste cadre, commerce intern., market, ou gestion financière, basée à Paris ou à l'étranger. Env. à Sylvie Simonin, 106, rue de Belleville, 75018 Paris.

enseignement

LA CALIFORNIE PEUT-ÊTRE... L'AMERICAN CENTER SUREMENT

281, Bd Voltaire 75011 Paris

633-67-28

JEUNE JURISTE

pour CABINET FRANCO-BELGE

titulaire D.E.S. droit privé, bonnes réf. troupe tous documents juridiques, recherche poste juridique et/ou commercial.

J.F. 27 ans, ex. dactylo, Très bonne réf. troupe tous documents juridiques, recherche poste juridique et/ou commercial.

Inscriptions à partir du 28 nov. Préparation au T.O.E.F.L. Cours pour ent. de 8 à 10 ans.

travail à domicile

J.F. 27 ans, ex. dactylo, bonne réf. troupe tous textes scientifiques ou littéraires (thèses, romans, etc.).

traduction

Traductions Français-Russe ou travaux de dactylo typique. Tél. 046-42-47.

automobiles

H. 52 ans, parlant anglais, all., ital., habitude contact clients, ch. emploi région parisienne, T. 347-55-01.

J.F. 21 ans, niveau BTS soudeuse, angl., notions all., ch. emploi horizon de zones ou rds Tél. : 55-55-01.

J. Fils, 19 ans, dactylo 1^{er} éch., C.A.P. employé de bureau, cherche emploi région Nord ou VOIRIN, 100, rue de la République, 59180 MONTMORIN. Tél. : 984-18-13.

de 5 à 7 CV.

A vendre, G.S. X2 1976, 85 700 km, exc. état général. Travaux, auto, avec fact. Radio. PK 8 300 F. Tél. 046-42-47.

de 11 à 17 CV.

Urgent à vendre très bon état

MERCEDES 220 D

Tél. 046-42-47.

propositions diverses

L'état offre de nombreuses possibilités d'emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (16) S.P. 40220 PARIS.

JOURNALISTE

anc. quatre années d'expérience professionnelle, rédaction, reportages, secrétaire de rédaction, etc. Recherche des problèmes de la presse, recherche une place dans les médias de la communication. Toutes propositions étudiées. Env. M. GAUTHIER, 1, av. de la République, 75013 Paris.

	1997-98	1998-99
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	

* Pourcentage selon surface ou nombre de publications.

appartements ventes

**PETITS TERRITOIRES
de CHASSE**
dont un constructible
possibilités étangs
Ecris **HAVAS ORLÉANS**
N° 200.506.

HAUTES-ALPES
vds à 10 km au sud de G
PERME ANCIENNE
Comportant : F4 neuf
F4 rénové, grande dépend
SUR 2 1 m² de terrain
Tél. (04) 21 51-50

CROISSY-SUR-SEINE
300 m Centre. 3 TERRAIN
de 800 m², grandes faces
entièrement viabilisées
PRIX T.V.A. INCLUSE
AGENCE DE LA TERRE
Le Vésinet - (3) 976-05

au prix du terrain agric.
cultivé. Vue s/ collines
pente douce, seul. 80 miles
sud-est de Tucson, Ariz.
180 acres de sup., à 3,000
U.S. l'acre. Fac. paiement.
tiers accept. Offre limitée.
Roberts, V.P. Universal Prop.
ties. 1658 N.E. 162 St.

viagers
Etude LODEL 35, bd Voltaire
PARIS XI^e - Tél. 355-61
Spécialiste viagers. Expérience
discrétion, conseils.

F. GROS : 266-194
8, RUE LA BOÉTIE (8°),
Prix rappelés indexés garantis
Etude gratuite discrète.

**DU STUDIO AU 6 PIÈCES
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris, Ile-de-Fr.
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis avenue de Villiers**

ION

Vente sur saisie [redacted] au Palais de Justice de PARIS
le jeudi 16 [redacted] 1982 à 14 [redacted]

UN APPARTEMENT à PARIS-5
de 3 pièces et cave - 1^{er} étage dans l'immeuble
2 et 4, rue [redacted]

MISE A PRIX : 300.000 FRANCS
Maître W. [redacted] avocat, 7, av. [redacted] Madrid, [redacted] NEUILLY-S/SEIN

UN IMMEUBLE à BRUELL-EN-VEXIN (78)
composé de 2 parties séparées par le chemin d'intérêt commun de l'Épône, en grande partie clos de murs
1) UNE BELLE PROPRIÉTÉ logement domestique, commun, parc, log. jardinier, 2 pièces d'eau
Serrus. Surface totale 8 EL 67 A. 31 CA.
2) JARDIN POTAGER divers, pièces de terre
Surf. totale 1 EL 66 A. 50 CA
MISE A PRIX : 1 100 000 F.
S'adr. pr renseignements : M. J.-M. REYNAUD, 5, rue Pierre Bertin.

Vente Palais de Justice **9 H 30** TV, Mardi 14, 1982 - 14 h - 3 LOTS

1) **TERRAIN ST-LEU-LA-FORÊT** (95) 14, rue Jean-Jacques Rousseau
2) **APPART PONTOISE** (95) Impos. TAVET n° 1 et 13 r. DELACOURT
3) **APPART PONTOISE** (95) Impos. TAVET n° 1 et 13 r. DELACOURT

M. à P. 1) 100 000 F 2) 45 000 F 3) 35 000 F

S'adresser à Mr CANTIN, avocat à PARIS. 3, bd de Charonne

BOBIGNY, CRETEIL et NANTERRE

Service des Domaines
Adjudication ■ ■ ■ 17 des Domm. à 14 h 30.
Salle des Ventes des Domaines, 17, rue Scrive, à PARIS (9^e).
TERRAIN ■ BATIR 1 064 m²
LIBRE
■ SCEAUX
Quartier ■ ■ ■

Renseignements : **Mise à prix : 1 215 000 F**
Direction : **Service :** **Haus-de-Seine-SD, 5^e division, bureaux**
364, Tour : **304, rond-point du Pont de Sèvres, B.P. 323**
92107 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex.
Téléphone : **et**

LIBRE
MISE A PRIX : 2.000.000 F
Pouvant être
M^{re} Yves **TOURAILLE**, avocat ■ PARIS-9^e, 48, rue de Cligny
Tél. : 574-45-85 - M^{re} P. **MIZON**, syndic à PARIS, ■ ■ ■ Sébastopol
Visites : 3, 7, ■ et 14 ■ ■ ■ 1982 de 14 h 30 ■ 16 h.

HABITAT
BUREAU D'AM
LOGEMENT D'AM

AFFAIRES

LA CRISE DE LA SIDÉRURGIE

M. MAUROY: Pas de licenciement sans reclassement

Le premier ministre a évoqué la situation de la sidérurgie lorraine, mercredi 1^{er} décembre, à l'Assemblée nationale, au cours de la séance consacrée aux questions au gouvernement.

Répondant à M. Rossinat (U.D.F., Meurthe-et-Moselle), qui assurait que « la déception engendre colère et désespoir dans le Nord et en Lorraine », M. Mauroy, constamment interrompu par l'opposition, a déclaré: « J'ai eu en effet en Lorraine samedi matin pour exprimer la solidarité de la nation aux Lorrains et aux sidérurgistes comme je l'ai fait à Denain, et comme je le ferai s'il est nécessaire dans les autres régions. (1). Le monde ouvrier, vous ne le connaissez pas ! Je connais les sidérurgistes, j'ai grandi avec eux, je leur ai parlé le langage de la franchise. »

M. Mauroy a souligné: « Bien entendu, cette modernisation de la sidérurgie, dans la situation de crise où nous nous trouvons, entraîne des réductions de capacité et ne permet

pas de maintenir l'emploi partout. J'annoncerai samedi aux Lorrains que le gouvernement tiendra ses engagements, comme je l'ai fait vendredi dernier dans le Val de France. J'annoncerai la création effective dans les bassins touchés d'une série d'emplois industriels qualifiés, comme cela a été promis. D'autres listes suivront. J'annoncerai que la formation professionnelle fera l'objet d'un effort tout à fait exceptionnel. »

M. Mauroy a ensuite affirmé: « D'ici là, aucun ouvrier ne sera licencié. » — « Pas de licenciement sans reclassement », a ajouté le premier ministre. La situation telle que vous nous l'avez laissée en organisant un sauve-qui-peut général, nous la redresserons ! Il faudra patience et volonté. Nous en avons. Les ouvriers, dans leur grande majorité, le savent. »

(1) Le premier ministre doit se rendre samedi matin 4 décembre à Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle).

Bonn menace de ne pas aider l'Arbed Saarstahl

Le gouvernement ouest-allemand a menacé, le 1^{er} décembre, de ne pas aider les aciéries saaraises Arbed Saarstahl, au bord de la faillite. « Le gouvernement n'est pas prêt à engager à lui tout seul les moyens financiers nécessaires au sauvetage de l'entreprise », a souligné M. Lambrecht, ministre de l'Économie. Le ministre a exprimé sa déception devant le refus des syndicats d'accepter la renonciation au paiement de la moitié du treizième mois en 1983 et 1984. En outre, la maison mère, Arbed Luxembourg, a refusé d'octroyer un crédit « garanti » quatre ans pour l'assainissement de sa filiale. « Le gouverne-

ment ne peut puiser plus longtemps dans les caisses de l'État alors que les autres ne font rien », a donc souligné M. Lambrecht, tout en précisant toutefois que Bonn allait payer 18,5 millions de marks nécessaires au remboursement des traites venant à échéance. Le ministre de l'Économie n'exclut pas que la firme soit ensuite obligée de se déclarer en faillite. Vingt mille emplois directs et dix mille emplois de sous-traitants seraient menacés dans la Sarre. Le gouvernement de M. Kohl s'engage donc dans une épreuve de force avec le puissant syndicat I.G. Metall.

La crise oblige Dow Chemical à se retirer d'Arabie Saoudite

Le groupe Dow Chemical a dénoncé l'accord de « joint venture » qu'il avait signé en mai 1981 avec la Saudi Arabian Basic Industries Corporation (SABIC) pour la construction d'une plate-forme pétrochimique de 1,5 milliard de dollars (10,5 milliards de francs) à Jubail.

Le numéro deux de la chimie des États-Unis a invoqué la crise et la surproduction pour justifier sa décision. Ce retrait va le contraindre à passer en compte de pertes et profits une somme de 26 millions de dollars (182 millions de francs). Conséquence: la SABIC renonce à construire sur le site de Jubail une fabrique de polyéthylène haute densité de 180 000 t/an. Le groupe saoudien maintient néanmoins le projet de vaporisateur de 500 000 t/an d'éthylène. Selon l'« Arab News », les partenaires de l'Arabie Saoudite dans d'autres projets pétrochimiques (Exxon, Mobil, Shell, Mitsubishi) connaissent des difficultés analogues à celles de Dow.

Dow Chemical, dont les bénéfices ont chuté de 34 % au 30 septembre dernier, avait récemment signé avec un autre accord de « joint venture » pétrochimique signé avec le groupe yougoslave INA.

LA C.E.E. ET HONGKONG ONT SIGNÉ UN ACCORD SUR LA LIMITATION DES ÉCHANGES TEXTILES

(De notre correspondant)

Bruxelles. (Communiqué européen). — Un accord commercial entre la C.E.E. et Hongkong a été signé le 23 décembre 1982 à l'occasion de la signature de l'accord de libre-échange entre la C.E.E. et le Royaume-Uni. L'accord concerne les produits textiles et les vêtements. Les quotas d'importations pour cinq produits ultra-sensibles (T-shirts, chemises, pantalons, chemises et chemisiers) seront, en 1983, inférieurs à ceux alloués à Hongkong pour 1982. La réduction se situe entre 6,3 % et 8,3 % selon les produits, soit une moyenne pondérée de 7,5 %.

Les négociations avec la Corée du Sud et le Mexique, les deux autres principaux fournisseurs de la C.E.E., devraient être menées à bonne fin d'ici à la fin de la semaine dans des conditions sans doute très voisines de celles qui prévalent dans l'accord avec Hongkong. Ph. L.

Chômage partiel aux aciéries de Pompage du 23 décembre au 31 janvier. — Sédur a annoncé le 1^{er} décembre une période de chômage conjoncturel du 23 décembre au 31 janvier pour la quasi-totalité des trois mille salariés des aciéries de Pompage, près de Nancy.

La Sofaris, « super-fonds » de garantie des prêts et participation, est créée

Annulée par M. Pierre Mauroy dans son discours du 1^{er} septembre 1981, la mise en place d'un « super-fonds » de garantie, pour mission de « surmarchander » et de réassurer les fonds de garantie déjà existants, est désormais chose faite. Mercredi 1^{er} décembre 1982, M. Jacques Delors, ministre de l'Économie et des Finances, a fait état de la création de la Société française pour l'assurance du capital-risque des petites et moyennes entreprises (Sofaris), société anonyme d'économie mixte. La Sofaris dispose d'un capital de 100 millions de francs, souscrit par le Trésor, les banques, les établissements mutualistes (le Crédit agricole, en avril prochain, pas le Crédit mutuel) et les assurances. C'est la première fois, dans l'histoire financière française, que pratiquement toutes les institutions du pays ont participé dans un même organisme. Outre son capital, la Sofaris dispose de deux fonds de garantie de 100 millions de francs chacun: le fonds A, destiné à garantir les risques de nature très « exposée », souscrit à 75 % par le Trésor et à 25 % par le système financier concurrentiel, et le fonds B, applicable aux risques professionnels nor-

maux, souscrit à 50 % par le Trésor et à 50 % par le système financier concurrentiel. La Sofaris a pour mission de garantir les prêts participatifs accordés par les banques pendant le deuxième semestre de 1980: 400 millions de francs en 1981.

Recommandations particulières

Depuis le début de 1982, les formules ont été assouplies. Désormais, les banques ne sont plus obligées de faire intervenir une caution mutuelle, la pourcentage de la garantie revenant, en 1982, de 75 % à 85 %. En outre, la procédure de garantie est ouverte à pratiquement toutes les entreprises, et, toutefois, une nette préférence pour les entreprises exposées à l'international, vouées à la conquête du marché intérieur et n'utilisant pas de matériel étranger le créancier fournisseur.

La dotation du fonds A est portée de 100 à 200 millions de francs. De plus, les recommandations particulières — soit 100 millions de francs, qui auront été versés pour 1 milliard de francs, au moins, de prêts participatifs en 1982, soit 100 millions de francs, qui auront été versés pour 1 milliard de francs de prêts participatifs en 1983, sont super-bonifiées de 13,50 %. A l'heure actuelle, les recommandations du Fonds A garantissent des prêts participatifs s'élevant à environ 1 milliard de francs.

Outre ce fonds, la Sofaris va recevoir la gestion d'un fonds de garantie de la garantie des prises de participation, avec une dotation de 100 millions de francs, financée par le Trésor. Ce fonds garantira les prises de participation effectuées par les banques régionales, les P.M.E. à Nantes, Participix à Lille et l'IRDI à Toulouse, à l'exception de Siparex à Lyon, qui a refusé la garantie. Il sera également financé par la

Sofindas, organisme de prises de participation, par les compagnies d'assurance, et les sociétés financières d'innovation, Sofinindex, du Sofinova. A partir de la fin de 1983, la Sofaris assurera la garantie des participations de plus de 1 million de francs prises par les S.D.R., qui bénéficient d'une prime à effet. Enfin, la Sofaris, en tant que gestionnaire, assurera le FEOGAM (économie d'énergie), INODEV et le Fonds de garantie aux prêts participatifs accordés aux organismes d'économie sociale (associations, coopératives, mutuelles). Annoncée en septembre 1981 par M. Michel Rocard, ministre d'État chargé du plan et de l'aménagement du territoire, la création de ce fonds, géré par la Caisse centrale de crédit coopératif, est subordonnée à la prise en garantie de la Sofaris.

Sur le plan pratique, deux niveaux de garantie sont prévus: la Sofaris. Jusqu'à 1 million de francs, les banques et les établissements financiers reçoivent délégation de compétence et gardent la charge de 50 % du risque. Au-dessus de 1 million, cette part tombe à 35 %, la Sofaris prenant 65 %. Le coût de la garantie est de 0,02 % par an, prime payée par l'entreprise, plus une cotisation initiale de 2 %, prélevée sur le prêt en faveur de la caution mutuelle que l'on envisage de supprimer.

Sur un plan plus général, la Sofaris, qui, au travers de ses divers fonds, disposera d'une réserve de 100 millions de francs, ne sera pas seulement une « caisse à outils », celle des entreprises ne dépassant pas 100 millions de francs de chiffre d'affaires, les P.M.E., à travers les fonds nationaux, mais aussi les régions, qui seront représentées et conseillées dans la gestion de leurs fonds locaux. C'est donc une vocation plus large qui s'ouvre à la Sofaris, chef de file de cette « assurance des risques » qui est l'un des axes du développement économique et politique du ministère de l'Économie. Deux problèmes, toutefois, se posent dans l'avenir. S'il est possible de transformer le risque direct du prêteur en risque mutuel, ce prêteur ne sera pas « désresponsabilisé »: ce prêteur ? La Sofaris pourra-t-elle rester indépendante et résister aux pressions sur des banques « brulantes » ?

FRANÇOIS RENARD.

Remboursement réduit pour 1 272 médicaments

Ce sont au total 1 272 médicaments dont le taux de remboursement a été réglementairement réduit (le Monde du 12 novembre) à compter du 1^{er} décembre dans le cadre des mesures de réduction de la dépense de la Sécurité sociale. Il s'agit de sept spécialités, qui ont été purement et simplement radiées; à savoir celles utilisées dans le traitement contre l'obésité.

Le Journal officiel du 30 novembre en publie la liste. Pour 1 257 d'entre eux, le ticket modérateur (part payée par le consommateur) est porté de 30 % à 60 %. Pour quinze, il passe de zéro à 30 %. La totalité de ces médicaments représente 10 % environ du marché français de la pharmacie et, en prix à la production, 3 milliards de francs de chiffre d'affaires. Grossièrement, la Sécurité sociale y gagnera 1 milliard de francs par an. Mais il n'est même pas certain, selon les industriels, que la moitié de cette somme soit économisée en raison du phénomène habituel de transfert. Les médicaments pourront en effet être tentés, pour ne pas déplaire à leur clientèle, de prescrire des médicaments échappant à ces mesures de rationalisation, avec le risque supplémentaire de porter atteinte à la qualité de la démarche, de voir certaines maladies thérapeutiques se voir affecter des effets thérapeutiques surprenants en raison de leur faible efficacité.

Pour sa part, la Fédération nationale de la mutualité française (F.N.M.F.), organisme qui prend

en charge la part payée par le consommateur, est à l'origine de la mesure.

« Cette mesure pénalise injustement les assurés sociaux qui n'ont aucune responsabilité dans le choix de médicaments qui leur sont prescrits », affirme-t-elle dans un communiqué. « Elle opère un transfert de charge sur le budget des ménages qui n'est ni équitable ni juste, comme le préconise la F.N.M.F., le gouvernement n'était pas tenu de le faire. » Elle pose le problème de la fixation des prix abusifs des médicaments. Il existe un effet, actuellement, des aberrations de la fixation des prix des médicaments: des médicaments de valeur thérapeutique élevée sont vendus à des prix très différents (20 à 30 %). Ce sont les médicaments les plus coûteux qui généralement sont les plus économiques. L'ordre de 500 millions de francs, pour les principes actifs seuls, sont des réalisables dans le domaine de la protection sociale. La F.N.M.F. a donc demandé à l'État de créer des commissions de fixation des prix pour participer à la rationalisation.

La F.N.M.F. réclame l'expression de son désaccord à la réduction de la protection sociale et des régimes obligatoires.

La F.N.M.F. recommandera à ses groupements affiliés de ne pas couvrir l'augmentation des prix des médicaments.

AGRICULTURE

• Prix agricoles. — M. Delsager, commissaire européen chargé des questions agricoles, proposera une hausse des prix agricoles de 5 % en moyenne pour la campagne 1984. Les hausses seraient moindres pour le lait, les céréales et le sucre, du fait des stocks existants. On sait que, en France, Mme Cresson a tenu sur une augmentation d'environ 8 %

décembre, la reprise des ventes subventionnées de beurre à destination de l'Union soviétique, mais en les limitant à 25 000 tonnes. Cette limitation est destinée à écouler les stocks de beurre dans la C.E.E., qui ont augmenté de 30 % depuis fin septembre. Il s'agit de beurre de stock (près de 400 000 tonnes), que la Commission exercera un contrôle strict sur les quantités exportées. (Corresp.)

• L'accord international sur le blé est prorogé pour trois ans à par-

LE GOUVERNEMENT VA VENIR EN AIDE A INFORMATEK

« Informatek » va recevoir une aide importante du gouvernement afin de lui permettre de se libérer de ses contraintes financières. Le ministre de l'Économie, Jacques Delors, vient de faire savoir à ses collègues de l'association internationale des usagers (Informatek Users Group — I.U.G.) de cette société française d'informaticiens, que celle-ci, qui connaît les grandes difficultés financières, avait bénéficié du soutien d'un certain nombre de professeurs de médecine (le Monde du 16 octobre).

Au ministère de l'Industrie, on n'avait pas caché que cela serait fait pour maintenir Informatek en activité. « Tout a été fait pour préserver le potentiel scientifique d'Informatek », et, en particulier, l'équipe du logiciel qui a bien réussi pendant dix dernières années, indique l'I.U.G., qui s'appuie sur la promesse que lui a faite M. Jean-Hervé Lorenzi, conseiller technique au ministère de l'Industrie.

Les représentants allemands de Thomson-Grandig. — Le groupe parlementaire social-démocrate ouest-allemand (S.P.D.) a décidé de pincer la fusion Thomson-Grandig et de recourir à tous les moyens parlementaires pour éviter qu'un secteur industriel de la plus grande importance pour la technique de la télécommunication soit soustrait à l'influence allemande (A.F.P.).

ÉTRANGER

Carence des statistiques en Grande-Bretagne

LE NOMBRE DES PERSONNES AYANT UN EMPLOI A ÉTÉ LARGEMENT SOUS-ESTIMÉ EN 1981

Le gouvernement britannique publiera la semaine prochaine des statistiques sur l'emploi qui font grand bruit. D'après le Times daté du 2 décembre, le nombre de personnes ayant un travail serait supérieur à 800 000 à celui qu'indiquaient jusqu'à maintenant les chiffres officiels.

Cette rectification qui porte sur l'année 1981 s'explique de deux façons. D'une part, l'augmentation (200 000) du nombre de personnes travaillant à leur compte n'est pas prise en compte dans les statistiques périodiques du gouvernement. L'estimation « a priori » jusqu'à présent qu'il n'y avait pas de changement dans ce domaine. D'autre part, les emplois de plus de 500 000 personnes travaillant dans les services, et notamment dans la distribution, n'ont pas été comptabilisés parce que ces personnes avaient été embauchées dans de nouvelles sociétés.

Une conséquence de cette carence statistique, note le Times, est d'avoir entraîné la production nationale de peut-être 1 à 2 % en 1981, ce qui certains ont mesuré la production par le nombre de personnes employées.

Il est difficile de savoir à quel niveau se situe maintenant le chômage en Grande-Bretagne (officiellement plus de 10 millions), car depuis 1981 le nombre de personnes sans emploi a continué d'augmenter. Il n'y a pas non plus de moyen de savoir si le nombre de personnes travaillant pour leur compte ou travaillant dans les services ou le commerce a changé au même rythme qu'en 1981.

Enfin, les statistiques officielles ne prennent pas en compte quelque 350 000 personnes — souvent les femmes mariées. Il est difficile donc de s'y retrouver.

En R.F.A.

LES PRIX N'ONT AUGMENTÉ QUE DE 0,2 % EN NOVEMBRE

Les prix en R.F.A. ont augmenté de 0,2 % en moyenne en novembre, contre 0,3 % en octobre, selon les chiffres provisoires de l'Institut fédéral des statistiques de Wiesbaden publiés mardi 30 novembre.

En un an, le novembre 1982, la hausse des prix a été de 4,7 %, ajoute l'Office, ce qui est moins qu'en septembre et en octobre, où la progression sur douze mois était de 4,9 % chaque fois.

Les chiffres définitifs de l'Office sont connus dans une dizaine de jours.

CIRCULATION

Sécurité routière: les « idées » de M. Fitterman

M. Charles Fitterman, ministre des transports, a inauguré, le 29 novembre, à Péage-de-Roussillon, une nouvelle ligne de raccordement à l'autoroute A-7, qui devrait permettre aux poids lourds d'éviter l'agglomération. A cette occasion, il a annoncé qu'il proposerait bientôt au conseil des ministres les nouvelles mesures en matière de sécurité routière.

Sans révéler le contenu, le ministre a évoqué les « grandes questions sur lesquelles nous devons réfléchir ». Parmi ces questions figurent la « mise à jour de l'image valorisée de la vitesse », la limitation de la vitesse des véhicules, « qui, être lourds, ont une forme, une longueur, un poids de visibilité arrière qui rendent leur conduite plus délicate », l'interdiction de la circulation des véhicules lourds sur certaines routes nationales parallèles à des autoroutes, « l'utilisation plus systématique des routes chaque fois que cela est possible, plutôt que de traverser des agglomérations des bourgs ». « Est-il concevable, a-t-il demandé, que la France demeure le seul pays européen à ne pas avoir un véhicule approchant les 100 km/h de vitesse rouler à 130 kilomètres-heure. »

Il a toutefois conclu l'intervention en précisant que « le champ d'intervention ne doit pas se limiter aux seuls poids lourds, mais doit couvrir également les véhicules particuliers qui, également à l'origine de bien des accidents graves ».

BD SUCHET

**A LOUER
ÉTAT NEUF,**

**TRÈS BEL
HOTEL
PARTICULIER**

usage de
**HABITATION
BUREAUX D'AMBASSADE
LOGEMENT D'AMBASSADEUR**

S'adresser à M. BING
9, rond-point des Champs-Élysées, Paris-8
tél. 359.14.70

ÉTRANGER

BIEN QUE PEU SATISFAITE DE L'ATTITUDE DE PARIS

La Turquie n'a officiellement pris aucune mesure contre les importations françaises

Ankara. — Le gouvernement d'Ankara n'a-t-il effectivement pris la décision de suspendre l'importation de tous produits en provenance de France ? L'exception des pièces nécessaires à la production des Renault fabriqués sous licence pour protester contre la limitation des entrées de produits textiles turcs ?

Le gouvernement turc a seulement présenté, il y a plusieurs semaines, un « aide-mémoire » à la Commission européenne, ainsi qu'aux gouvernements d'Allemagne fédérale, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie. Ankara critiquerait la réduction des importations de T-shirts par les membres de la C.E.E. prise à la suite d'une démarche française, l'application de la « clause de sauvegarde » étant contraire à l'esprit du traité d'association signé en 1963.

Zèle ou sanction ?

La politique protectionniste — de la France en particulier — dans le domaine des produits de confection aurait également été dénoncée. La Commission nous propose, indiquent les autorités turques, de conclure un accord à l'instar de ceux qu'elle a passés avec des pays comme Hongkong. Ce que nous refusons, ont-elles souligné, car nous sommes un pays membre de la Communauté, donc nous devons jouir de certains privilèges par rapport aux pays tiers.

Elles démentent formellement

à grand tirage Gamaydin, oui. En revanche, du côté officiel turc, on nous a répondu catégoriquement « non », affirme qu'« aucune décision dans ce sens n'a été arrêtée au niveau gouvernemental ». La diffusion du quotidien a d'ailleurs été suspendue « jusqu'à nouvel ordre », cette décision étant probablement en relation avec la publication de la « fausse nouvelle »

juridique important pour Ankara. Selon le protocole additionnel à l'accord d'association, « le régime appliqué par la Turquie à l'égard de la Communauté ne peut être basé sur aucune discrimination entre les États membres, leurs ressortissants ou leurs sociétés ». Cependant, les officiels turcs, informés des lenteurs bureaucratiques dans l'octroi des licences d'importation, soulignent que le régime turc n'a fait en vue de dissiper ce « malentendu ».

Même s'il n'existe aucune mesure de discrimination officielle contre les produits européens, la « déception » des Turcs à l'égard de leurs partenaires européens n'est un fait. « Pays en voie de développement », la Turquie ne peut pas facilement supporter les obstacles mis par les « Dix », qui limitent ses entreprises ayant un gros effectif des services sociaux en vue de s'équiper. En outre, les échanges commerciaux avec la C.E.E. se sont, en 1981, vus un déséquilibre d'environ 2 milliards de dollars au détriment d'Ankara.

ARTUN UNSAL.

LOGEMENT

L'ÉVOLUTION DES LOYERS EN 1983

Le ministre du logement se prononce le 8 décembre

M. Roger Quilliot a choisi de donner une dernière chance à la Commission nationale des rapports locatifs de se mettre d'accord sur les hausses des loyers des baux venant à renouvellement en 1983 comme des nouveaux baux. Le ministre de l'urbanisme et du logement attendra donc les résultats de la réunion prévue lundi 6 décembre après-midi pour décider sous quelle forme le gouvernement interviendra pour maintenir la hausse des loyers dans des li-

mites « compatibles avec la politique économique du gouvernement ». Tout va donc se jouer, bilatéralement, dans chaque secteur (sauf celui des sociétés d'économie mixte) entre propriétaires et locataires en cette fin de semaine, la réunion du 6 décembre (réunion du bureau de la Commission) ne pouvant qu'enregistrer les progrès accomplis et transmettre l'avis de la Commission au gouvernement.

M. Quilliot n'a décidément pas de chance. A peine sa loi adoptée, la loi de blocage semblait apaisée, un démenti aux propriétaires qu'il avait pris au Parlement de garantir aux propriétaires une hausse minimale annuelle de 80 % de l'indice du coût de la construction.

Aujourd'hui, le calendrier qui joue un mauvais tour au ministre de l'urbanisme et du logement. Il faut attendre avant le 11 décembre la règle du jeu qui sera celle des bailleurs et des locataires au cours de l'année 1983, qu'il s'agisse des contrats de location en pleine, du loyer des contrats renouvelés ou du loyer des contrats. La Commission nationale des rapports locatifs n'a eu que six semaines pour discuter des hausses à appliquer au renouvellement de contrats et aux loyers des nouveaux baux. C'était bien court et pourtant l'expérience était riche d'enseignements. Les représentants de l'U.N.P.I. (Union nationale de la propriété immobilière) chantent eux-mêmes la louange du « climat de 1983 grande incertitude » qui a régné au cours de ces semaines.

Le délai laissé par M. Quilliot à la Commission des rapports locatifs n'a pas été celui de la bataille politique qui se déroule de l'année. Le délai laissé par M. Quilliot à la Commission des rapports locatifs n'a pas été celui de la bataille politique qui se déroule de l'année.

tations supplémentaires pour travaux ou pour loyers sous-évalués ne peut être facilement réglé — la loi prévoit que les loyers venant à renouvellement ou ceux des nouveaux baux, il faut bien un décret invoquant les « circonstances économiques graves » pour maîtriser l'évolution des révisions annuelles de loyer en cours de bail.

JOSÉE DOYÈRE.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	plus	moins	Rep.	ou Dép.	Rep.	ou Dép.	Rep.	ou Dép.
SE-UL	6,9735	6,9775	+ 185	+ 225	+ 360	+ 420	+ 960	+ 1080
SE-UL	5,6385	5,6355	+ 30	+ 80	+ 130	+ 185	+ 410	+ 535
Yen (100)	2,8010	2,8050	+ 115	+ 145	+ 240	+ 285	+ 770	+ 840
DM	2,8255	2,8285	+ 140	+ 165	+ 185	+ 315	+ 835	+ 920
SE-UL	2,5635	2,5665	+ 130	+ 150	+ 270	+ 300	+ 795	+ 850
F.R. (100)	14,3980	14,4140	+ 50	+ 80	+ 130	+ 130	+ 90	+ 95
F.S.	3,2655	3,2685	+ 250	+ 280	+ 510	+ 550	+ 1465	+ 1555
L. (1 000)	4,8945	4,8995	+ 65	+ 110	+ 165	+ 220	+ 520	+ 590
F. (1 000)	11,3315	11,3440	+ 220	+ 320	+ 505	+ 645	+ 1670	+ 1905

TAUX DES EURO-MONNAIES

	SE-UL	DM	F.R. (100)	F.S.	L. (1 000)	F. (1 000)
9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8
7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4	7 1/4
6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2
1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4	3/4
1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2	1/2
1/4	1/4	1/4	1/4	1/4	1/4	1/4

SOCIAL

La C.G.T. dénonce des pratiques « scandaleuses » aux Blanchisseries Elis

Aux dernières élections au comité d'entreprise, Blanchisseries M.A.J. Elis à Pantin, le 18 novembre dernier, le syndicat maison, membre de la C.S.L., l'a emporté haut la main. Il n'y avait pas d'autre liste. Mais la section cégétiste — constituée le 1 novembre — avait été refusée pour irrégularité, la direction invoquant notamment le fait que l'une des candidates, M^{me} Navet, avait été licenciée, le 10 novembre, par la procédure entamée « longtemps auparavant ». Il était également reproché à la C.G.T. de n'avoir présenté sa liste que le 17 novembre au soir, nous dit la direction. Celle-ci rétorque qu'une autre candidate, M^{me} Lesage, avait qu'elle n'avait pas deux mois de présence dans l'entreprise.

Dénonçant des pratiques « scandaleuses, rétrogrades, indignes de notre époque », M^{me} Jany Boisset, responsable de l'Union locale C.G.T. des Hauts-de-Seine, a annoncé, mardi 30 novembre, qu'elle proposait d'alerter les pouvoirs publics « au plus tôt possible ».

Un climat de peur ?

Une dizaine de licenciements, frappant surtout des salariés âgés, ont été annoncés, dit M^{me} Boisset, au lieu de deux prévus. Leur motif ? Le « ras-le-bol des salariés », affirme-t-elle, devant des heures de travail pénibles, des horaires contraignants (plus de quarante heures de travail par semaine), des salaires de moins de 1 100 F par mois, plus le paiement à 20 % des heures supplémentaires et une prime d'encouragement de 20 F, le samedi, pour la récupération des jours fériés. A quoi s'ajoutent des menaces de mise à pied pour un simple retard après une grève de la R.A.T.P., et toutes les rigueurs d'un règlement intérieur qui interdit « sous peine de sanction disciplinaire » l'usage du téléphone, l'usage du bon ordre et la discipline. Interdit aussi, de chanter, de

siffler, de porter une cravate pendant le travail, ou, pour une femme enceinte, de s'asseoir lorsqu'elle est fatiguée. Interdit, enfin, à une femme de prendre quelques jours de congé pour aller voir son fils handicapé, à l'hôpital de la section cégétiste de Bordeaux. Tous ces témoignages apportés par plusieurs ouvriers et ouvrières de l'entreprise, qui ont évoqué le climat de « peur », et « d'esclavage » qui seraient, prétendent-ils, leur lot quotidien.

Les Blanchisseries Elis de Pantin, comme l'établissement du même nom à Boulogne-Billancourt (environ 150 salariés), sont des entreprises de la branche des Blanchisseries de France, qui emploie quelque 100 000 salariés dans une vingtaine d'établissements, qui dessert notamment les restaurations et les hôpitaux de Paris. Une profession où, dit l'Union locale C.G.T. des Hauts-de-Seine, a annoncé, mardi 30 novembre, qu'elle proposait d'alerter les pouvoirs publics « au plus tôt possible ».

A l'issue d'un conflit, en janvier 1975, les Blanchisseries de Pantin avaient poursuivi, en diffamation, M. Yvan Levis à l'Europe 1 ainsi que des journalistes de l'information. Ces poursuites — qui se sont soldées par la condamnation des journalistes à des dommages-intérêts et des articles relatant les conditions de vie dans l'entreprise : un véritable « bagne », avait-il précisé, où l'on repassait six heures quatre-vingt draps à l'heure...

JEAN BENOT

[Face aux nouvelles critiques, la direction a réagi en lançant une action de presse. Elle annonce qu'une pétition a été signée par treize cents salariés, rejetant les accusations de la C.G.T. Elle affirme qu'il s'agit d'un « mouvement de masse », et fournit trois exemples : 1) Les trente-neuf heures sont respectées ; 2) On ne connaît pas de militants cégétistes dans l'entreprise ; 3) Interdire le port d'une cravate à un salarié qui travaille sur une presse tournante répond aux exigences de la sécurité.]

Elections prud'homales : ne votez qu'une seule fois

Trente millions de salariés de France ont un million deux cent mille employeurs sont appelés à voter le 8 décembre prochain pour élire les prud'hommes. L'adresse du bureau de vote, proche de votre lieu de travail, est inscrite sur votre carte d'électeur. Les bureaux seront ouverts de 8 heures à 18 heures mais dans les bureaux de vote, la fermeture sera avancée et la fermeture repoussée. Que se passe-t-il si un électeur reçoit plusieurs cartes électorales ? Les

électeurs ne peuvent être inscrits et ne voter qu'une seule fois.

Si vous êtes employeur à plusieurs titres, et que donc vous recevez plusieurs cartes, vous ne devez voter que dans la section de l'entreprise où vous employez le plus grand nombre de salariés.

Si vous êtes salarié à plusieurs titres, vous ne devez voter que dans la section de l'entreprise qui vous a procuré la majeure partie de vos revenus au cours du premier trimestre 1982. C'est votre principal employeur qui compte.

Si un électeur reçoit deux cartes électorales, l'une pour le collège « employeur » et l'autre pour le collège « salariés », il ne doit voter qu'une fois dans le collège où il a son activité principale. Ainsi par exemple, un salarié qui emploie un ou une employé (e) de maison, votera évidemment dans la section de son entreprise en tant que salarié.

Au ministère du travail, on indique qu'on ne peut évaluer la proportion « double » de ce qui rendra évidemment difficile le jour du scrutin. Il est conseillé de renvoyer la ou les cartes ne correspondant pas à votre activité principale à la mairie. Un électeur qui vote deux fois encourt de lourdes sanctions. Il risque une emprisonnement de six mois à deux ans et une amende de 100 000 F.

NOUVEAUX REMOIS CHEZ ÉCLAIR-PRÉSTIL

(De notre correspondant.)

Rouen. — Le tribunal de commerce de Rouen a autorisé le 23 novembre dernier la reprise de l'activité de la société Éclair-Préstil, à la location-gérance des activités industrielles et commerciales d'Éclair-Préstil, un groupe constitué des usines du Petit-Quevilly (Seine-Maritime), de Bernay (Eure) et de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne). La société Pétrotec a été créée en France une nouvelle société, Pétrotec système France, qui deviendra l'actionnaire principal d'Éclair-Préstil Industries, qui elle-même pourra poursuivre l'activité de la branche fermetures à glissière et d'une nouvelle entreprise, Pétrotec Fonderies — qui reprendra l'activité fonderie fine et précision d'Éclair-Préstil.

Cette reprise a été la crise qui touche le groupe Éclair-Préstil depuis plus de quatre ans ne satisfait pas pour autant la C.G.T., syndicat qui jointe dans l'entreprise. Celle-ci estime les licenciements à un plan à la reprise.

Au Petit-Quevilly, des manifestations de promotion de la marque Éclair ont été organisées : l'État a été invité pour qu'il réserve ses marchés à la production française plutôt qu'à la production du fabricant japonais de fermetures à glissière Y.K.K.

La tension s'est faite plus vive depuis le 15 novembre, la direction ayant demandé au personnel de ne pas se présenter à l'usine. L'unité du Petit-Quevilly, si elle n'est pas occupée par les employés, est cependant passée sous leur contrôle direct.

ETIENNE SANZET.

NOUVEAUX INCIDENTS A L'USINE TALBOT DE POISSY

Une vive tension règne à nouveau à l'usine Talbot de Poissy. Dans un communiqué en date du 1^{er} décembre, la C.S.L. affirme qu'une grève a été déclarée à la suite d'un conflit syndical. Le mardi 30 novembre, en effet, les O.S. d'une chaîne de fabrication ont observé un arrêt de travail de quatre heures. L'appel de la C.F.D.T. pour s'opposer à la présence d'un délégué élu de la C.S.L. dans leur équipe. Les grévistes adoptent ainsi la même tactique que les agents de maîtrise C.S.L. qui, dans d'autres usines automobiles, ont essayé pour empêcher les militants cégétistes de réintégrer leur poste. Dans un communiqué, la C.S.L. estime que la C.F.D.T. « a été trompée par les représentants antisyndicaux ». A la fin de la journée, on se borne à dire que les incidents de ce genre sont « une constante courante depuis septembre » et que, sur une production normale de mille quatre cents voitures par jour, le « manque à produire » était pratiquement deux cents véhicules.

Un prêtre chargé de mission chez M. Auriant. M. François Lefort des Yvelines, prêtre et médecin, vient d'être chargé par le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale d'une « mission d'étude et de propositions » sur les problèmes de la réinsertion des jeunes de la « bidonville » et des jeunes immigrés. Il est également compétent pour la mise en œuvre des mesures sociales d'accompagnement.

Le Pr. François Lefort, comme l'appellent ses amis, est âgé de trente-six ans. Il est connu pour ses écrits et pour son action sociale dans les milieux immigrés, particulièrement auprès des jeunes les plus démunis. Il a animé à Alger le Centre de recherche et développement.]

Vivre avec talent.

Black & White. Choice old scotch whisky.

SOCIAL

Les nouveaux immigrés

I. - Des conflits révélateurs

par JEAN BENOÎT

Peux sombres, cheveux crépus. Deux fois par jour, chez Citroën, à Aulnay-sous-Bois, les cars de ramassage déversent leur cargaison d'ouvriers spécialisés, les O.S. des chaînes de fabrication. Quelque 65 % des 6 100 salariés de cette usine sont des travailleurs d'origine étrangère, qui représentent 80 % des 4 200 ouvriers non professionnels. Au printemps dernier, ils ont « changé la vie ».

Les 400 francs d'augmentation, les élections libres, « la dignité ». Par la grève - la première dans ces ateliers ultra-modernes - ils ont conquis tout cela et d'autres choses face à un système d'intégration que l'on pouvait qualifier de dominateur et de paternaliste et qui a fait longtemps des grandes sociétés privées de l'automobile l'un des bastions du patronat le plus conservateur.

Depuis lors, cependant, la lutte des O.S. s'est poursuivie sporadiquement chez Citroën, mais aussi chez Talbot à Poissy (17 000 salariés, dont environ 40 % d'étrangers), pour l'application intégrale des recommandations du professeur Jean-Jacques Dupeyron, le robotisateur désigné par le ministre du travail. En fait, l'abaissement des grèves observées cet automne dans ces usines ont été relativement courtes, mais toujours marquées par la violence. La paix sociale y prend l'heure d'une guerre de positions, malgré la levée des sanctions patronales et malgré l'appel au travail lancé par la C.G.T. pour « gagner la bataille de la production ».

D'autres entreprises, peu nombreuses il est vrai, sont touchées dans les mêmes secteurs : le mouvement revendicatif des ouvriers s'exprime chez Peugeot à Sochaux, mais aussi aux aciéries de Pompey en Lorraine, à Usinor-Ducquesne, à la Générale sucrière de Marseille, à la mine de Largentière en Ardèche. Mais chaque fois le mouvement part de la base, et chaque fois les immigrés font plus qu'y participer : ils impulsent généralement les luttes, relayés par la C.G.T. et la C.F.D.T., qui prennent parfois le train en marche.

C'est un « comité de grève » des O.S. de Flins qui avait obtenu chez Renault, en avril dernier, la victoire d'un mouvement minoritaire, provoquant l'onde de choc qui devait frapper Citroën, puis Talbot. A Aulnay-sous-Bois, ce sont des « délégués de lutte » travaillant sur les chaînes de montage qui mènent l'action au jourd'hui encore - sous la férule patronale, sinon clientéliste, de la C.G.T. - contre la tutelle du syndicat maison, la Confédération des syndicats libres (C.S.L.).

Le dimanche 14 novembre, plusieurs centaines de syndiqués cégétistes de cette usine - ils se comptent jadis sur les doigts de la main - se sont prononcés sur le programme de leur organisation pour les élections au comité d'entreprise, prévues pour le 1^{er} décembre. Ils ont également approuvé la liste de candidats conduite par M. Christian Bonnin, et le remplacement de ce dernier dans ses fonctions de secrétaire général de la section C.G.T. par un immigré : M. Akka Ghazi. N'était-ce pas impensable il y a quelques années ?

« Rabinha, kaya la C.G.T. ! » Pour une fois, Akka pleurait, mais de joie, répétant inlassablement : « On a gagné, vive la C.G.T. ! ». C'était en juin, à l'issue de la grève de cinq semaines. Akka Ghazi, trentenaire, ouvrier marocain aux yeux moqueurs dans un visage poupin, est père de quatre enfants. C'est un de ces « délégués de lutte » qui ont surgi soudainement dans les conflits de l'automobile, animant la révolte des O.S. et répandant les mots d'ordre en arabe, dans la « sono » de la C.G.T. Les journalistes, alors, le tutoyaient : « Akka, tu crois qu'elle va continuer, cette fichue grève ? Nous, on en a marre de se taper Aulnay tous les jours ! ».

Akka, pas méchant, souriait : « Vous verrez qu'on aura gain de cause », répondait-il calmement. Aujourd'hui, c'est « M. Ghazi », militant « responsable » - un « homme de paille », insinua un représentant de la direction.

Il y a quelques années, Akka Ghazi ne s'intéressait guère au syndicalisme. Il est arrivé en France en 1973, après avoir quitté l'armée au Maroc. Il a rejoint un frère, étudiant à Rennes, puis a exercé durant trois ans le métier de grutier. En 1976, il est entré chez Citroën, à l'usine de Clichy, puis a été embauché comme cariste - conducteur de chariot mécanique - à Aulnay-sous-Bois en 1977. Avant, faire du syndicalisme, c'était à ses yeux faire ce que ses compagnons de travail, moins sûrs de leur français, appelaient de la « poultique ». Par la suite, le système Citroën a produit ses effets, poussant à l'émancipation des immigrés jusqu'à leur considérer comme une main-d'œuvre très malléable et peu revendicative.

Pourquoi maintenant ?

Une question est venue à l'esprit de tous les observateurs du conflit : pourquoi maintenant ? Certes, il y avait eu, dans le passé, les grandes grèves de Renault-Flins, la longue grève des loyers de la Sonacotra - qui dura cinq ans - les grèves de Penarroya, des bouviers de Paris et plus récemment de Saint-Brieuc, et celle des poseurs de rails du T.G.V. Mais tous ces conflits étaient, comme on dit, catégoriques. C'est-à-dire, ceux de l'automobile le furent tout autant, mais assortis d'une démarche plus générale qui menaçait directement un « ordre » que les directions voulaient parfaire à travers la hiérarchie des agents de maîtrise.

Certains des revendications présentes dans ce secteur, comme la cinquième semaine de congés payés, liée aux quatre premières semaines, répondaient aux souhaits spécifiques des immigrés allant passer leurs vacances au pays. D'autres mettaient en avant, plus résolument qu'autrefois, un désir de justice : jouissance des droits individuels et collectifs reconnus par les lois et les accords à tous les travailleurs, droit à l'information sur les conditions de travail, les changements de poste, les mutations et les sanctions, droit à la parole pour des gens que l'on avait coutume, au plus haut niveau de l'encadrement, d'appeler « les esclaves ».

De nouvelles vagues de résistance s'annoncent aussi dans d'autres secteurs, dans les foyers de colibataires, dans les cités de transit, comme au temps de M. Lionel Stoléru. A l'église Saint-Hippolyte de Paris, à Nice, quelques « sans-papiers » ont même renoué avec la stratégie des grèves de la faim, qui avaient empoisonné le régime du secrétaire d'Etat au travail manuel au temps du libéralisme avancé. Tous ces conflits sont révélateurs.

Malgré le chômage, malgré la résurgence d'un racisme tous azimuts - et malgré la gauche au pouvoir - les immigrés bougent, s'impliquent dans le combat social, réclament leur part du changement. Certes, ils le font d'une manière encore timide, et très différenciée selon les secteurs et les régions. Mais partout ils revendiquent, plus ou moins fermement, pour eux-mêmes et pour leurs enfants - cette fameuse « deuxième génération » qui subit de plein fouet les conséquences de la crise - les moyens de vivre décemment, la possibilité d'avoir accès aux mêmes chances de formation et de promotion que leurs compagnons de travail français.

Les immigrés ne veulent plus, selon l'expression consacrée, « être O.S. à vie ». Ils refusent ainsi l'alternative frauduleuse proposée par un

certain patronat au sortir de l'expansion : « Ça ou la porte », « s'écraser », s'effacer socialement, ou rentrer dans leur patrie après parfois de longues années d'exploitation. Les immigrés ont changé, mais aussi les grandes usines. Et ce n'est pas toujours pour des raisons d'ordre technologique. Dans l'industrie automobile, surtout, domaine privilégié du recrutement allogène, les nouvelles unités de production sont implantées à l'extérieur du tissu industriel. Des améliorations de l'environnement ont en réalité sur les sites des ateliers. Mais ces établissements peuvent aussi constituer de véritables bunkers sociaux, des territoires réservés gardés par des vigiles, quand ce n'est pas par des briseurs de grève armés de gourdin et accompagnés de chiens policiers.

Les ateliers sont isolés au milieu des pelouses ou du béton. Les parcs à voitures sont désormais aménagés dans le périmètre des entreprises, derrière des grillages. Les services de transport ne laissant plus un instant libre entre la descente du car et la prise de travail. Et quand éclate une grève sur le tas, on supprime le ramassage des O.S., qui résident parfois à 20 ou 30 kilomètres de leur usine et n'ont plus qu'à regarder les « manifs » à la télévision.

« Ce n'est plus tout à fait le monde de la sirène ou du sifflet, observait déjà amèrement, en 1977, M. Marcel Caille, secrétaire de la C.G.T., mais celui de la commodité bien pensée. Toute activité syndicale se heurte à ces obstacles naturels. Distance, enceintes, autorisations, organisation du temps sont les nouveaux pièges dressés devant l'activité militante. » (1)

Pour le reste, un subtil dosage préside aux relations entre pouvoir patronal et contre-pouvoir syndical. L'objectif : éviter les troubles, les grèves-boucheurs, les rassemblements jugés subversifs, en jouant tour à tour de la carotte et du bâton, au besoin avec l'aide des « jaunes », qui existent depuis le début de l'ère industrielle, mais que l'on paie désormais pour surveiller, dénoncer, réprimer.

« L'usine de la peur »

Tel était bien le cas dans cette usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, surnommée « l'usine de la peur » bien avant les grèves du printemps - lorsque la peur était encore à sens unique, avec le recours aux nervis, voire aux agents de maîtrise transformés parfois bien malgré eux en

délateurs, avec enfin le système des adhésions quasi obligatoires à la C.S.L., née de l'ancienne Confédération française du travail (C.F.T.), de sinistre mémoire.

Citroën, proclamaient les cadres de l'établissement lors de leur manifestation anti-grèves au cours de l'été, c'est 130 000 emplois : 50 000 dans la société, 50 000 chez les fournisseurs, 30 000 dans le réseau commercial. Un géant de l'automobile, dépendant comme Talbot du groupe Peugeot Société Anonyme (P.S.A.). Une quinzaine d'usines, dont deux unités de montage à Aulnay et à Levallois et deux unités de production dans la banlieue de Rennes. Pour faire tourner les chaînes, on allait recruter depuis des années des travailleurs migrants dans le Sahel ou le Tadjikistan, une main-d'œuvre docile, apte au travail et - ce qui ne gênait rien - taillable et corvéable à merci.

Mais cette main-d'œuvre, en vieillissant, acquiert de l'expérience. Soudainement naissent les revendications, qui ne sont pas synonymes de rentabilité. Faut-il changer d'immigrés ou changer de machines ? Le rêve néo-taylorien, sinon philanthropique, d'une robotisation à la japonaise - avec la prééminence du « bureau des méthodes » sur l'atelier - n'est pas étranger aux bouleversements technologiques qui annoncent la troisième révolution industrielle. Des robots, ou à la rigueur de nouvelles couches d'immigrés : voilà ce qui parut idéal au

seuil de la crise. Chez Citroën, l'introduction des Noirs islamisés, puis d'un demi-millier de Turcs venus d'Istanbul ou des hauts plateaux d'Anatolie fut peut-être une erreur de stratégie, car elle a renforcé la tonalité musulmane des usines, où dominent les ouvriers maghrébins et africains. Ces derniers sont concentrés surtout dans la région parisienne. A Rennes, sur près de 15 000 salariés, pas d'O.S. étrangers. A Aulnay, en revanche, on recense des 1980 64,8 % d'immigrés : à Levallois : 53,9 % ; à Nanterre : 57,3 % ; à Asnières : 55,7 % ; à Clichy : 48,5 % ; à Saint-Ouen : 38,9 %. Une majorité d'entre eux sont des Marocains.

Et c'est bien ce qui a fait l'originalité du conflit chez Citroën et chez Talbot. « Notre grève, c'était d'abord l'affaire des Marocains », c'est un « hadj » qui nous l'affirme, un « sage » musulman qui a fait le voyage de La Mecque et jout, à ce titre, du respect de ses compagnons de travail à Aulnay-sous-Bois. L'affaire des Marocains, ou celle de la C.G.T. ?

(1) Les Travaux du patronat, Editions sociales, Paris.

Prochain article :

L'ISLAM, LA C.G.T. ET LE RESTE

LA MICRO VIENT D'ENTRER AU BUREAU. MICRO 7 VIENT DE SORTIR.

LA MICRO VIENT D'ENTRER AU BUREAU. MICRO 7 VIENT DE SORTIR.

EXCLUSIF
16 PAGES DE PROGRAMMES

SECRETAIRES
L'ARME DES PATRONS

droit des affaires

TESTS
ATARI 800
TEXAS TI 99
VIC 20

Californie
UN FRANCAIS DANS LA SILICON VALLEY

PARENTS
POUR OU CONTRE L'ORDINATEUR A L'ECOLE

Micro 7

Le micro-ordinateur s'est installé définitivement sur le chemin qui mène au pouvoir économique. Passage obligé et rempâté tout trouvé. Aujourd'hui, il est des milliers à l'avoir compris.

Pour garder le pouvoir, lisez Micro 7, le magazine mensuel qui explique la micro-informatique à ceux qui innovent.

Micro 7. La micro-informatique expliquée à ceux qui innovent.

La population étrangère

La population étrangère en France a doublé en vingt ans : elle était de 2 012 352 en 1962 ; elle a, en 1982, atteint 4 223 928 personnes, originaires de cent vingt-trois pays et qui représentent environ 8 % de la population totale de l'Hexagone, soit sensiblement la même proportion qu'en 1930. Ces chiffres ont été établis par la direction de la réglementation et du contentieux du ministère de l'intérieur et de la décentralisation, sur la base des cartes de séjour en cours de validité au 31 décembre 1981. Ils ne prennent donc en compte que les seuls étrangers ayant le titre de résidents et ne donnent aucune indication sur le nombre des travailleurs immigrés clandestins.

Sur ces 4 223 928 personnes, 2 533 537 relèvent du régime général des étrangers (59,98 %). 816 873 ont le statut particulier des ressortissants algériens, 628 258 sont originaires d'Etats membres de la C.E.E., 115 011 viennent des pays africains du sud du Sahara, auparavant sous administration française, et 130 249 sont des réfugiés ou des apatrides. 50,45 % sont des hommes, 28,53 % des femmes, 21,02 % des enfants de moins de seize ans.

Les Portugais sont les plus nombreux : ils sont 859 438 contre 742 646 en 1972. Viennent ensuite les Algériens et les Marocains (442 472), les Italiens (452 055), les Espagnols (412 542), les Tunisiens (193 203) et les Turcs (118 073).

PLANS/CONTRECALQUES
MEME A PARTIR D'UN ORIGINAL OPAQUE REDUCTION AGRANDISSEMENT
ETRAVE 38 Av. Daumesnil PARIS 12^e ☎ 347 21 32 Tlx 220064 F

LES FOURRURES MALAT

FOURREUR ont la fourrure de qualité à des prix
FABRICANT défiant toute concurrence.
GARANTIE 15 % d'escompte jusqu'à la fin de l'année
DE CONFIANCE Service après-vente. Tél. : 878-60-67.

47, rue La Fayette, 75009 PARIS - M^{le} LE PELETIER

RÉGIONS

Ile-de-France

LES PROJETS DE LA R.A.T.P.

- Un tramway entre Saint-Denis et Bobigny
- 200 kilomètres de chaussée réservés en partie aux autobus

La R.A.T.P. présente à la presse, ce jeudi 2 décembre, son plan pluriannuel d'entreprise qui couvre la période 1983-1987. C'est le premier document de ce genre présenté par la nouvelle direction de la Régie après les changements politiques intervenus en mai 1981.

Ce plan élaboré par la direction de la Régie a fait l'objet d'une concertation avec les administrations de tutelle et le comité d'entreprise mais aussi avec les organisations syndicales et, pour la première fois, les élus régionaux et départementaux, des représentants d'associations d'usagers et d'organisations de consommateurs.

D'ici à 1987 interviendra un facteur primordial pour l'avenir des transports parisiens : la décentralisation et le transfert d'un certain nombre de compétences et de ressources de l'État vers les collectivités locales.

Le projet de loi d'orientation préparé par le ministère des transports et l'élaboration des schémas de développement des transports au niveau régional et départemental qui en découleront modifieront aussi les principes dans lesquels s'inscrit l'action de la Régie. Ce cadre institutionnel nouveau qui garantirait de toute façon une certaine autonomie de la R.A.T.P. ne devrait pas bouleverser un plan qui répond d'ores et déjà à des impératifs précis, souvent hérités du passé.

L'effort va porter sur une planification rigoureuse de l'essor du service public, la transparence des informations et des comptes. La Régie s'est donc choisie de grandes orientations. La première est d'accroître la part des transports collectifs dans le marché des déplacements en tablant sur une augmentation du trafic de

8 % sur la durée du plan, soit 1,6 % par an.

Cette croissance devrait s'accompagner d'une augmentation des tarifs supérieure de deux points à l'évolution générale des prix à la consommation. Ainsi, le ticket de métro passerait à 2,35 F ou 2,40 F le 1^{er} juillet 1983 pour atteindre, en 1987, 3,50 F afin de permettre une amélioration du service, de la densité du réseau et de la situation financière.

Réaliser ces objectifs suppose, deuxième orientation, la réduction des inégalités de traitement entre les usagers du centre de l'agglomération parisienne et ceux de la périphérie afin de contribuer à la qualité de vie en Ile-de-France.

Deux moyens : le développement du réseau du métro et du R.E.R. et celui du réseau autobus, considéré comme une priorité. Les orientations du plan confirment nettement le rythme de mise en service des prolongements de lignes de métro.

La ligne 7, après son prolongement vers Le Kremlin-Bicêtre, dès la semaine prochaine, reliera à la fin de 1984 Villejuif au cœur de Paris. La ligne 5 sera prolongée jusqu'à Bobigny-Préfecture. Pour répondre aux priorités décidées par la région, la ligne 7 sera prolongée au nord jusqu'à La Courneuve-Quatre-Routes et la ligne 1 jusqu'à La Défense. Les travaux devraient commencer dès 1984.

Pourtant, pas de rupture : on assumera le développement des réseaux de métro et de R.E.R. tels qu'ils avaient été conçus par les prédécesseurs de la nouvelle équipe. Des nouveautés : la priorité des efforts est donnée à l'extension du réseau d'autobus banlieue en site propre, à

l'unification de ce réseau en agissant pour faire passer la notion de correspondance et à la réalisation d'un premier tronçon de tramway en Seine-Saint-Denis. La R.A.T.P. a décidé aussi de définir une véritable stratégie financière. et sociale.

Les opérations programmées en 1983 sont la desserte d'Asnières-Gennevilliers III par la ligne 13 bis et celle de l'université de Saint-Denis par la ligne 13. D'autres prolongements pourraient éventuellement intervenir mais ne seront vraisemblablement pas engagés dans ce plan : ceux de la ligne 4 vers Petit-Bagneux, de la ligne 11 vers Romainville-Place-de-Marché, de la ligne 13 vers Châtillon-11 — à moins que ne soit retenu pour cette liaison un service en surface et en site propre — et de la ligne 8 vers Créteil-Paro-Régional ou Bonneuil.

Les opérations programmées concernant le R.E.R. sont déjà bien connues : réaliser les interconnexions de la Gare du Nord sur la ligne B et de Nanterre sur la ligne A, prévues en 1986. Cette même année devrait être ouverte la gare Saint-Michel sur la ligne C. Il est prévu enfin que le terminus des trains desservant Orly-la-Ville soit reporté de la Gare du Nord à Châtelet-Les Halles à la fin de 1985 ou au début de 1986, ce qui constituerait la première phase de l'interconnexion dite du « second degré ». La ligne D ainsi amorcée pourrait ensuite être raccordée à la Gare de Lyon, et l'interconnexion complète de la ligne d'Orly-la-Ville au réseau sud-est de la S.N.C.F. serait alors réalisée.

Le réseau autobus subira les plus grandes transformations. C'est la banlieue qui en bénéficiera le plus, 200 kilomètres en site propre seront réalisés pendant la durée du plan, principalement au sud de Paris, de la porte de Choisy à Vitry, à l'ouest de la Défense, Courbevoie et Colombes et enfin au nord-est à Ville-neuve-la-Garenne. Le grand projet est la création d'une ligne de rocade sur le site de la route nationale 186 en site propre. C'est le tramway qui pourrait être retenu pour cette rocade.

Il relierait, avant la fin du plan, Saint-Denis à Bobigny et permettrait le « maillage » avec les lignes 5, 7 et 13 du métro urbain. Les travaux ne devraient, être engagés avant 1985 et la réalisation de ce premier

tronçon nécessiterait trois ans. On estime à la Régie qu'il faudrait quinze à vingt ans pour boucler le périmètre de la petite couronne.

39 000 salariés en 1983

Troisième orientation : mettre en place un plan social afin de participer à l'un des grands objectifs nationaux, l'effort de lutte contre le chômage. Il semble bien que le changement intervenu dans les discours officiels ait modéré l'ardeur des responsables de la R.A.T.P. On prévoit pourtant l'embauche de 611 personnes en 1983, portant l'effectif global de l'entreprise à 39 000 salariés l'année prochaine et à 41 000 en 1987. Ces effectifs étaient passés de 35 984 en 1981 à 38 389 en 1982. Net tassement donc, mais embauche quand même.

Ce plan social, ne pouvant préjuger des rapports syndicats-direction normaux, n'a pas pour but de planifier les augmentations salariales et le rythme de la réduction du temps de travail. Il s'agit d'organiser le progrès social des travailleurs de la Régie autour de certains thèmes : outre l'embauche de nouveaux personnels, pour la première fois dans le plan pluriannuel apparaissent les termes de formation des agents, équités des rémunérations, droit des travailleurs, etc.

Dernière grande orientation, et thème nouveau : la recherche. Les crédits affectés à ce chapitre augmentent de 8 % par an en volume jusqu'en 1985. Le cadre trop restreint de la recherche purement technique, bien traité jusqu'ici, sera élargi, et l'on s'intéressera à la recherche sociale et économique. Deux grands projets : bien connaître la clientèle à venir des réseaux de la R.A.T.P., son développement, ses activités, sa localisation géographique, et étudier les modes de vie de demain pour définir ce qu'on appelle à la Régie le « réseau 2000 », le matériel roulant et la station de métro ou d'autobus du futur.

OLIVIER SCHMITT.

Un abri pour les chevaux de Marly

Contents d'avoir retrouvé leur blanche caracole, longtemps cachés sous de méchantes barriques en toile ondulée, les chevaux de Marly n'attendent pas l'hiver. Paris leur cherche un abri.

Comment protéger du gel et des pluies glacées les groupes sculptés par G. Coustou et Coysevox qui, venus de l'abreuvoir de Marly-le-Roi, honorent l'entrée des jardins des Champs-Élysées et celle des Tuileries, place de la Concorde ?

Comment les abriter sans les ravir à la vue des passants, sans les embêter dans la paille et les linaiges comme on le fait à Versailles ?

Un nuage de plexiglas ? Un temple de verre ? Une cabane invisible, démontable à chaque printemps ? Quatre architectes (Archipus, Jean-Pierre Buffi, Roland Castro et Pierre Gangnet) vont être consultés sur cet excitant projet par le ministère de la culture.

Rien n'interdit aux autres, ni même aux amateurs, d'envoyer leurs idées à M. Christian Dupavillon,

conseiller du ministre de la culture, 3, rue de Valenciennes, Paris-10^e. Spécialiste de l'éphémère, grand ordonnateur des pompes républicaines du dernier 14 juillet (on lui doit l'idée de la tribune officielle en théâtre à l'antique), M. Dupavillon est un connaisseur des structures démontables : il a publié récemment, aux Éditions du Moniteur, une somme sur l'architecture du cirque. — M. Ch.

CATHERINE SPECTEUR
67

Le Code de la Fonction Publique en débat : entretiens avec Pierre Richard et Maurice Bourjol.

Ecole Spéciale d'Architecture
254, Bd Raspail 75014 Paris
85 F (port compris)
C.S.P. : 252.26.47

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GRUPE VICTOIRE

ABEILLE ET PAIX

COMPAGNIE FINANCIÈRE DU GROUPE VICTOIRE

Dividende 21,50 F + impôt déjà payé au Trésor de 10,75 F mis en paiement le 27 décembre 1982, contre 19,50 F et 9,75 F en 1981.

L'Assemblée générale ordinaire tenue le 1^{er} décembre 1982 sous la présidence de Monsieur Robert Gachet a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 août 1982 qui se soldent par un bénéfice de 79 539 606 F contre 56 454 855 F l'an dernier.

Dans ce résultat le bénéfice courant brut d'impôt figure pour 65 781 000 F, contre 58 706 000 F en progression de 12 % sur l'an dernier, alors que les opérations en capital ont dégagé un solde positif, également net d'impôt, de 13 758 000 F contre un solde négatif de 2 251 000 F en 1981-1982.

Il a été décidé de mettre en paiement le 27 décembre un dividende unitaire de 21,50 F, contre 19,50 F l'an dernier ; la distribution, qui représente 50 781 280 F, progressant ainsi de 10,25 %.

L'Assemblée générale a également ratifié la cooptation décidée en cours d'exercice de Monsieur Philippe Charreyre et de la Compagnie Financière de Suez en qualité d'administrateurs.



GROUPE CDF

Cdf Énergie :

Création d'une nouvelle sofergie : « BAIL CHARBON »

A l'initiative de Cdf Énergie, et conformément aux décisions arrêtées par les pouvoirs publics, vient d'être créée une nouvelle sofergie, « BAIL CHARBON », dont la vocation spécifique est de favoriser le développement des utilisations du charbon dans les secteurs industriels, résidentiels et tertiaires, en réglant les problèmes de financement par recours au crédit-bail ou à la location simple.

Le capital de « BAIL CHARBON », fixé à 20 MF, a été souscrit notamment par Cdf Énergie, principal actionnaire, le Comptoir central de matériel d'entreprise, la Caisse des dépôts et consignations, le Crédit lyonnais, Indosuez et Udox. D'autres établissements sont susceptibles de se joindre prochainement à ces actionnaires.

Cette sofergie se propose d'intervenir sur les dossiers « charbon » initiés par Cdf Énergie, d'une manière générale en association avec d'autres sofergies.

« BAIL CHARBON » constitue ainsi le premier des trois organismes en cours de création sous l'égide du groupe des Charbonnages de France : une sofergie ; un fonds de mutualisation « charbon » ; une filiale industrielle de vente de vapeur ou de chaleur.

Moët-Hennessy

Dans sa réunion du 25 novembre 1982, le Conseil d'Administration de MOËT-HENNESSY a pris acte de la réalisation définitive des deux opérations déjà approuvées, à savoir :

— l'achat de 34 % des actions de la S.A. GEORGES DELBARD et de la S.C.A. DES PÉPINIÈRES ET ROSERAIES GEORGES DELBARD ;

— l'acquisition par l'intermédiaire de la filiale MOËT-HENNESSY U.S. CORPORATION de 100 % des actions de la société californienne ARMSTRONG NURSERIES, INC., deuxième producteur mondial de roses.

Par ces opérations, MOËT-HENNESSY prend pied dans un secteur nouveau avec pour objectif de mettre en œuvre l'avance technologique que possède le Groupe DELBARD dans le domaine de la multiplication végétative de roses « in vitro » sur le plus grand marché de consommation, celui des États-Unis. S'appuyant sur la puissance du réseau commercial dont dispose ARMSTRONG, le Groupe devrait prendre une position de leader mondial.

Simultanément, MOËT-HENNESSY renforce ainsi son implantation aux États-Unis où il possède déjà plusieurs filiales dont le chiffre d'affaires consolidé atteint déjà 5 200 millions.

Dans cette même séance, le Conseil, en vue de consolider la situation financière du Groupe dont les besoins sont liés, d'une part, aux deux opérations ci-dessus et, d'autre part, à l'exceptionnelle récolte de champagne, a décidé le principe d'une augmentation de capital contre espèces (1 pour 8) qui devrait avoir lieu au début de l'année 1983.

Il a également approuvé la distribution d'un acompte sur dividende de F 8 net (contre F 7 en 1982) qui sera mis en paiement le 10 janvier 1983 contre remise du coupon N° 35.

RICOH COMPANY, Ltd

Résultats de la société mère pour le premier semestre 1982 (1^{er} avril-30 septembre 1982)

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 157 110 millions de yens contre 143 630 millions pour la même période de l'exercice précédent (+ 9,40 %).

Résultats : Le résultat d'exploitation s'élevait à 8 952 millions de yens contre 10 056 millions de yens (- 11 %), et le résultat net à 4 105 millions de yens contre 4 870 millions de yens (- 15,7 %).

Au cours de cette période marquée par un ralentissement de la consommation intérieure et des exportations japonaises, Ricoh a concentré ses efforts sur le développement de nouvelles technologies et poursuivi une politique commerciale agressive au Japon et à l'étranger.

Dividende : Il sera versé un dividende intérimaire de 5 yens par action contre 4,5 yens l'année précédente.

Prévisions de résultats pour l'exercice en cours : La progression des ventes devrait rester soutenue et le chiffre d'affaires atteindre 325 milliards de yens (+ 10,4 %). Le redressement attendu des résultats au second semestre devrait atténuer le recul du premier semestre. Le résultat d'exploitation pourrait s'élever à 18 milliards de yens (- 5,3 %) et le résultat net à 8,5 milliards de yens (- 10,4 %).

PAPETERIES DE GASCOGNE

Pour les dix premiers mois de 1982 : Chiffre d'affaires (H.T.) : 422 045 000 F (+ 4,5 %), et non (- 4,5 %), comme indiqué dans notre journal daté 1^{er} décembre 1982.

Meyrowitz Opticien
L'autre façon d'Offrir

FACES-A-MAIN, JUMELLES DE CHASSE, DE MARINE, DE THÉÂTRE, BAROMÈTRES STYLE ANCIEN, LOUPES, BOUSSOLES, ALTIMÈTRES

5 RUE DE CASTIGUONE
75001 PARIS. TEL. 261.40.67

MINISTÈRE DU TRAVAIL

NOS PROCHAINS PRUD'HOMMES

DONNONS LEUR UN VISAGE

MERCREDI 8 DECEMBRE VOTONS

DES SALARIÉS, DES EMPLOYEURS, ÉLUS POUR GARANTIR NOS DROITS.

STANDARD INFORMATION TEL. : 523.25.25

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. DÉSORDRE ÉCONOMIQUE : « Les vécus du chômage », par Alfred Grosser ; « Vers l'implosion 2000 », par Jacques Rozier.

ÉTRANGER

34. EUROPE
- ITALIE : le cinquième cabinet Fanfani.
45. AMÉRIQUES
- ÉTATS-UNIS : M. Edward Kennedy renonce à présenter sa candidature à l'élection de 1984.
6. DIPLOMATIE
- Le comité militaire de l'OTAN se rallie entièrement aux vues du général Rogers.
6-7. PROCHE-ORIENT
- LIBAN : l'attentat contre M. Jomblatt porte atteinte à l'autorité du président.
7. AFRIQUE
- TCHAD : la grande peur du Sud.

POLITIQUE

8. Les travaux parlementaires.
9. La préparation des élections municipales.

SOCIÉTÉ

10. SCIENCES : l'Institut français de recherche pour l'exploitation des mers va être créé.
11-12. JUSTICE : le procès aux assises de Paris des gendarmes du baron Empain.

LE MONDE DES LIVRES

13. LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH : Brouillons du « Temps retrouvé » ; Le grand meeting de notre littérature ; Graham Greene et Monique Quignon.
14. LA VIE LITTÉRAIRE
15-16. ROMANS : le fantastique aujourd'hui.
18. ENTRETIEN : une biographie imaginaire de Roland Jaccard.
20. MÉMOIRES : le Journal de Russie, de Pierre Pascal.
21. LETTRES ÉTRANGÈRES : Joyce, mode d'emploi.
22. DOCUMENTS : une enquête sur le maccarthisme.
23. SOCIÉTÉ : le féminisme souffre-t-il d'un souffle au cœur ?
24. POÉSIE : un géant oublié, Émile Verhaeren.

CADEAUX DE FÊTES

- 28-29. Musique en main ; Au téléphone et par la poste ; Les surprises de la Chine.

CULTURE

30. THÉÂTRE : le Festival de Lille.
- CINÉMA : E.T., à Paris : la messe.
- EXPOSITIONS : Albert Gleize.
32. RADIO-TELEVISION : - VU : « Tasseuses en bordée ».

ÉCONOMIE

35. AFFAIRES : la crise de la sidérurgie.
- Création du Le Sofaris.
35-36. ÉTRANGER.
36-37. SOCIAL.
38. RÉGIONS : les projets de la R.A.T.P. en Ile-de-France.

RADIO-TELEVISION (32)
INFORMATIONS
« SERVICES » (27) :
Rétromanie ; - Journal officiel ; - Loterie nationale ; Loto ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (33-34) :
Carnet (26) ; Programmes des spectacles (31-32) ; Marchés financiers (39).

LÉGER RAFFERMISSEMENT DU DOLLAR : 6,98 F

Après son net fléchissement du mercredi 1^{er} décembre (il était revenu en dessous de 7 F, à 6,9550 F), le cours du dollar à Paris s'est légèrement raffermi, remontant à 6,98 F. A New York, son cours est passé de 2,4550 DM à 2,47 DM, et à Tokyo de 248 yens à 249 yens.

Cette légère remontée est due à des rachats de vendeurs et témoigne d'une certaine indécision des opérateurs face à ce que l'on pourrait appeler un renversement de tendance sur le dollar : les données « fondamentales » intéressent le « billet vert » sont en cours de modification et le marché s'interroge.

Le ministre des finances des cinq grands pays industrialisés occidentaux (États-Unis, Japon, R.F.A., France et Grande-Bretagne) se réuniront à huis clos à Bonn, probablement le 9 décembre. Cette réunion préparera celle du groupe des Dix.

A B C D E F G

LE RÉGIME DES PRÉRETRAITES DES CONTRATS DE SOLIDARITÉ

Les entreprises ayant déjà engagé des négociations pourront déposer leur dossier après le 1^{er} décembre

Certaines entreprises ont un délai supplémentaire — au-delà du 1^{er} décembre — pour déposer leur dossier en vue d'obtenir des pouvoirs publics un contrat de solidarité ou un accord avec le Fonds national de l'emploi sur la préretraite. Tel est le premier résultat — encore imprécis — de la vague de protestations contre une décision de la délégation à l'emploi limitant au 1^{er} décembre le dépôt des dossiers.

Malencontreuse, cette affaire est, en outre, très complexe, puisqu'il faut distinguer les conditions imposées aux entreprises et aux salariés.

Quels sont les droits des salariés ? Si l'on exclut le cas des sidérurgistes, deux dates sont à retenir : 1) Les salariés âgés de plus de soixante ans peuvent encore bénéficier de la préretraite au taux de 70 % si avant le 31 décembre 1982 ils démissionnent ou s'ils sont licenciés par leur employeur ;

2) Les salariés âgés de plus de cinquante-cinq ans — sauf dérogation (1) — s'ils appartiennent à une entreprise qui a signé un contrat de solidarité avant le 31 décembre 1982, peuvent, eux, bénéficier de la même préretraite au taux de 70 % si, avant le 1^{er} avril 1983, ils en font la demande.

Reste pour ces dernières personnes le véritable problème : jusqu'à quelle date leur entreprise peut-elle déposer un dossier de

contrat de solidarité. Dernier délai : 1^{er} décembre, indiquait, seulement le 26 novembre, un texte de la délégation à l'emploi. Qualifiée tantôt de circulaire, tantôt de telex, cette décision, qui finalement est bien une circulaire, a provoqué une véritable tollé.

Après la C.G.C., qui a, la première, dénoncé cette mesure, la C.G.T. elle aussi, a vivement protesté. La C.F.D.T. a demandé que la date limite du 1^{er} décembre soit reportée au 15 décembre. Face à cette vague de protestations et surtout à la vive inquiétude des salariés, dont un grand nombre ont multiplié les démarches pour savoir quels étaient leurs droits, les membres du gouvernement ont, de manière encore confuse, laissé entendre que la date du 1^{er} décembre n'était pas une date coupure.

Concrètement, selon les indications que nous a données le ministère de l'emploi, certaines entreprises ont encore un délai de grâce jusqu'aux environs du 10 décembre. Il s'agit des firmes qui ont déjà entamé une négociation avec la direction départementale ou la délégation nationale à l'emploi, et donc informé les services publics qu'elles entendaient obtenir un contrat de solidarité. Le problème est que le dossier doit être complet : que l'administration ait l'assurance que l'entreprise pourra effectivement remplacer chaque préretraité par un nouvel embauché ; que le comité supérieur de l'emploi, qui se réunit le 14 décembre,

ait tous les éléments pour se prononcer. Trop compliqué ? Le ministre assure que toutes les entreprises étaient ou devaient être informées de cette procédure. Le contrat de solidarité, rappelle-t-on, n'est pas un droit, mais une possibilité qui se négocie, et cela suppose des délais.

Certes ! Il n'empêche qu'annoncer seulement le 26 novembre un délai limite de dépôt des dossiers jusqu'au 1^{er} décembre est bien tardif. L'assouplissement qui vient d'être indiqué est certes positif, mais il continue de poser un problème. Juridiquement, une circulaire n'est pas opposable à un tiers. Surtout si elle donne une interprétation restrictive de la loi. Seul fait foi le décret. Or ce décret, bien imprécis, n'évoque que la date du 31 décembre — dernier délai pour la signature du contrat — sans préciser les délais de la procédure antérieure au 31 décembre.

Grave lacune des services et du gouvernement. Pour éviter l'incohérence et l'injustice, le pouvoir ne devrait-il pas à la fois assouplir par une voie réglementaire excluant par la suite tout conflit juridique et apaiser une querelle politique ?

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Pour les contrats de solidarité, l'âge est d'au moins cinquante-cinq ans pour les entreprises avec le F.N.E. l'âge est de cinquante-six ans et deux mois, exceptionnellement de cinquante-cinq ans.

En Argentine

DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES AURONT LIEU EN 1983

Le général Bignone, chef de l'Etat argentin, a annoncé, le mercredi 1^{er} décembre à Buenos-Aires, que des élections générales auront lieu au cours du dernier trimestre de 1983. Une nouvelle loi électorale est en cours de rédaction. Il a précisé que cette décision était prise en accord avec les chefs de l'armée et les partis politiques.

Certaines formations politiques, en particulier les radicaux, auraient cependant préféré une date plus rapprochée et un calendrier plus précis. « Il n'est pas bon », a dit M. Alsogaray, responsable de l'Union du centre démocratique, d'attendre la fin de 1983 pour commencer à rechercher des solutions à la crise.

M. Gerardo Schamis, ambassadeur d'Argentine en France, nous précise de son côté qu'il a informé les dirigeants français, en particulier M. Mitterrand, du plan de retour à un régime civil. Les élections générales auront lieu en novembre 1983 et régime démocratique en mars 1984. Il ajoute qu'une élection présidentielle aura également lieu en 1983.

(Lire nos informations page 5.)

« LE QUOTIDIEN DU PEUPLE » VA ÊTRE À NOUVEAU REPRÉSENTÉ À PARIS

De notre correspondant
Pékin. — Le Quotidien du peuple, organe central du parti communiste chinois, sera très prochainement représenté en France par deux correspondants permanents, apprend-on de source proche de ce journal. Le départ pour Paris des deux futurs correspondants, MM. Zhai Xiang-qian et Ma Weiming, est prévu pour la mi-décembre. M. Zhai est un spécialiste des questions économiques, et M. Ma un expert de la vie politique française. Excellents francophones tous les deux, ils ont séjourné déjà à plusieurs reprises en France au titre d'envoyés spéciaux.

Le Quotidien du peuple n'était plus représenté à Paris depuis la rupture des relations entre les P.C. chinois et français vers le milieu des années 60. La décision de procéder à la reprise d'un échange de correspondants entre les organes centraux des deux partis avait été prise lors de la récente visite en Chine de M. Marchais. — M. L.

Le numéro du « Monde » daté 2 décembre 1982 a été tiré à 518 089 exemplaires.

Une équipe américaine tente une greffe de cœur artificiel sur un homme

La greffe d'un cœur artificiel fait de polyméthacrylate et d'aluminium devait être tentée, jeudi 2 décembre, dans le service de chirurgie cardiaque du Centre médical universitaire de l'Utah à Salt-Lake-City. L'intervention est dirigée par le docteur William C. de Vries. Elle a pour but de remplacer le muscle cardiaque d'un patient âgé de soixante et un ans, porteur de lésions dégénératives. Deux tentatives identiques réalisées dans l'attente d'une greffe en 1969 et en 1981 au Texas s'étaient soldées par des échecs. L'équipe de Salt-Lake-City envisage pour la première fois de laisser le cœur artificiel en place de manière permanente.

Le patient du docteur de Vries est un dentiste de soixante et un ans, habitant Seattle. « Nous n'envisageons pas de dévoiler son identité », indique auparavant le porte-parole du centre, avant la fin de l'opération pour minimiser la pression publique sur lui et sa famille et parce qu'il a le droit de changer d'avis. Le patient a, néanmoins, déjà donné son accord par écrit après avoir visité le laboratoire de recherche de l'université et vu des animaux vivants porteurs de cœurs artificiels.

Le modèle implanté, mis au point par les docteurs William Kolff et Robert Jarvik, a la dimension d'un cœur normal. Son fonctionnement nécessite la présence d'un compresseur électrique fournissant de l'air sous pression situé à proximité du malade.

Ce compresseur est relié à la poitrine par deux tuyaux qui traversent la poitrine du malade. La principale nouveauté est constituée par la miniaturisation du compresseur qui a le volume d'une valise. Il ne semble pas que l'équipe médicale envisage une transplantation ultérieure avec un cœur humain prélevé sur un cadavre. En dépit de la gêne occasionnée et de la lourdeur du dispositif, le cœur artificiel est donc bien destiné à se substituer au cœur d'origine.

Deux tentatives semblables ont déjà été réalisées en 1969 et en 1981 (1) à l'université du Texas

sous la direction du docteur Denton Cooley. Dans les deux cas, les patients avaient succombé quelques heures après l'intervention.

La Food and Drug Administration a récemment exposé, très précisément, les indications qui justifient de telles tentatives : il s'agit d'une pathologie cardiaque de type dégénératif arrivant à un stade ultime. En 1981, les autorités sanitaires américaines avaient différé leur réponse à la demande formulée par le docteur de Vries de réaliser cette intervention.

JEAN-YVES NAU.

(1) « Le Monde de la médecine » a consacré deux dossiers récents à ce sujet le 1^{er} avril et le 15 juillet 1981. Il y a quelques jours à Marseille, le professeur Jean-Raoul Monlès a greffé un nouveau prototype de cœur artificiel sur une chèvre.

■ Paris-Match, daté du 10 décembre, publie un sondage réalisé par B.V.A., entre les 12 et 18 novembre, auprès de mille soixante-douze personnes. Selon cette enquête, 48 % des personnes interrogées (au lieu de 52 % en octobre) ont une « bonne opinion » de M. Mitterrand et 40 % (au lieu de 36 %) en ont une mauvaise. La baisse de popularité de M. Mauroy est moins forte : 40 % (au lieu de 42 %) ont une « bonne opinion » du premier ministre et 46 % (au lieu de 44 %) en ont une mauvaise.

dunhill LONDON

Le fin du fin de l'École Dunhill : le DRESS. Extra-plat, discrètement guilloché "grain d'orge" et résolument contemporain, ce stylo-bijou vous sera présenté par les meilleurs spécialistes-revendeurs.

Depuis 1934...
le fourreur le plus jeune
de la rue Saint-Honoré.

ALEXANDRE
FOURRURES 376, rue St-Honoré Paris (1^{er})

**LIQUIDATION
TOTALE** par autorisation
préfectorale

SINDLER GRANDES
Prêt à porter Hommes

démarques très
importantes

Sur :
Costumes Vestons Imperméables Pantalons
Peaux laines Chemises Pulls
17 rue Tronchet, Paris 8ème

EMERAUDE & OR
VENET VOIR CES MERVEILLEUSES PETITES BAGUES
QUI ONT DE BELLES COULEURS - DE 2000 A 20000 F.
9 BD DES CAPUCINES - PLACE DE L'OPERA - 75001 PARIS

JACQUES TOUR
VOTRE AMI JOAILLIER